

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 69

DÉCEMBRE 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ LA REMISE DU PRIX DE LA MEMOIRE A L'INSTITUT KURDE
- ❑ BERLIN : COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE
- ❑ ANKARA PROMULGUE UN NOUVEAU DECRET-LOI SUR LE KURDISTAN
- ❑ LES EXACTIONS DE LA CONTRE GUERILLA TURQUE
- ❑ UNE INTERVIEW DU «SUPER-PREFET» DES PROVINCES KURDES
- ❑ AINSI QUE...
- ❑ EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LA REMISE DU PRIX DE LA MEMOIRE A L'INSTITUT KURDE

LE 3 DÉCEMBRE le Prix de la Mémoire a été remis à ses trois lauréats pour 1991 : Institut Kurde de Paris, Association soviétique Mémorial des victimes du stalinisme et la Maison des esclaves de Gorée (Sénégal).

Au cours d'une cérémonie émouvante, qui a eu lieu au Palais de Chaillot devant plus de 1500 invités et en présence notamment de Madame Mitterrand, du président sénégalais Abou Diouf, de Monsieur Claude Evin, ministre des affaires sociales, de Monsieur Thierry de Beaucè, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, et de très nombreux diplomates, personnalités politiques et culturelles, Madame Eva Veil, présidente du jury international du Prix, a expliqué les raisons pour lesquelles les trois organismes avaient été

distingués cette année. Le poète soviétique Yevtoutchenko qui a reçu le prix, au nom de l'association Mémorial fondé par l'académicien Sakharov, a évoqué la «*mémoire brouillée et noire des terribles années de Staline*». Le directeur de la Maison des esclaves de Gorée a parlé de la «*barbarie de l'esclavage qui a arraché des millions d'êtres humains à leur terre et à leur milieu*» et souligné la nécessité de garder vivante la mémoire de cette page terrible de l'histoire de l'humanité.

Recevant à son tour, des mains de l'écrivain Carlos Fuentes, la statuette représentant ce Prix symbolique le Président de l'Institut Kurde a notamment déclaré : «*Par la grâce de cette récompense honorifique, les Kurdes qualifiés par certains d'orphelins de l'univers, se retrouvent ce soir dans une famille. Une famille peu orthodoxe mais nombreuse,*

qui chevauche le temps, les continents et les races, qui rassemble les victimes de l'Histoire, de ses outrages, de ses ouragans dévastateurs, de ses délires idéologiques et de sa déraison. Nous y rejoignons d'autres compagnons d'infortune: Arméniens survivants du génocide, Tibétains, Juifs rescapés de l'Holocauste, Africains descendants des esclaves, Soviétiques victimes du stalinisme et bien d'autres». Après avoir brièvement évoqué le sort des 25 millions de Kurdes du Proche-Orient et rappelé l'indifférence de la communauté internationale face à leur drame, le prix que celle-ci est en train de payer pour son manque de courage et de lucidité d'hier, il a conclu son intervention en ces termes : « *Accepter de vivre ensemble, dans le respect de nos croyances, de nos différences et de nos cultures serait un*

immense progrès de civilisation. A vrai dire, à moins de continuer à nous entretuer, nous n'avons guère d'autre choix. On peut donc espérer qu'après tant de souffrances et de gâchis occasionnés par les fanatismes idéologiques et l'intolérance, cet idéal laïc finira par emporter l'adhésion des uns et des autres. Je sais que cet idéal inspire largement la démarche des promoteurs du Prix de la Mémoire, comme il inspire la nôtre. C'est donc en parfaite communion de pensée et de coeur, avec joie et reconnaissance, que je recevrai, au nom de l'Institut Kurde, ce Prix».

La cérémonie s'est terminée avec des chants kurdes interprétés par le chanteur kurde Sivan et le groupe musical Koma Zozan.

BERLIN : COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE

DEUX fois par an l'Institut Kurde réunit, pour une semaine, les écrivains, linguistes et journalistes kurdes de la diaspora pour travailler sur les problèmes de terminologie et d'orthographe kurdes. Les conclusions de ces travaux sont publiées dans un magazine spécial *Kurmancî*.

La session d'automne 1990 a eu lieu du 9 au 16 décembre

à Berlin. Des intellectuels kurdes de Suède, du Danemark, de Pays-Bas, d'Allemagne et de France ont pris part aux travaux de cette session consacrée notamment à la terminologie de la poésie et de l'élevage. Certains problèmes de grammaire ont également été abordés. La prochaine réunion aura lieu au printemps 1991.

ANKARA PROMULGUE UN NOUVEAU DECRET-LOI SUR LE KURDISTAN

AFIN d'éviter l'annulation par la Cour Constitutionnelle du décret-loi n° 424 promulgué en avril dernier, et de subir ainsi un échec, le gouvernement d'Ankara l'a suspendu et remplacé par un nouveau décret. La décision gouvernementale prise lors d'un conseil de ministres réuni le 16 décembre 1990 sous la présidence de M. Turgut Özal a été décrite par la presse turque comme un moyen d'échapper au contrôle du pouvoir juridique. (cf. pp. 39-40 du Bulletin).

Le contenu du nouveau-décret confirme en réalité la volonté du gouvernement turc de mener la même politique répressive tout en fermant les portes au contrôle des instances légales. Ainsi, le nouveau décret, numéroté 430, reconnaît comme le précédent, le super-préfet des provinces kurdes comme l'instance politique suprême

et le dôte de l'autorisation de procéder aux déportations. La seule «amélioration» consiste à reconnaître aux déportés le droit de choisir leur nouveau lieu de résidence. En outre, une aide financière est accordée à ceux qui quittent la région de leur propre gré. Le préfet régional est légalement autorisé à continuer, sans même avoir besoin de la décision d'un tribunal compétent, à interdire des publications. Le décret-loi l'oblige toutefois à donner un avertissement avant de procéder à cette mesure. Le préfet ne pourra plus fermer les imprimeries pour une période illimitée, mais pour une durée de 10 jours en premier lieu, durant 30 jours ensuite si celles-ci persistent dans le «délit». Le décret-loi permet à la police de perquisitionner dans les maisons et les boutiques si elle le juge nécessaire et d'emmener les détenus au commissariat pour les interroger de nouveau (une loi

prévoyant une modification analogue avait été auparavant annulée par la Cour Constitutionnelle). Il prévoit le droit de demander des indemnités aux personnes civiles ; il dote cependant d'emblée le préfet régional et toute personne travaillant sous ses ordres de l'immunité juridique et les rend irresponsables de leurs actes.

Cette pratique de remplacer juridiquement le blanc bonnet par le bonnet blanc prouve, une fois de plus, combien la Turquie est loin d'être un Etat de droit. Fort de sa place dans la crise du Golfe, Ankara, qui se veut désormais une démocratie, se sent obligée, pour préserver le régime d'arbitraire au Kurdistan, de contourner ses propres institutions juridiques.

LES EXACTIONS DE LA CONTRE-GUERILLA TURQUE

LES révélations sur le réseau italien Gladio ont de nouveau réactualisé le débat sur son équivalent turc, l'organisation de la contre-guérilla. Créée dans les années 60, comme une réponse à une éventuelle guérilla kurde et aux mouvements de la gauche, cette organisation a un passé infiniment plus sinistre que son homologue italien. Elle compte à son actif des opérations de «commando» au Kurdistan dans les années 1969-1970, les tortures systématiques lors du coup d'Etat de 1971, divers massacres dont les plus importants sont ceux du 1er Mai à Istanbul en 1978 (34 morts) et de Mars 1979 (plus de 120 morts selon les chiffres officiels), le projet d'attentat contre B. Ecevit, alors candidat au poste de premier ministre, ainsi qu'une tentative de Coup d'Etat en 1979. La presse s'empara de nombreux documents de l'organisation dans les années 1979 et 1980 (dont une partie fut publiée sous d'un livre à Istanbul, en 1980). Ces documents, d'une violence et d'une franchise inouïes, traduisaient clairement l'esprit de ceux qui contournent lors de chaque décision cruciale les formations politiques et dirigent en réalité le pays. Ils contenaient de nombreuses actions à mettre en oeuvre, telles que la perpétration des massacres, attribués «aux révolutionnaires», l'intimidation de la population par la violence et la «stratégie d'assécher la mer pour s'emparer du poisson». Mais ni ces documents, ni les aveux de certains de ces ex-membres, ni les déclarations inquiètes de B. Ecevit, n'ont suffi pour que la classe politique se décide à prendre des mesures contre cet «Etat dans l'Etat». Le résultat de cette incapacité et de

manque de volonté fut le coup d'Etat de 1980 et son terrible bilan dans le domaine des droits de l'homme. L'organisation clandestine sortit renforcée du régime militaire pour se trouver au poste de responsable dans la guerre sale qui continue au Kurdistan de Turquie. La plupart des militaires et des policiers de haut rang dans les provinces kurdes sont soupçonnés d'en faire partie. De nombreuses indications montrent que les massacres des villages de Ikiyaka et de Cevrimli, attribués par Ankara au P.K.K. furent perpétrés par cette organisation (cf. le numéro 63 de notre bulletin).

Aujourd'hui le débat recommence sur cette organisation sinistre. Des déclarations, de nouveaux documents, de multiples témoignages voient le jour. Des milliers d'ex-prisonniers politiques se souviennent des journées douloureuses qu'ils ont passées dans les centres de tortures, où des tortionnaires anonymes leur précisaient: «ici, il n'y a pas de loi. Si vous faites partie de la guérilla, nous, nous faisons partie de la contre-guérilla». Les autorités d'Ankara, qui ont besoin de cette organisation pour mener leur guerre au Kurdistan, et la classe politique turque dans son ensemble, quant à elles, semblent préférer le silence. Le manque de volonté et de courage des hommes politiques turcs risque de renforcer davantage la contre-guérilla et d'accentuer ses interventions dans la vie politique, voire de jeter la Turquie toute entière dans de nouveaux cauchemars. (cf. pp 33-34 les informations de la presse turque à ce sujet).

UNE INTERVIEW DU «SUPER-PREFET» DES REGIONS KURDES

LE «super-préfet» des régions kurdes, Hayri Kozakçioğlu est connu par son goût des relations publiques et par le double langage qu'il manie habilement. Dans un entretien qu'il vient d'accorder à l'hébdomadaire turc *Tempo* du 25 novembre 1990, il s'emploie à se donner une image de démocrate et d'homme attaché au droit. M. Kozakçioğlu va loin dans sa tentative d'améliorer son image de marque : il se dit contre les méthodes irakiennes de «pacification», partisan de la liberté d'expression et de changements juridiques. Il ne serait jamais intervenu pour interdire une manifestation quelconque dans la «région», il aurait même autorisé des marches et des débats contre son autorité (nos lecteurs se souviendront du récit de la «marche pour la liberté et pour la dignité» des députés du H.E.P., durement réprimée dans la «région» de M. Kozakçioğlu. (cf. le n°64 de notre bulletin). Le plus grand censeur de la République de Turquie se fait aussi l'avocat de la liberté de presse. Il ne serait toutefois pas «juste» de défendre «les terroristes» et d'«humilier les forces de l'ordre de l'Etat». La suprématie de l'armes» dans la région risquerait en outre d'augmenter les «possibilités d'erreurs».

M. Kozakçioğlu s'efforce aussi de prouver qu'une telle libéralité n'est point gratuite. Les droits de l'homme seraient, d'après le Préfet, respectés ; les bavures policières seraient réduites à un minimum inévitable. 99%

des arrestations se feraient en conformité avec la loi; la torture n'existerait plus, et ce, d'autant plus que les personnes arrêtées «parlent très facilement»; la totalité des personnes «appréhendées mortes» seraient des membres de l'«organisation bandite» (à savoir le P.K.K.); les «allégations» décrivant les personnes tuées comme des civils seraient une méthode «classique» pour dégrader l'image de marque de l'Etat. Le préfet tente aussi de diminuer l'importance de la politique du dépeuplement des villages, qui s'expliquerait d'après lui, beaucoup plus par le souci de résoudre la crise économique des habitants que par celui d'assurer leur protection. Les gens quitteraient leurs villages de leur propre gré et seuls deux villages auraient été «officiellement» dépeuplés «pour des raisons de sécurité».

Les rapports de plus en plus alarmants d'Amnesty International, de Helsinki Watch, de l'Association Turque des Droits de l'Homme et des députés kurdes, y compris ceux des partis au pouvoir ainsi que le décret-loi n°430 qui vient d'être promulgué (cf. ci-dessus) et la suspension de la Convention européenne des droits de l'homme dans la région contredisent presque chaque mot de cet entretien qui, en l'absence d'amélioration concrète de la situation des droits de l'homme au Kurdistan, peut être défini uniquement comme une opération de charme, tant de la part de la personne même de Hayri Kozakçioğlu que de la part du régime turc.

AINSI QUE...

- ROME : UN SEMINAIRE SUR LES KURDES ET L'IRAK. Le 5 décembre le Comité italien Helsinki Watch a organisé à Rome, avec le concours de l'Institut Kurde, un séminaire de réflexion sur l'Irak et les Kurdes en Irak. Les intervenants - hommes politiques, universitaires et

journalistes - ont évoqué l'histoire de l'Irak, ses structures sociales, son système politique, le sort des Kurdes, les relations Europe-Irak et les divers aspects de la crise du Golfe. Les principaux partis politiques italiens ainsi que les syndicats étaient représentés à ce séminaire.

EN BREF LA REVUE DE PRESSE

- LES KURDES SE RETROUVENT AU CENTRE DE LA CRISE DU GOLFE. Ce peuple reçoit le feu de l'Irak et un accueil froid de l'Ouest. (*The Wall Street Journal*, 3.12.90). p.1.
- L'ONU HAUSSE LE TON, GEORGE BUSH TEND LA MAIN. La proposition américaine de rencontres de haut niveau avec les Irakiens n'a été permise que par la résolution «offensive», votée jeudi aux Nations unies. (*Libération*, 3.12.90). p.2.
- LE PRIX DE LA MEMOIRE RECOMPENSE L'INSTITUT KURDE. (*Gamk*, 3, 4 & 6.12.90). p.3 & 6. (*Le Peuple Breton*, décembre 90). p. 10. (*Bulletin Quotidien* 30.11.90). p. 19.
- L'AMBASSADEUR DE FRANCE A ANKARA CONFIRME LE RAPPROCHEMENT FRANCO-TURC. (*Gamk*, 8.12.90). p.3.
- CONFERENCE SUR LE PROBLEME KURDE A L'UNIVERSITE DE COLOMBIA. Joyce Blau présente la situation des Kurdes et la replace dans son contexte historique. (*The Federalist Paper*, 4.12.90). p.4.
- L'OTAN, LA TURQUIE ET L'EUROPE: UN MENAGE A TROIS QUI SE PORTE BIEN. Pilier de l'OTAN, la Turquie rappelle son engagement pro-occidental dans la crise du Golfe et ne perd pas une occasion de proclamer son attachement à l'Europe. (*Courrier International*, 13.12.90). p.7.
- «DEVELOPPER UNE POLITIQUE D'INSERTION». Alphabétisation de la population kurde. (*La Montagne - Centre France*, 15.12.90). p.9.
- LES KURDES : ORIGINE ET CULTURE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 16.12.90). p.9.
- DES DECISIONS CLAIRES, UNE PARTIE INTERNATIONALE PASSIONNANTE. Intégration de familles kurdes en Bretagne. (*Le Peuple Breton*, décembre 1990). p.10.
- POURSUITE DE LA VIOLENCE ARMEE EN TURQUIE. LES KURDES, UNE FOIS ENCORE OUBLIES. La crise du Golfe, en rouvrant le dossier des frontières du Proche-Orient, ravive ces «brûlantes cicatrices du partage colonial». (*Le Monde Diplomatique*, décembre 1990). p.11.
- ZAKYA SAID: BONNE COMME SON PAIN. Le pain est aussi un symbole chez les Kurdes. (*La Montagne - Centre France*, décembre 1990). p.14.
- LE DIRIGEANT KURDE SAMY ABDUL RAHMAN: SADDAM HUSSEIN A FAIT DE LA VIE UN ENFER POUR NOUS. (*Geo*, décembre 1990). p.15.
- LES KURDES TENTENT DE SE FAIRE ENTENDRE DANS LE DEBAT SUR «LE NOUVEL ORDRE MONDIAL». Akram Mai, chef d'un camp de réfugiés kurdes d'Irak en Turquie et lauréat du prix Reebok des Droits de l'Homme parle des conditions dans les camps. (*The Guardian*, 19.12.90). p.18.
- REPRESSION EN TURQUIE. En Turquie des milliers de Kurdes sont arrêtés et torturés. (*Le Nouveau Politis*, 29.12.90). p.19.
- VINGT ANS DE RELATIONS FRANCO-IRAKIENNES. L'influence de la France. Quelle politique future envers l'Irak? (*Défense Nationale*, décembre 1990). p.20.
- CONTRE GUERILLA. Le député Kamer Genç demande au gouvernement d'explicitier le rôle joué par la contre-guérilla dans les coups d'Etat. (*Cumhuriyet*, 3.12.90). p.25.
- OPERATION PKK. Douze arrestations dans le cadre de «l'opération PKK» à Antalya. (*Cumhuriyet*, 3.12.90). p.25.
- INTERDICTION DE JOUER DU SAZ à BISMIL. Motif: non présentation de licence. (*Cumhuriyet*, 3.12.90). p.25.
- FACE A UN COUP D'ETAT CIVIL. Ecevit décrit la Constitution turque comme une constitution qui veut faire taire une société qui désire parler. Il a ajouté: «Nous sommes en face d'un coup d'Etat civil». (*Cumhuriyet*, 2.12.90). p.26.
- LA CONFERENCE DES PARTIS POLITIQUES KURDES A DAMAS: L'ALTERNATIVE AMERICAINE POUR L'IRAK. Talabani a été élu à la présidence du bureau des relations extérieures du Front du Kurdistan. (*Yüzyil*, 2.12.90). p.27.
- L'INTERDICTION D'ACCEDER AUX PATURAGES DANS LA PROVINCE DE HAKKARI MET EN DANGER L'ELEVAGE. (*Cumhuriyet*, 2.12.90). p.28.

NEVZAT HELVACI, PRESIDENT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME: «Les gouvernements turcs ne ratifient généralement pas des accords concernant les droits de l'homme, lorsque ceux-ci incluent des sanctions. Lorsqu'ils sont obligés de les ratifier, ils émettent de sérieuses réserves». (*Cumhuriyet*, 3.12.90). p.29.

COLLABORATION GRECO-PKK. Soutien apporté par des députés chypriotes au PKK. (*Tercüman*, 2.12.90). p.30.

LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA FONDATION REEBOK A ETE DECERNE A EKREM MAYI, RESPONSABLE DU CAMP DES REFUGIES KURDES A DIYARBAKIR. (*Hürriyet*, 2.12.90). p.30.

A LA SUITE DES PROBLEMES ECONOMIQUES DUS A LA CRISE DU GOLFE, LE NOMBRE DE CHOMEURS AUGMENTE A CIZRE. (*Hürriyet*, 4.12.90). p.31.

PRES DE 250 PERSONNES ONT ETE ARRETEES A ISTANBUL, MERSIN, ADANA, ANKARA, ANTALYA ET IZMIR DANS LE CADRE DES OPERATIONS MENEES CONTRE LE PKK. (*Hürriyet*, 4.12.90). p.31.

LA POLICE D'ISTANBUL A LA CHASSE CONTRE DES MEMBRES DU PKK. Le préfet régional Hayri Kozakçioğlu: «les terroristes veulent paraître comme des religieux». (*Hürriyet*, 5.12.90). p.32.

LE CORPS D'UN «TERRORISTE» A ETE TROUVE A BINGÖL. 34 personnes ont été arrêtées à Mardin, Batman et Van. (*Cumhuriyet*, 5.12.90). p.32.

L'INTERDICTION DE LA LANGUE MATERNELLE. Le turc, langue officielle est aussi la langue de la communication sociale à l'échelle nationale, et à ce titre, «la langue supérieure». Ce fait ne peut cependant justifier l'interdiction et la négation des autres langues. (*Cumhuriyet*, 5.12.90). p.33.

LA CONTRE-GUERILLA: AVANT ET APRES. Les rapports entre l'armée, les tortionnaires et les coups d'Etat. (*Cumhuriyet*, 6.12.90). p.34.

LE MANDAT D'ARRET CONTRE MUSA ANTER (80 ANS), ACCUSE D'AFFAIBLIR LE SENTIMENT NATIONAL. (*Hürriyet*, 6.12.90). p.35.

LE DEPUTE FUAT ATALAY (SHP), DEPOSE QUATRE QUESTIONS CONCERNANT LA SANTE, L'EDUCATION, LA MIGRATION ET LES GARDES A VUE A L'EST. (*Cumhuriyet*, 7.12.90). p.35.

LA LOGIQUE EDUCATIVE AU SUD-EST: L'ENSEIGNEMENT N'EST PAS ASSURE DANS DES CENTAINES D'ECOLES. (*Cumhuriyet*, 7.12.90). p.35.

LA DEUXIEME FEMME D'APO, CHEF DU PKK A ETE ARRETEE A ISTANBUL. 161 MILITANTS DU PARTI SONT EGALEMENT ARRETES A ISTANBUL ET IZMIR. (*Hürriyet*, 7.12.90). p.36.

BAGARRE ENTRE LES DEPUTES DU HEP ET DU SHP A L'ASSEMBLEE. Deux versions d'une discussion sur le problème kurde qui a dégénéré. (*Hürriyet*, 7.12.90). p.36.

DES EQUIPES COMPOSEES DE 10 PERSONNES SONT A LA RECHERCHE DU PKK. Les équipes du «Bureau de la Guerre Spéciale» sont partout. (*Hürriyet*, 7.12.90). p.37.

LES DEPUTES DU HEP ONT FRAPPE LE DEPUTE GENÇ DU SHP. (*Tercüman*, 7.12.90). p.37.

APPEL: CONDAMNATION DU PROCES OUVERT CONTRE VEDAT AYDIN ET AHMET ZEKI OKÇUOĞLU, COUPABLES D'AVOIR PARLE EN KURDE. (*Cumhuriyet*, 16.12.90). p.38.

LE NOUVEAU DECRET-LOI SUR L'ANATOLIE DU SUD-EST. Il prévoit l'allègement dans la fermeture des imprimeries qui publient des articles sur le problème kurde et l'aide aux paysans qui quittent leurs villages. (*Cumhuriyet*, 16.12.90). p.39.

VEDAT AYDIN ET SES DEUX INTERPRETES SERONT JUGES POUR AVOIR PARLE EN KURDE LORS DU CONGRES DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME. (*Cumhuriyet*, 11.12.90). p.39.

LE JEU DES DECRETS: Le gouvernement qui voulait empêcher l'annulation des décrets sur le Sud-Est par la Cour constitutionnelle en a promulgué un nouveau qui préserve une grande partie des précédents. (*Cumhuriyet*, 17.12.90). p.40.

LE CHEF D'ETAT MAJOR AU SUD-EST, le Général Günes a justifié la mobilisation de l'armée dans la région. (*Cumhuriyet*, 17.12.90). p.41.

LE PREFET REGIONAL KOZAKÇIOĞLU DEMANDE DE DISTINGUER LES INTELLECTUELS KURDES DES «BANDITS DES MONTAGNES», il justifie la répression et le dépeuplement des villages. (*Tempo*, 25.11-2.12.90). p.42.

Gulf Crisis Finds Kurds in Middle Again

Group Gets Heat From Iraq, Cold Shoulder From West

By TONY HORWITZ

Staff Reporter of THE WALL STREET JOURNAL

DIYARBAKIR, Turkey—At an English class in this Kurdish city, today's lesson is "I Like London," but the topic on students' minds is why they don't like Turkey.

"Are Indians allowed to speak their own language?" a young man asks a visiting American. He asks in Turkish, because speaking Kurdish is illegal in Turkey's classrooms.

"What is democracy like?" asks another student. Turkish Kurds can vote but can't have their own political parties or newspapers. Kurds in neighboring Iran, Iraq and Syria live under regimes with few democratic rights for anyone.

The teacher, sensing that the chat is drifting onto dangerous ground, steers his class back to the lesson at hand. "How much is tea?" he reads from a primer. "That's 95 pence, please."

For a brief moment in early August, many among the world's 20 million Kurds thought deliverance was at hand. Their archrival, Saddam Hussein, appeared headed for ruin. And his gassing of Kurds became Exhibit A in the West's portrayal of Saddam Hussein as the second coming of Adolf Hitler.

Four months later, Kurds still are waiting for signs that Western invective, and Western arms, will do anything to liberate them. "The West," says Akram Mayi, an Iraqi Kurdish leader, "never misses an opportunity to forget about the Kurds."

Western amnesia dates to World War I, when the Ottoman Empire's collapse led to Allied talk of an independent Kurdistan. Instead, the Kurds, tribal Muslims of Indo-European stock, found themselves split among four nations. Ever since, Kurds have struggled against forced assimilation into societies with which they share neither language nor culture.

The Gulf crisis has deepened the Kurds' sense of isolation. While often sympathetic to the Kurds' plight, the West fears that pressing the "Kurdish question" with Turkey, Syria and Iran, all of whom oppose independence or significant autonomy for Kurds, could weaken the anti-Iraq alliance. Iraqi Kurds are an obvious source of opposition and intelligence inside Iraq, yet they say they have been ignored; the U.S. administration pointedly refused to meet with an Iraqi Kurdish leader who visited Washington in August.

No one doubts the Kurds' willingness to fight. Iraqi Kurdish guerrillas are known as Pesh Mergas, which translates as "those who face death," and they have battled in the mountains for decades.

"We hate Saddam, but we cannot fight alone," says Mr. Mayi, who wears the Pesh Merga uniform of baggy trousers, cummerbund and checkered turban. He fled to Turkey with about 60,000 other Iraqi Kurds in 1968, when Saddam Hussein unleashed his army and chemical weapons on the restive minority. The Kurds now need

to be resupplied to pose more than a nuisance to the 200,000 or more Iraqi troops posted in the country's north.

In Turkey, the conflict is as much cultural as military. Turkey doesn't recognize its 10 million Kurds as an official minority, even though much smaller populations of Greeks, Armenians and Jews enjoy this status; until recently, Kurds often were referred to as "mountain Turks." Huge placards on hills overlooking almost every Kurdish town bear a quote from modern Turkey's founder: "Happy is he who calls himself Turkish."

Kurds can't have their own schools or speak their native tongue in government offices or public meetings. Just mentioning "Kurdistan" is dangerous; one newspaper substitutes "(...)" for the banned word, to avoid being closed. Last week, Turkish papers reported that a popular singer was under investigation for having sung a Kurdish song at a wedding.

Asked why the government resists granting basic cultural rights, a senior



Turkish official in Ankara responds: "We have not reached the point where we can afford the luxury. Such liberties would aggravate the centrifugal forces in Turkey and be exploited by separatists."

Western diplomats in Ankara say many Turks genuinely fear that ceding language rights today will lead to demands for Kurdish autonomy tomorrow and independence the day after that. Turkey's dismemberment after World War I has contributed to this paranoia.

Kurds say Ankara is using the Gulf crisis and Turkey's resulting popularity in the West as cover for a crackdown. Turkey now has more than 100,000 troops near the Iraqi border, where most Kurds live and where the main guerrilla group—the Kurdish Workers' Party, or PKK—is strongest. The Turks are emptying villages and demanding that those who remain take arms against the guerrillas.

The PKK, a Marxist group seeking an independent Kurdistan, also is pressing villagers for food, shelter and support. The PKK often kills Kurdish "collaborators" and their families, as well as burning schools and homes. Some back roads through the rugged mountains of southeastern Turkey are littered with the possessions of villagers on the move.

"We're caught between two fires," says a prominent Kurd in the town of Hakkari, who like many requests anonymity for fear of reprisals by the PKK or the government.

Kurds also fear they will be on the front line of any Gulf conflict: as Iraqi draftees; as neighbors of strategic sites that would be likely bomb targets in northern Iraq, and as residents of southeast Turkey, where NATO airfields could be hit by Iraqi counterstrikes.

The United Nations trade embargo against Iraq also hits Kurds hardest. In Turkey, Kurdish truckers and traders find their main market, Iraq, officially closed. Defectors from the Iraqi army say the food situation among Kurds in northern Iraq is desperate as dwindling supplies are funneled to Baghdad.

But what irks Kurds most is what they perceive as international neglect. Two years after the Pesh Merga exodus from Iraq, more than 25,000 Kurds still dwell in crowded Turkish camps, their status undefined and future unclear. And with Western leaders speaking almost daily about human rights in Kuwait and Iraq, Kurds wonder why their plight so rarely arouses concern. "Iraq gasses 5,000 Kurds in Halabja and nothing happens," laments a Kurdish activist in Diyarbakir. "Israel kills 20 Palestinians in Jerusalem and there's a U.N. commission."

Many Kurds fear that if outside aid is forthcoming, it will serve foreign aims, not their own. The PKK, which for many years has received arms and sanctuary in Syria, now is believed to be getting aid from Baghdad, which wants a lever against Turkey. Split among four nations and about 25 factions, the Kurds are easily exploited in such regional score-settling.

"Kurds don't want to be used as playing cards," says Latif Rashid, a spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan, a leading Kurdish group. "Moral, political and material support, we will ask for it. But to cooperate with the CIA or someone else for their secret ends, this isn't on the agenda."

THE WALL STREET
JOURNAL
Monday, December 3, 1990

Libération, 3 décembre 1990

LA DIX-HUITIÈME SEMAINE

L'ONU hausse le ton, George Bush tend la main

La proposition américaine de rencontres de haut niveau avec les Irakiens n'a été permise que par la résolution « offensive » votée jeudi aux Nations unies.

L'événement de la semaine devait être le vote, jeudi 29 novembre, de la résolution 678 du Conseil de sécurité, préconisant le recours à la force si, à la date du 15 janvier, l'Irak ne s'était pas retiré du Koweït. La surprise, possible jusqu'à la dernière minute, était celle d'un veto chinois. Il n'y eut pas veto. Un compte à rebours de quarante-cinq jours commençait dès lors. La véritable surprise allait advenir au lendemain de ce vote: George Bush dans un « message à la nation » annonçant qu'il était prêt à envoyer son ministre des Affaires étrangères James Baker à Bagdad, et à recevoir en échange le ministre irakien Tarek Aziz, dans un « ultime effort de paix ». La surprise n'était pas celle attendue, l'événement non plus.

PAS DE CADEAU. Pas question d'envoyer un émissaire américain particulier à Saddam Hussein. Le 28 novembre, à la veille du vote de la résolution 678 du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force contre l'Irak, le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, affirmait que le président Bush « ne récompenserait pas » le président irakien Saddam Hussein pour son agression au Koweït « avec une sorte quelconque de négociation unilatérale ».

La question était donc posée. La réponse était sans nuance. « Nous ne voulons pas nous substituer au Nations unies. » Le seul « véhicule approprié » pour convaincre Saddam Hussein d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité était le secrétaire général de

l'ONU, Javier Perez de Cuellar. « Il avait d'ailleurs entrepris cette démarche, et elle avait échoué. » Non, trois fois non, même pour éviter les accusations d'être un « entêté », un « homme sans cœur » avant de risquer des vies dans une guerre, le président des États-Unis ne ferait pas « ce pas supplémentaire ». Pas de cadeau. « On lui a offert de négocier à travers les Nations unies. Il peut parler chaque jour de la semaine avec notre chargé d'affaires à Bagdad. Il déient des otages américains. Il a le pouvoir de les libérer à chaque instant. Il a le pouvoir de se retirer du Koweït à chaque instant. Il a le pouvoir d'exécuter les résolutions de Conseil. La balle est dans son camp. S'il veut changer la situation, il le peut à chaque minute. » C'était, rappelons-le, Marlin Fitzwater, porte-parole de George Bush, le 28 novembre 1990.

JOURNAL. Ath-Thawra, « La Révolution », est le quotidien officiel du parti Baas, au pouvoir en Irak. Il se partage les kiosques de Bagdad avec trois autres de même facture, mais il reste *primus inter pares*. Grâce à *Actuel* (numéro de décembre dans les kiosques) et au journaliste Christophe Nick, vous saurez tout sur ce journal et, mieux encore, vous pourrez lire, en français, un exemplaire que les Irakiens avaient entre les mains le 11 août 1990, enrichi de quelques articles glanés au fil des semaines suivantes.

Rien n'y manque, ni les huit lignes de titres de une, autant de slogans empruntés à Saddam Hussein, ni les révélations sur la syphilis de Al Sabah Ahmad Al Sabbah, prince

héritier de la couronne koweïtienne, ni les mots croisés, ni même le courrier des lecteurs, rubrique « La révolution et les masses », précédé de l'avertissement suivant, signé par « Le Guide-Président Saddam Hussein »: « *Ecrivez sans contrainte, sans peur, sans vous soucier si l'Etat sera satisfait ou non de ce que vous écrivez.* »

Deux lettres suivent, l'une, locale, décline avec un interminable lyrisme, « *Loué sois-tu ô Saddam* », l'autre, écrite par « un Tunisien avec son sang », du nom de Hachim Bouqara, s'intéresse aux formes d'une solidarité avec l'Irak adaptée à la situation. « *Prenez la moitié de mon corps, propose l'auteur, et laissez l'autre regarder les cortèges de la victoire. Vous aurez un œil, une main, un pied et tout ce que je pourrai partager.* »

KURDES. Lors du « message à la nation » dans lequel George Bush annonçait l'envoi de James Baker à Bagdad et l'invitation de Tarek Aziz à Washington, le Président américain a déclaré notamment: « *Je suis très inquiet des efforts de Saddam pour se doter de l'arme nucléaire. Imaginez sa capacité à faire chanter ses voisins (...). Nous l'avons vu recourir à des armes chimiques contre son propre peuple...* »

Halabja. Qui a pu oublier? Mars 1988. Quelque cinq mille Kurdes d'Irak bombardés à l'arme chimique, ultime épisode de la guerre avec l'Irak qui allait s'achever peu après. Aujourd'hui encore, les services de propagande irakiens accusent l'Irak d'avoir grossièrement manipulé les médias du monde entier pour accuser l'Irak d'un forfait qui était le

sien.

Le ministre des Affaires étrangères irakien Tarek Aziz avait néanmoins admis les faits, dont personne par ailleurs ne doute, en juillet 1988. Des sanctions? De quoi parlez-vous? L'ONU avait à plusieurs reprises condamné l'usage des armes chimiques. Le Congrès américain, en effet, s'était ému au point de proposer des sanctions contre le pays qui s'était rendu coupable de ce qu'il faut bien appeler par son nom: un massacre de population civile. Il n'y eut pas de suite. Pressé par les lobbies pétroliers et agro-alimentaires, le président des États-Unis mit son veto à la décision du Sénat. Il est vrai qu'il s'appelait Ronald Reagan, George Bush n'étant alors que le numéro 2 du pays.

Peut-être que si, à l'époque, le monde avait fait preuve de la fermeté dont il se fait désormais une vertu blindée, la suite de l'histoire se serait écrite autrement. Mais il faut croire que 5000 Kurdes ne méritent pas la compassion aujourd'hui déversée pour l'émir du Koweït.

« L'honneur des Kurdes est de n'avoir jamais eu recours au terrorisme », disait un jour l'un de leur plus grands leaders, Abdul-Rhman Ghassemloo, assassiné par un commando iranien déguisé en négociateurs de paix. Leur malheur est aussi, soyons clairs, de n'être pas une puissance pétrolière. La seule morale de cette histoire — elle est triste — est qu'il n'y a pas de morale.

Au moins retiendra-t-on qu'à l'occasion d'une initiative diablement intelligente et peut-être historique, le président des États-Unis d'Amérique a au moins rappelé au monde ce que son prédécesseur avait cru bon de passer par profits et pertes. Il n'était pas le seul. Qui se souvient d'avoir alors entendu la voix de la France?

Marc KRAVETZ

GAMK

3-4 décembre 1990

• LE PRIX DE LA MEMOIRE RECOMPENSE L'INSTITUT KURDE

La Fondation France-Libertés, présidée par Mme Danielle Mitterrand, a annoncé jeudi que le deuxième Prix de la Mémoire a été décerné conjointement à l'Institut kurde de Paris, à l'Association soviétique «Mémorial», à la mémoire des victimes du stalinisme, et à la Maison des Esclaves de Gorée.

Le Prix de la Mémoire, créé en 1988, se donne pour objectif de dénoncer et combattre toute falsification de l'Histoire due à l'oubli, volontaire ou pas. Il récompense des créations, des personnes ou des institutions.

Parmi les lauréats honorés en 1989, figuraient le Dalaï Lama et le directeur du Maténadaran d'Erévan, le professeur Sen Arevchatian. La remise des prix a eu lieu le lundi 3

décembre au Palais de Chaillot.

L'Institut kurde, fondé en 1983, est un organisme culturel et laïc ayant pour vocation de contribuer à la sauvegarde de la mémoire collective kurde. Le prix sera remis au président de l'Institut, M. Kendal, la Fondation France-Libertés confirmant ainsi son engagement dans la reconnaissance du fait national kurde.

Créée en 1988 et présidée jusqu'à sa mort par le Prix Nobel de la Paix Andreï Sakharov, l'association Mémorial s'est fixé pour mission de réhabiliter les victimes du stalinisme. Le prix sera remis au poète soviétique Evtouchenko.

Enfin, M. Joseph N'Diaye, conservateur de la Maison des Esclaves de Gorée, au Sénégal, sera également récompensé. Classée «patrimoine de l'humanité» par l'UNESCO, la Maison des Esclaves, située sur l'île de Gorée, au large de Dakar, rappelle la traite des Noirs dont cette île fut le théâtre.

8 décembre 1990

L'AMBASSADEUR DE FRANCE A ANKARA CONFIRME LE RAPPROCHEMENT FRANCO-TURC

Le rapprochement entre la France et la Turquie n'est plus un secret d'Etat. Amorcée durant le premier septennat de François Mitterrand, la normalisation entre les deux pays est entrée dans une phase active, la crise du Golfe confirmant le processus. L'ambassadeur de France à Ankara, M. Eric Rouleau, avait officiellement fait le point sur l'état des relations franco-turques dans une interview accordée au quotidien turc de langue anglaise, le Turkish Daily News, dans son édition du 14 novembre, dont nous avons rendu compte dans un numéro précédent de GAMK en arménien.

Dans cette interview, l'ambassadeur français déclarait notamment que «nous faisons de notre mieux pour soutenir la candidature de la Turquie à la CEE». Quant aux différends entre la France et la Turquie,

en ce qui concerne le Génocide des Arméniens que la Turquie refuse de reconnaître, ils sont attribués à des «malentendus». M. Eric Rouleau continue : «Les anciennes déclarations du gouvernement français étaient dues à l'inexpérience de ses ministres... Si certains membres du gouvernement français dont les circonscriptions électorales comptaient un grand nombre d'Arméniens ont fait des déclarations qui ont offensé certains Turcs, car les socialistes étaient alors inexpérimentés, les choses ont à présent changé en France».

M. Rouleau évoque aussi dans son interview le problème kurde au sujet duquel il déclare notamment : «Quand les Turcs affirment que les Kurdes n'existent pas, nous comprenons ce qu'ils veulent dire», en raison de certaines conceptions «jacobines» communes aux Etats français et turc.

Kurdish Problems Discussed at CU

BY CAROLINE BATZDORF

Interest in the Kurdish people has been sparked recently in many academic institutions and human rights organizations because of both the increased number of human rights violations being committed against the Kurds and the growing political concerns in the regions where they live.

On Tuesday, November 27, in the faculty and student lounge of the fourth floor in Kent Hall, a lecture was given on Kurdish cultural background. The lecture was given by Professor Joyce Blau, professor of Kurdish history and culture at L'Université de Langues Orientales de Paris, and researcher at the French National Center for Scientific Research. Professor Blau, who has a doctorate in Oriental studies from L'Université de Paris-La Sorbonne and is an integral member of the Kurdish Institute of Paris, delivered her lecture as part of a growing interest in the history and present political situation of the Kurdish people.

They form the fourth largest population in the Middle East...

Professor Blau began, "today there are probably about 20-25 million Kurds. They form the fourth largest population in the Middle East after the Arabs, the Turks and the Persians. They are divided between the Republic of Turkey, the Islamic Republic of Iran, the Republic of Iraq, the Republic of Syria, and the USSR." Blau pointed out that over 600,000 Kurds make up their large diaspora in Western Europe, the United States, Canada and Australia.

Professor Blau made a point of highlighting the historical situation of the Kurds in Iraq. The area where the Kurds live was, in the first and second millennia B.C., settled by

the Medes, a local aristocracy of horsemen and herdsmen. Blau said that the current Kurdish nationalists consider themselves descendants of the Medes, and therefore have established the period of Medes settlement as the beginning of the Kurdish era.

Speaking on how we have come to know about the Kurds, Blau mentioned that "the first certain information on the Kurds comes from historians, geographers and travellers writing in Arabic. They all report the fierce resistance of the Kurds as soon as the sixteenth year of the Muslim calendar, and the ruthless repression used to crush them. For the Kurds, a tribal people, had long been in contact with the Bedouin tribes and considered those Arabs living round the edges of the Kurdish mountains essentially as foreign and rival tribes whom they fought." Blau further remarked, "Despite this resistance, the Kurds were progressively to integrate themselves into the Muslim community and thus partly emerge from their former isolation."

She went on to say how the Kurds also developed their own religion, characterized by mysticism and popular forms of sufism. These characteristics influenced the art, music and literature of the region. Even places as far as Mongolia, China and parts of the Soviet Union formerly known as Transcaucasia were influenced by these developments.

Through the centuries, the Kurds of "Kurdistan," as the region is referred to by historians and geographers, have been the victims of alternating periods of peace and conflict, periods marked by religious differences and rivaling empires. The first known Kurdish literary works, though difficult to date, appeared sometime during the Middle Ages, and many were born out of opposition to the consolidation of the Ottoman and Per-

sian empires.

More recently, Blau continues, "After the First World War, the Middle East was redivided by England and France. In spite of the solemn promises of the Allied Great Powers and Mustafa Kemal, the Kurds found themselves carved up between Turkey, Persia, Iraq, Syria and the USSR. Once the fate of Mosul (1926) had been settled and their control of the rich oil deposits of the area assured, Brit-

Kurdish associations, national dress, literature, songs and even their language, have been outlawed.

ain and France continued to support the consolidation of Turkey and Iraq. The Kurds found themselves reduced to minority status in five separate States and their fates were not to be the same in each." Blau went on to enumerate how each of the five parts of Kurdistan has fared since WWI. In each of the States, the Kurds have been victims of various forms of repression and persecution; Kurdish associations, national dress, literature, song and dance groups and even their language (of which there are four major dialects) have been outlawed. Only in the Soviet Union have the Kurds had relative liberty, enjoying an Autonomous Kurdish Territory between the Republics of Azerbaijan and Armenia from 1923 to 1929 and being allowed to publish a Kurdish newspaper until 1961. Accordingly, it was in the USSR that a Kurdish intelligentsia was born. Blau said, "The efforts and progress of Soviet research studies in the Soviet Union are striking. No other country can boast of such a large number of linguists, folklorists, musicologists, sociologists and historians dealing with Kurdis-

The Federalist Paper • 4 December 1990

Plight of Kurds Voiced at Columbia University

studies, and today most of these specialists are of Kurdish origin."

With regards to Iraq, Blau mentioned, "In Iraq (since WWII), the Kurds incessantly demanded recognition of their national rights and won the possibility of developing their culture. A brilliant Kurdish intelligentsia developed. Sulimania, the capital of the renowned dynasty of the Babân, had been the only Kurdish town endowed by the Sublime Porte with a non-religious school (the Rustiye School). The graduates of this school, sent to Istanbul for their higher education, turned this town into a breeding ground for civil servants, officers, school masters, writers... It became quite naturally the center of Kurdish cultural life of the new Iraqi State and produced a whole crop of writers. As a result, the local dialect of Sulaimania established itself as the literate norm. Contact with foreign literature, especially Arabic and English, widened the horizons of Kurdish culture. The development of a Kurdish press from the 1920's onwards produced a further development of the Kurdish language. Translations, published in newspapers and magazines, facilitated the renewal and the modernization of the Kurdish vocabulary."

She continued on to say that after a military coup in July 1958, an Iraqi Republic was proclaimed, based on the unity and equality of Kurdish and Arab peoples. The

was legalized and a Kurdish press developed. Kurdish literature was flowering in Iraq, and the poetry began to reflect the social aspects of Kurdish existence as well as a new militancy. These developments were to make an impact on the other regions of Kurdistan as well.

But this was to change. Professor Blau began to describe the more recent history of the Kurds in Iraq. "However," she went on, "after an initial phase of progressive and unitary policies, reactionary forces came to the top in Baghdad. The right of equality of the Kurds was challenged, their publications and newspapers banned. In 1961, the air force bombed Kurdish areas. The following nine years of war were punctuated by truces and temporary cease-fires. Then, the Kurdish National movement, led by Molla Mostafa Barzani, won an outstanding victory, sealed in March 1970 by an agreement between the Iraqi government and the Kurds, on local autonomy for the Kurdish regions." Blau described the changes that resulted: "These agreements embodied the main demands of the Kurds. The Kurdish language became the second official language; Newroz (the traditional Kurdish new year) became a public holiday throughout Iraq; five Kurdish ministers were to be appointed, and the post of vice-president was henceforth to be held by a Kurd. Four years were allowed for the full implementation

tions. The event was celebrated throughout Kurdistan as well as amongst the Kurdish communities in the USSR, Lebanon, and Europe. Never in the twentieth century — since the Treaty of Sèvres and the Republic of Kurdistan — had the Kurdish rights been so fully and explicitly recognized."

According to Blau, this new Kurdish autonomy in Iraq led many Kurdish intellectuals to rediscover their Kurdish identity, a movement that had its effect in Iran as well. But once again, the Kurds were not to enjoy their hard-earned rights for very long. Here, Blau evoked elements of Kurdish history that bring light to the present and all too horrible situation of the Kurds in Iraq. "The military *coup d'Etat* in Turkey in 1971 and 1980 intensified the repression of the Kurds. All cultural expression was not only banned but once again repressed with extreme vigor. In Iraq, the collapse of the Kurdish insurrection in 1975 and the brutal repression of

Saddam Hussein's regime against the Kurds, the long and bloody war between Iraq and Iran which devastated large areas of Kurdistan, the lack of liberty in Iran and Syria... All this repression provoked a massive exodus of tens of thousands of Kurds. Many of the refugees seek asylum in Europe, but also in the United States, Canada, and Australia, where they recreate branches of their Kurdish parties, movements and organizations."

Blau ended her lecture on a more hopeful note, reminding us of the existence of The Kurdish Program, founded in 1981 and based at Harvard University with a New York office, of the Kurdish Institute of Paris, which serves as a Kurdish diplomatic and cultural center in Western Europe and is also the home of the most integral collection of Northern Kurdish literature as well as works on Kurdish history and culture, and of the liberal Swedish government, which has

subsidized the publication of a high proportion of the 250-odd books and magazines brought out in Sweden, representing the most important Kurdish literary output outside Iraq.

As Blau mentioned, the recent repression of the Kurds in Iraq has been worst. In 1988, the Kurdish town of Halabja was bombed using chemical weapons. Some of the lucky survivors of this mustard gas attack (335) were flown to France last year where they have been given official refugee status. The French government has been exemplary in helping them to settle in the Clermont-Ferrand region of central France. However, there are currently about four million Kurds living in Iraq, and among other statistics, nearly a quarter of the population of Baghdad is Kurdish.

Caroline Blauzorf is a graduate student at GSAS and a member of the Kurdish Institute in Paris.

GAMK

6 décembre 1990

ATTRIBUTION DU PRIX DE LA MEMOIRE AU PALAIS DE CHAILLOT

Le Deuxième Prix de la Mémoire, qui a été décerné lundi soir au Théâtre National de Chaillot par la Fondation France-Libertés présidée par Danielle Mitterrand, aura confirmé cette initiative toute récente au rang d'une institution qui fera date dans le monde des Droits de l'Homme. La grande salle du Palais de Chaillot, archi-comble, attestait en effet du succès de cette manifestation ayant pour vocation d'honorer les personnalités et organisations qui se sont donné pour mission de transmettre une Mémoire malmenée par les tentatives de dénaturation, conscientes ou pas.

Le Prix de la Mémoire 1990 a été décerné à ces trois agents de la mémoire universelle que sont l'Institut Kurde de Paris, la Maison des Esclaves de Gorée et l'Association Mémorial d'URSS. Trois lauréats aux parcours et aux vocations différentes, répondant à des exigences géographiques et culturelles diverses, mais fidèles à ce même projet de rendre le respect dû à cette mémoire que les peuples et les hommes véhiculent, au péril de leur vie, afin que les générations à venir prennent conscience du prix de libertés trop souvent bafouées.

Le Premier Prix de la Mémoire avait l'an dernier honoré le Maténadaran, à travers son président, le professeur Sen Arevchatian, le Dalaï Lama tibétain, et Serge Klarsfeld. La deuxième édition du Prix de la Mémoire a rendu hommage à trois autres institutions qui se sont donné pour mission d'écrire les pages blanches de l'histoire, comme c'est le cas de l'Association soviétique Mémorial, dont l'objectif, défini par celui qui fut son président jusqu'à sa mort, l'académicien Andreï Sakharov, est de dénoncer les crimes du stalinisme et de traquer ses survivances à l'ère de la glasnost et de la perestroïka. C'est le poète soviétique représentant d'un anti-conformisme qui ne s'est toutefois jamais conjugué avec la dissidence, qui a reçu le prix au nom de l'Association Mémorial.

Au large de Dakar, l'île de Gorée était le point de rassemblement et de

transit des esclaves africains avant une longue et douloureuse traversée de l'Atlantique qui allait les conduire dans les plantations d'une Amérique dont leur force de travail devait contribuer à asseoir la richesse. Si l'esclavage est aujourd'hui aboli dans le monde, la Maison des esclaves est toujours debout sur l'île de Gorée, qui témoigne des origines «esclavagistes» de nos richesses économiques. A ce titre, mais aussi pour sa capacité à appeler le monde à la vigilance alors que l'esclavage survit dans divers points de la planète, sous des formes il est vrai plus discrètes ou plus insidieuses, la Maison des Esclaves de Gorée s'est elle aussi vu décerner le Prix de la Mémoire 90.

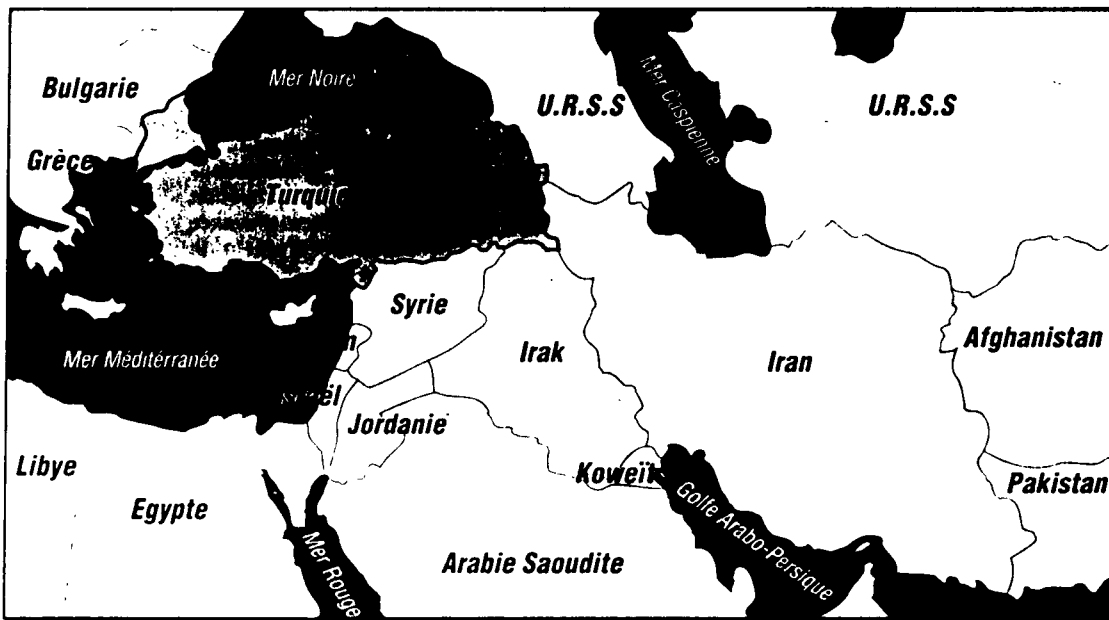
Enfin, alors que la communauté internationale mobilisée pour le Koweït, en pleine crise du Golfe, s'est souvenu du problème kurde et a pris conscience de l'exploitation qu'elle pouvait en faire contre Bagdad, le Prix de la Mémoire, loin des exigences ponctuelles de l'actualité et fidèle à l'engagement aux côtés des Kurdes de sa présidente Danielle Mitterrand, a honoré l'Institut kurde de Paris pour son action en faveur de la sauvegarde de l'identité kurde. C'est le directeur de l'Institut, M.Kendal Nezan, qui s'est vu remettre le prix, non sans prononcer un discours sans concession pour ces bonnes consciences occidentales dont la mémoire a fait défaut à l'époque de Halabja pour se réveiller un peu tard au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier. Nécessairement dérangeante, puisqu'elle met en jeu des Etats avec lesquels l'Occident se sent assez lié pour sacrifier les minorités sur l'autel de la realpolitik, la question kurde a été évoquée dans toutes ses dimensions, depuis le Traité de Sèvres et celui de Lausanne, par M.Nezan, dont l'allocution a été suivie par la prestation d'un groupe musical kurde dirigé par Shivan Perwer : deux chansons, l'une sur Halabja, l'autre reprenant un vieux chant d'amour kurde, qui ont brusquement embrasé le public, autour d'une mémoire bien vivante.

COURRIER INTERNATIONAL, 13 décembre 1990

L'OTAN, la Turquie et l'Europe : un ménage à trois qui se porte bien

Consciente d'être aux avant-postes de l'Occident face aux différents mouvements qui secouent l'ancien bloc de l'Est et le Proche-Orient, Ankara se veut de plus en plus "atlantique". Pilier de l'OTAN, la Turquie compte bien toucher les dividendes de son engagement pro-occidental dans la crise du Golfe et ne perd pas une occasion de proclamer son attachement à l'Europe.

Newsport (Ankara)



Faisant valoir l'importance de sa situation géopolitique, la Turquie veut une place à part entière au sein de la Communauté européenne

Au cours d'une conférence à Alanya, consacrée aux "conséquences de l'évolution des relations Est-Ouest sur l'OTAN et aux priorités de la Turquie en matière de défense", la Turquie a tenté de faire de son alliance avec l'organisation des Nations unies un tremplin décisif pour établir des liens rapprochés avec l'Europe.

Au cours de son intervention, Yudurum Akbulut a souligné le fait que les événements récents dans le Golfe avaient prouvé l'importance de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. En accord avec l'OTAN et avec les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, la Turquie se doit d'imposer rapidement des sanctions à l'agresseur. "Nos alliés de l'OTAN, estime M. Akbulut, ont réaffirmé leur solidarité

avec la Turquie." Soulignant que les grands changements survenus dans les relations Est-Ouest constituaient désormais un sujet d'inquiétude pour le public, Kaya Erdem, président du Parlement, estime que "les besoins impératifs de sécurité en Europe doivent être étudiés dans le cadre du processus de la CSCE. Ce qui ne signifie pas que l'on doive occulter l'importance de l'OTAN. Pour que ce processus fonctionne, il est au contraire essentiel de maintenir une présence militaire forte de l'OTAN ainsi que l'engagement et la présence américaine sur le continent européen".

La CSCE, complément de l'OTAN, pourrait être le véritable instrument de la coopération dans le domaine de la sécurité et un élément supplémentaire de discussion. Donc une garantie.

M. Erdem estime également que la Communauté européenne devrait maintenant s'élargir et atteindre ses dimensions naturelles en ouvrant la porte à la Turquie afin que celle-ci s'intègre dans une Europe forte économiquement et unie politiquement.

Quant aux pays de l'Est émancipés depuis peu, leur admission au sein de la Communauté ainsi élargie ne devrait faire l'objet que d'un projet à long terme, en attendant que la démocratie de ces pays s'enracine et que leur économie soit à la hauteur de leur rôle de membre. "En raison de notre contribution à la défense de l'Europe, nous attachons une grande importance à l'accueil favorable et rapide de notre demande d'adhésion à l'union d'Europe occidentale", a-t-il dit. ...

La Turquie a déjà gagné la guerre du Golfe

Compte tenu de l'attitude pro-occidentale qu'elle a adoptée dans la crise du Golfe arabo-persique et suite à l'accord conclu sur les armes conventionnelles en Europe, les États-Unis et l'Allemagne sont décidés à rééquiper la Turquie avec un armement moderne. Au sein de l'OTAN, on envisage, pour l'instant sous une forme encore vague, de renforcer la position du pays pour en faire le pilier du système de défense occidental au Proche-Orient.

Neue Zürcher Zeitung (Zurich)

Bien que la menace d'une guerre dans le Golfe, qui aurait des répercussions considérables dans toute la région, se fasse chaque jour plus pressante, le président Turgut Özal affiche, au début du mois, une bonne humeur qui n'était pas loin de paraître infantile. "Quelle que soit l'issue du conflit, affirmerait-il lors d'un meeting qu'il a tenu à Adapazari (à l'ouest du pays), la Turquie sera le grand gagnant de cette crise". Pour expliquer les raisons de son optimisme, il évoquait les récentes livraisons d'armes en provenance d'Allemagne et des États-Unis.

Selon les informations qu'il a fournies, la Turquie s'apprête à recevoir 400 chars Léopard et 600 chars A-60. Devraient suivre, dans un proche avenir, des avions de combat F4-E, des

hélicoptères Cobra et Chinook, des fusées Patriot ainsi que 700 véhicules blindés de conception moderne.

Ces livraisons d'armes, d'une valeur totale de 8 à 9 milliards de dollars (environ 40 à 45 milliards de francs) ne coûteront "pas un sou" au pays, a ajouté le président, souhaitant faire comprendre à l'assistance que c'était la récompense offerte par les alliés à la Turquie pour son attitude claire et sans ambiguïté dans la crise du Golfe.

Une puissance régionale

Depuis l'invasion irakienne au Koweït, la Turquie a obtenu à toutes les décisions adoptées par les Nations unies sur la question du Golfe. A l'initiative du Président, et au mépris des réactions véhémentes de l'opposition et des milieux financiers, les deux pipelines de pétrole irakien ont été fermés et le commerce avec l'Irak interrompu. Depuis ce temps, M. Özal n'a de cesse de démontrer que la Turquie est fidèle aux principes défendus par l'Occident. Par là, il espère secrètement faire de son pays une véritable puissance régionale. Depuis 1983, date à laquelle il est entré en politique, M. Özal nourrit ce rêve. Seule la perspective a changé, puisque,

conséquence logique de l'accord de la CSCE, en d'autres termes, un déplacement nécessaire du centre de gravité des lieux de stationnement des armes conventionnelles en Europe. Car, disent-ils, l'Amérique et l'Allemagne ne peuvent qu'exporter une partie des armes dont elles disposent vers les pays périphériques de l'OTAN ou vers le tiers-monde, si elles ne veulent pas les mettre à la casse.

Transfert du potentiel de l'OTAN

Dans le port turc de Derince, est arrivé le 21 novembre, un navire en provenance d'Allemagne, chargé de 60 chars Léopard et 100 chars M-88. Quelques jours plus tard, des cargos américains jetaient l'ancre dans le port de Iskenderun avec, à leur bord, 306 véhicules blindés et 30 conteneurs de pièces détachées. La presse turque affirme que ces armes doivent être entreposées dans le sud-est de l'Anatolie.

L'augmentation et la modernisation des stocks d'armes dans cette partie de la Turquie ouvrent à l'Alliance atlantique de nouvelles perspectives stratégiques dans la région. La Turquie ayant des frontières communes avec l'Union

soviétique, l'Irak, l'Irak et la Syrie tout le Proche-Orient qui pourra, point de vue stratégique, se trouver sous le contrôle de l'OTAN, à par l'Anatolie. Les experts de l'Alliance atlantique n'ont pas encore tranché la question de savoir si les forces armées turques sont capables à elles seules d'assumer ce rôle ou si des unités de l'Alliance doivent s'installer sur des bases militaires du sud-est de l'Anatolie. M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN, s'est prononcé récemment pour la seconde solution dans le cadre de la crise du Golfe, il s'agit principalement d'utiliser la base aérienne d'Incirlik, près d'Adana.

Dans le même temps les similitudes de la guerre à Adana le 16 novembre dernier, les 205 000 personnes qui habitent le long du bord du golfe d'Osmanli ont dû, suite à une alerte, éteindre les lumières et les rideaux de leurs appartements. Les phares des voitures particulières ont été recouverts de papier noir. Le même jour, le ministre de la Santé, M. Sivgin, faisait venir tous les directeurs d'hôpitaux et tous les médecins-chefs du sud-est de l'Anatolie à Ankara, pour leur expliquer comment protéger la population en cas d'utilisation d'armes chimiques et comment soigner les victimes des attaques de ce type.

LA MONTAGNE-CENTRE FRANCE, 15 décembre 1990

AUZON

ALPHABÉTISATION DE LA POPULATION KURDE

« Développer une politique d'insertion »

Afin d'aider à l'insertion de la population kurde installée dans le bassin minier, des cours d'alphabétisation dispensés par le GRETA du Val d'Allier, à Sainte-Florine, ont été mis en place depuis le mois de juillet.

Une trentaine d'adultes, sur les 76 réfugiés que compte actuellement la communauté, bénéficie de cette structure chaque mardi, jeudi et vendredi.

Pour leur permettre de suivre ces cours de façon fréquente, un système de transport a été mis à leur disposition.

UN CIRCUIT DE TRANSPORT

Le coût de cette opération, (40.000 F), correspondant au reliquat de crédits mis à disposition pour cette mission, a été pris en charge dans sa totalité par l'Etat. « L'objectif de cette opération est de développer une politique d'insertion », explique Philippe Millon, sous-préfet de l'arrondissement.

Le circuit, qui a débuté le 18 septembre, suivant l'itinéraire Auzon-Arvant-Lempdes et Sainte-Florine, s'achèvera le 22 décembre. Suite à une réunion tenue récemment en sous-préfecture, au cours de laquelle a été dressé le bilan de l'intégration des réfugiés kurdes, Philippe Millon s'est rendu à Auzon, sur le point de départ du car.

Cette visite eut pour but de remercier Henri Mévial, maire d'Auzon (également sur les lieux) pour avoir assuré l'organisation de ce service, ainsi que la société



auzonnaise qui a effectué le transport. La mission d'intégration est maintenant terminée et « nous n'avons pas hésité, précise le sous-préfet, à parfaire cette insertion et à montrer que la population kurde était bien intégrée ».

*Dernière
Nouvelles
d'Alsace*

16 décembre 1990

Les Kurdes, origine et culture

Les semaines culturelles turques se poursuivent aujourd'hui avec une conférence consacrée à la question des Kurdes. Y participe notamment M. Shewki, l'un des responsables de l'Institut kurde de Paris. A noter aussi que se poursuit (au Centre administratif) l'exposition consacrée au peintres, graphistes et caricaturistes turcs.

● 20 h, au Centre socioculturel du Fossé-des-Treize.

Le Peuple Breton

décembre 1990

Reportage

REPORTAGE XX^e CONGRÈS DES DÉCISIONS CLAIRES, UNE PARTIE INTERNATIONALE PASSIONNANTE



M. Verheirstraten (Alliance Libre européenne) et Shewki (Institut Kurde).

- M. Shewki, l'un des responsables de l'institut kurde, ami de l'UDB, évoqua la situation de son peuple de 15 à 20 millions d'habitants dont le sort s'est encore aggravé avec la crise du Golfe. C'est sans doute les intérêts pétroliers qui ont empêché, dans les années 1920, l'émergence d'un Kurdistan indépendant. Concrètement, des Kurdes sont réfugiés à Piriaci (44) et il s'agit, pour les communes bretonnes, d'accueillir une famille kurde, qui une fois installée, deviendra le plus rapidement autonome. **Appel concret, réalisable** (écrire au PB qui transmettra).

Après un bilan dressé par Herri Gourmelen, un « Bro Coz ma zadoù » impressionnant mit fin au congrès mais pas aux conversations amicales. Pour le nouveau bureau politique élu le midi, c'était la première réunion, avec, au menu, la CSG...

Peuples du monde

Institut Kurde de Paris récompensé

Le Prix de la Mémoire 1990 décerné à l'Institut Kurde. Le jury du Prix de la Mémoire constitué d'une quarantaine de personnalités françaises et internationales (Mme Allende, Michel Piccoli, Jacques Séguéla, Jean Lacouture, Élie Wiesel, etc...) vient de décider à l'unanimité de décerner son premier prix 1990 à l'Institut Kurde de Paris pour son action de sauvegarde de la culture et de la mémoire kurdes.

Ce prix nous sera remis le 3 décembre, à 20 h 30, au cours d'une cérémonie au Palais de Chaillot en présence de nombreux artistes et personnalités, dont plusieurs ministres français.

Les amis de l'Institut désireux d'assister à cette soirée qui comportera également un riche programme artistique, sont priés de réserver d'ores et déjà leur carton d'invitation.

Le Prix de la Mémoire 1989 avait été décerné au Dalai-Lama pour sa défense de la Mémoire du peuple tibétain.

LE MONDE
diplomatique

- DÉCEMBRE 1990

POURSUITE DE LA VIOLENCE ARMÉE EN TURQUIE

Les Kurdes, une fois encore oubliés

QUEL avenir pour les vingt millions de Kurdes ? C'est l'une des questions soulevées par la crise du Golfe. Celle-ci, en rouvrant le dossier des frontières du Proche-Orient, ravive ces « brûlantes cicatrices du partage colonial ». Écrasé en Irak et en Iran, le peuple kurde reste soumis, en Turquie, à la brutale répression du pouvoir central, qui a proclamé l'état d'urgence dans les provinces de l'Est. Mais la participation active d'Ankara à la coalition anti-irakienne paralyse les Occidentaux, qui ne souhaitent pas aborder actuellement cet épineux problème.

Par **CHRISTIANE MORE**

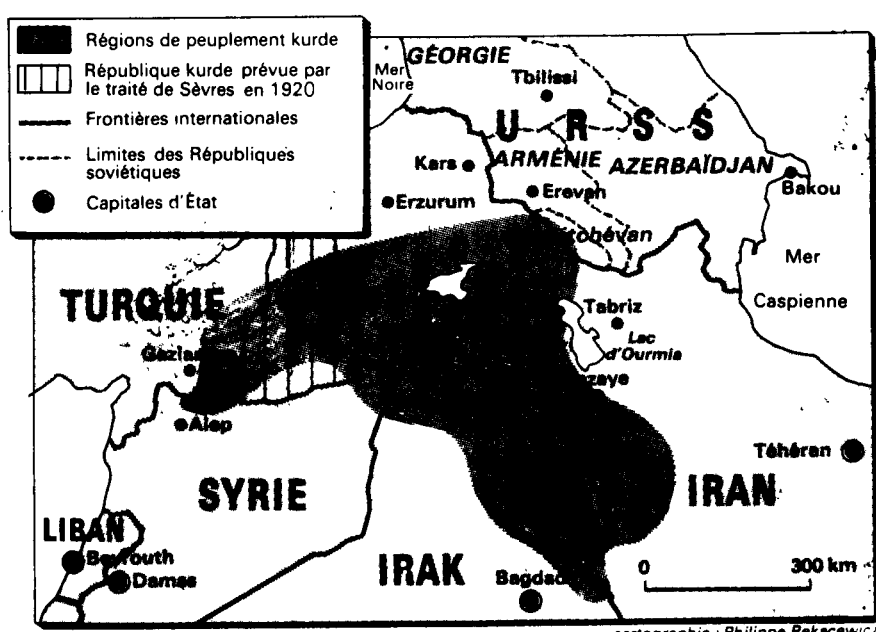
En janvier 1989, à Paris, la réunion internationale sur les armes chimiques s'était abstenue de condamner l'Irak pour son utilisation massive de gaz contre les Kurdes, notamment contre la ville de Halabja. En octobre de la même année lors de la conférence sur l'identité kurde, organisée dans la capitale française par l'Institut kurde et la Fondation France-Libertés, aucun responsable de partis kurdes n'avait pu avoir de contacts officiels. En revanche, en octobre 1990, une délégation du Front du Kurdistan irakien était reçue par M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé des questions humanitaires. La crise ouverte par l'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990 aurait-elle modifié l'attitude occidentale face au drame d'un peuple de vingt millions d'âmes privé d'Etat ? Certes, un des membres du Front Mahmoud Othman notait « un glissement de l'attitude de l'Occident », mais il ajoutait, prudent : « Il est insuffisant. Pour le moment les Kurdes n'ont rien obtenu de concret » (1).

Même une répétition des événements des années 70, quand les *pehmergas* de Moustapha Barzani, furent armés et financés par l'Iran du chah, les Etats-Unis et Israël pour combattre les « révolutionnaires baassistes » de Bagdad (avant d'être sacrifiés sur l'autel de la réconciliation irako-iranienne en mars 1975 (2), semble peu probable. L'intégration des Kurdes dans le front hostile à M. Saddam Hussein ne tiendrait pas compte du caractère spécifique de la question kurde aujourd'hui - en particulier de sa dimension turque, - qui s'enracine dans une histoire complexe de divisions et d'ambitions.

A la trappe de l'histoire

LE Kurdistan, qui fut longtemps un champ de bataille entre les empires perse et ottoman, n'a jamais connu de pouvoir unifié. En 1639, un traité entre Istanbul et Ispahan stabilise les frontières ; et les princes kurdes, confrontés à la volonté centralisatrice des deux royaumes, se révoltent à plusieurs reprises, surtout au dix-neuvième siècle. Pour enrayer cette opposition, la Sublime Porte favorise, à partir de 1880, la nomination de nombreux dignitaires kurdes à de hautes fonctions.

Durant la première guerre mondiale, et parallèlement à leur politique visant à soulever les Arabes contre le sultan ottoman, les Britanniques lancèrent une campagne antiturque parmi les Kurdes. Des agents parlant la langue et connaissant les tribus furent envoyés sur place pour pousser les populations à



Vingt millions de Kurdes, un Etat mort-né

cartographie : Philippe Rekacewicz

se soulever contre le pouvoir central en échange de promesses d'indépendance ou, au moins, d'autonomie interne.

A la fin de la guerre, Londres tint ses engagements : en 1920 le traité de Sèvres envisageait, dans deux de ses articles, la constitution d'un Etat kurde (3). Celui-ci n'englobait pas les Kurdes de Perse, ni ceux de Syrie, moins nombreux ; et sa souveraineté était limitée, comme pour les autres entités du Proche-Orient, par une forte mainmise des puissances coloniales. Malgré cela, ce traité reste aujourd'hui encore une référence pour les nationalistes : ils y voient la légitimation de leurs aspirations par le droit international.

Mais le traité de Sèvres ne fut jamais appliqué. La révolte de Mustafa Kemal contre l'iniquité du découpage de l'empire ottoman et ses victoires dans la guerre pour l'indépendance de la Turquie aboutirent à la signature d'un nouveau traité paraphé à Lausanne le 24 juillet 1923 : il rendait à son pays toute l'Asie mineure. L'« Etat kurde », avant même de naître, passait à la trappe de l'Histoire, une partie de son territoire étant rattachée à la Turquie tandis que l'avenir du vilayet (province) de Mossoul était « réservé ». Le 16 décembre 1925, la Société des nations attribuait cette région de Mossoul à l'Irak conformément aux vœux de Londres, la France ayant abandonné ses revendications en échange de privilèges pétroliers et la Turquie ayant été contrainte de se soumettre. Une clause spéciale prévoyait la reconnaissance du particularisme des Kurdes, de leur langue, de leur droit à jouer un rôle déterminant dans la gestion de leur région. Ces obligations créèrent, pour cette minorité, une situation relativement privilégiée qui n'empêcha pas, surtout après l'indépendance de l'Irak en 1932, de nombreuses révoltes, réprimées avec l'aide de la Royal Air Force.

La Grande-Bretagne avait lâché assez facilement les Kurdes, à la fois parce qu'elle ne faisait pas confiance à ces populations trop remuantes et parce que la viabilité économique de l'Irak dépendait du pétrole du vilayet de Mossoul, aucun gisement n'ayant encore été découvert dans le Sud. Enfin, un grand Irak, sous contrôle britannique, assurait mieux la protection de la route des Indes, particulièrement contre le danger bolchevique, les ambitions allemandes et l'irréductibilité turc. Résultat de cet abandon, les Kurdes se trouvèrent écartelés principalement entre trois Etats, la Turquie, l'Irak et l'Iran, des communautés plus réduites vivant aussi en Syrie et en Union soviétique.

Si, en Iran, la nouvelle situation fut longtemps plus ou moins contrôlée par le pouvoir central – les Kurdes parlent une langue indo-européenne assez proche du perse, – elle aboutit à des explosions répétées dans les Etats voisins. En Irak les révoltes se prolongèrent jusqu'en 1945. En Turquie, face à l'Etat centralisateur mis en place par Atatürk, en réaction au dépeçage tenté par les Alliés, certaines furent encore plus violentes, particulièrement provo-

quées par l'adoption de lois anti-religieuses, en 1924, aboutissant à l'interdiction des publications et des associations kurdes. Le 5 mai 1932, le pouvoir turc déportait une partie des Kurdes et décidait leur assimilation, la région – maintenue sous loi martiale jusqu'en 1946 et interdite aux étrangers jusqu'en 1965 – serait désormais appelée « Anatolie orientale » et sa population « Turcs montagnards ».

Après la seconde guerre mondiale, un « ordre » relatif régna dans le Kurdistan turc jusqu'au début des années 60. Mais les périodes de relative démocratisation, interrompues à plusieurs reprises par des coups d'Etat militaires, permirent un renouveau d'expression nationaliste, sous l'influence en particulier du mouvement armé conduit par Moustapha Barzani en Irak dans les années 60 et 70.

La prise du pouvoir à Ankara par les militaires en septembre 1980, la suspension de toutes les libertés, le refus persistant de la moindre reconnaissance de la spécificité kurde (contrairement à l'Irak, dont la Constitution reconnaît que le pays est composé de

deux nations, l'une arabe, l'autre kurde) et la misère des provinces du Sud-Est accélèrent une radicalisation dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) deviendra le porteparole.

Dès sa création en 1978, le PKK se différencie des organisations autonomistes kurdes des pays voisins, par l'origine de ses dirigeants d'abord – issus souvent de milieux défavorisés alors que les chefs kurdes d'Irak ou d'Iran sont d'origine féodale ; par ses mots d'ordre contre les notables et les *aghas* (propriétaires terriens) qui « pour conserver leurs privilèges collaborent avec le pouvoir central contre leur peuple » ; par son credo marxiste-léniniste et tiers-mondiste intransigeant ; par un usage indiscriminé du terrorisme – à partir du 15 août 1984 – qui, dans une première phase, lui aliéna bien des sympathies.

La guerre entre l'Irak et l'Iran faisait rage. Les Kurdes iraniens, après avoir renforcé leurs positions au lendemain de la révolution islamique, s'étaient repliés sur la frontière. Leurs compatriotes d'Irak avaient pu profiter de l'affaiblissement du pouvoir de Bagdad pour étendre la guérilla et libérer



REBWAR. - « L'exil » (1989)

certains territoires où le PKK trouva refuge jusqu'en 1985, provoquant des interventions armées turques sur le territoire irakien, avec l'aval du gouvernement baassiste.

La fin de la guerre du Golfe, en 1988, aboutit à une redistribution des cartes, chaque Etat retrouvant les moyens de se débarrasser de l'épine kurde. M. Saddam Hussein lance ses troupes sur le Nord et, en quelques semaines, avec l'aide des armes chimiques, il annihile la résistance kurde compromise par sa collaboration militaire avec le régime islamique. Il complète cette « pacification » par de nombreuses déportations.

En Iran, le Parti démocratique kurde (PDKI) du Dr Ghassemlou est, lui aussi, sur la défensive et engage des négociations avec le pouvoir central ; c'est au cours d'une rencontre avec des émissaires iraniens, en juillet 1989 à Vienne, qu'il sera assassiné, le PDKI perdant ainsi son chef le plus prestigieux. Seul le PKK tire son épingle du jeu, grâce notamment à l'aide de Damas.

La rivalité entre la Syrie et la Turquie n'est pas nouvelle, la première

ayant depuis longtemps choisi le camp anti-occidental alors que la seconde est un membre actif de l'OTAN. Des différends historiques les divisent aussi, par exemple à propos de la région d'Alexandrette, cédée par la France à Ankara en 1939, et revendiquée par Damas. Enfin, après la mise en œuvre d'un ambitieux programme de développement économique du Sud-Est anatolien et la construction du barrage Atatürk sur l'Euphrate (4), la Syrie se sent menacée quant à son approvisionnement en eau. Un accord entre les deux pays a été signé le 17 juillet 1987 « pour faire cesser les incidents de frontières » – accompagné d'engagements sur le partage des eaux, – mais son impact sera faible. Si le PKK replie ses camps d'entraînement dans la plaine libanaise de la Bekaa, ses bureaux à Damas restent ouverts et il conserve des facilités pour franchir la frontière. En janvier 1990, la retenue pendant un mois des eaux de l'Euphrate afin de permettre le remplissage du barrage Atatürk, fut perçue, à la fois par Bagdad (5) et par Damas, comme une dangereuse pression.

décret 424, notamment celui de déplacer les juges, procureurs et militaires qui ne donneraient pas satisfaction.

La liberté de la presse est bridée encore plus fortement. Le 28 juin, l'imprimerie de deux hebdomadaires de gauche 2 000 *Dogru* (Vers l'an 2000) et *Halk Gerçeği* (Réalités du peuple), est fermée définitivement ; en trois ans, la revue 2000 *Dogru* a été confisquée vingt-deux fois et a fait l'objet de cinquante procès (7). Mais c'est évidemment dans les provinces du Sud-Est, soumises à l'état d'urgence que la situation est la plus préoccupante, avec de nombreuses exactions des forces de sécurité, le recours à la torture, la déportation de civils considérés comme favorable aux rebelles.

Avant le 2 août, la sévère répression exercée par Ankara n'avait pas suscité de réactions significatives en Occident. Après l'invasion irakienne du Koweït et l'engagement total du président Turgut Ozal dans la grande alliance contre M. Saddam Hussein, les critiques se sont faites encore plus rares. Au nom du réalisme, on ne questionne pas plus le bilan de la Turquie au Kurdistan, que celui de la Syrie au Liban ou d'Israël dans les territoires occupés. Le droit, souvent invoqué, montre ici ses vraies limites.

« Peuple oublié des dieux », les Kurdes risquent encore une fois d'être les perdants au Proche-Orient. Et même une partition de l'Irak, parfois évoquée, aboutirait plus sûrement à une annexion de la région de Mossoul par Ankara qu'à la naissance d'un Etat kurde.

Etat d'urgence en « Anatolie orientale »

L'AIDE syrienne n'est toutefois qu'une des causes de la recrudescence en 1990 des actions du PKK. En premier lieu celui-ci infléchit son discours : jusqu'alors partisan d'un Kurdistan indépendant, son dirigeant M. Abdullah Ocalan déclare : « Nous ne pouvons nous séparer de la Turquie avant quarante ans au moins, car nous en avons besoin (6). » Ensuite, sans renoncer à la violence terroriste, il met l'accent sur la propagande pour gagner les populations. Enfin, il bénéficie de l'aide « objective » du gouvernement d'Ankara : après une période de relative libéralisation, au milieu des années 80, marquée par la reconnais-

sance officielle de l'ethnie kurde – 10 millions de personnes environ, sur 55 millions d'habitants – et une large discussion sur le problème, le début de l'année 1990 voit une accentuation de la répression indiscriminée, menée principalement par les forces spéciales. Hier critiqué pour ses méthodes terroristes, le PKK est de plus en plus perçu comme libérateur par les couches les plus pauvres. Il se renforce ainsi au détriment des autres forces kurdes, celles qui prônent la lutte politique comme celles d'obédience islamique.

En janvier 1990, la presse turque annonce l'évacuation de 112 villages – on parlera ensuite de 400 – pour former une zone de sécurité à la frontière entre la Syrie et l'Irak. Le 12 mars, le sociologue Ismail Belsikçi est arrêté pour « propagande séparatiste et affaiblissement des sentiments nationaux » après la parution de deux ouvrages consacrés aux Kurdes ; il sera libéré en juillet en raison de la pression internationale. Mais le tournant date de mars 1990 : le 13, dans un violent affrontement avec le PKK, l'armée abat treize partisans. Le refus des autorités de restituer les corps aux familles suscite une véritable insurrection civile qui se propage rapidement.

Manifestations, grèves, émeutes caractériseront cette « *Intifada* », suivant la formulation de la presse locale. Désormais les autorités, qui ont toujours nié l'impact populaire du PKK, dénoncent un complot visant l'intégrité territoriale. Le 9 avril, le gouvernement promulgue le décret-loi 413 qui donne au super-préfet des régions du Sud-Est – dont la poste a été créé en juillet 1987 – des pouvoirs extraordinaires, encore étendus un mois plus tard par le

(1) *Jeune Afrique*, 17-23 octobre 1990.

(2) Lire Christiane More, « Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie », *le Monde diplomatique*, octobre 1988.

(3) Sur le partage du Proche-Orient, lire Jacques Thobie, « Les frontières, brûlantes cicatrices du partage colonial », *le Monde diplomatique*, novembre 1990.

(4) Ce projet vise à développer économiquement la région du Sud-Est jusqu'alors délaissée, et à intégrer ainsi les « montagnards réfractaires ».

(5) L'Irak dépend des eaux du Tigre et de l'Euphrate pour 80 % à 90 % de ses besoins. Certaines voix se sont élevées aux Etats-Unis pour couper les approvisionnements en eau du pays. Lire, par exemple, Peter Scheveizer, « By Water : Close the Taps », *International Herald Tribune*, 12 novembre 1990.

(6) *Hurriyet*, 1^{er} avril 1990.

(7) Lire le rapport de la mission de la CIMADE sur la Turquie réalisé entre le 25 juillet et le 5 août 1990.

- Une exposition des œuvres de quatre peintres kurdes d'Irak (dont l'auteur du tableau que nous reproduisons ci-dessus) rappelant le martyre de la ville de Halabja se déroule du 23 novembre au 7 décembre 1990 dans les salons de l'Institut kurde, 106, rue Lafayette, 75010 Paris.

La Montagne - Centre France

décembre 1990

PORTRAIT

Zakya Saïd : bonne comme son pain

La vieille tradition française veut que l'on utilise le pain chaque jour et à chaque repas. Cet aliment, plein de symboles, n'est pourtant pas l'apanage de notre seul pays. Bien d'autres nations lui accordent une place importante dans leur alimentation. Seulement, il y prend une confection différente. C'est ainsi chez les Kurdes de la communauté du bassin minier...

Lorsque vous êtes brusquement et durement coupé d'un monde qui vous est familier et cher, un des premiers réflexes de conservation n'est-il pas de retrouver, dans votre nouveau cadre de vie, quelques sensations « du pays ». Les plaisirs de la table sont souvent un des plus sûrs moyens d'y parvenir. Alors, en s'affairant autour de sa cuisinière, Zakya Saïd ravive la nostalgie pour le plus grand plaisir de sa nombreuse famille.

FAIRE LE FOUR...

Auparavant, elle a mis « ses hommes » à contribution – en l'occurrence Taïre, son mari, et Nizar, son gendre – afin de lui bâtir, au fond du jardin aimablement mis à disposition par une famille lempdaïse, un four comme elle en avait un, là bas, en Kurdistan irakien. Un four de conception originale où la cuisson se fait non pas sur le sol, mais contre les parois.

Pour le construire, ils ont tracé sur le sol un cercle de deux mètres de diamètre et ont monté une grosse taupinière à l'aide de pierres et de terre, tout en ménageant dans le centre un espace. Espace qui a été tapissé d'argile préalablement battue. Le four se présente donc comme une jarre, de 1 mètre de haut et 50 cm de diamètre, resserrée en son fait, et d'une enveloppe lui servant d'isolation.

Ensuite les deux hommes ont allumé, dans celui-ci, pendant, plusieurs jours, des feux progressivement de plus en plus importants afin de durcir les parois d'argile.

...PUIS LE PAIN

Désormais opérationnel, le four est abondamment utilisé. Chaque fabrication de pain est synonyme de fête, comme autrefois dans nos villages. Tel un essaim d'abeilles, les enfants s'agitent en attendant la première fournée qui, encore toute chaude et odorante, sera goulument avalée.

La veille, Zakya Saïd a préparé une pâte traditionnelle faite de farine, d'eau, de sel et de levure. Le matin de la cuisson, elle a chauffé le four. Puis elle confectionne, d'un



coup de main qui n'appartient qu'à elle et aux autres femmes kurdes, des galettes de grande dimension qu'elle plaque contre les parois brûlantes, après les avoir préalablement enduites de jaune d'œuf. Cuites, les galettes chutent au fond du four, sur le lit de braises, prestement récupérées par Zakya Saïd.

DU PAIN EN OFFRANDE

Ces galettes de pain, au goût sensiblement pareil au notre, sont présentes chaque jour sur la table kurde. Le pain n'est pas coupé, mais déchiré à la main. Il est surtout l'objet d'une considération qui donne de l'importance au deux galettes soigneusement emballées, cadeau d'une maman surprise mais reconnaissante qu'on accorde un peu d'importance à une tâche qui lui paraît naturelle, bien qu'elle ne manque pas déjà... de pain sur la planche.

GEO
décembre
1990

»Saddam Hussein hat uns das Leben zur Hölle gemacht«



Sollte es am Arabischen Golf zum Krieg kommen, hätte Saddam Hussein im Norden fast 30 Millionen Feinde: die Kurden. Denn zwischen 30 000 und 55 000 von ihnen hat der Staatschef des Irak 1988 mit Giftgas aus dem Land getrieben. Sie vegetieren in osttürkischen Flüchtlingslagern. Weitere 50 000 Kurden sollen spurlos verschwunden sein. GEO-Reporter Klaus Imbeck sprach mit dem Kurdenführer und ehemaligen irakischen Minister Samy Abdul Rahman in der syrischen Hauptstadt Damaskus über die Situation der Kurden und die Krise am Golf

GEO: Samy, ich habe Sie zum erstenmal im September 1978 getroffen, also vor fast genau zwölf Jahren. Eine Gruppe Ihrer Pesh Merga* brachte mich nachts aus der Türkei über die Grenze in den Irak. Saddam Hussein war noch Vizepräsident in der Regierung des Generals Hassan al-Bakr, aber schon deutlich der kommende starke Mann. Wir sind damals auf Maultieren in das Gebiet nördlich von Arbil geritten, wo die irakische Armee damit begonnen hatte, kurdische Dörfer niederzubrennen und die Bewohner zu verschleppen. Sie haben mir eine Liste mit den Namen von 495 bereits zerstörten Dörfern gegeben...

SAMY: ... heute müssen Sie eine Null an diese Zahl hängen...

GEO: ... inzwischen sind also weit über 4000 kurdische Dörfer zerstört worden, und im März 1988 erschütterten die Bilder der Opfer des irakischen Gasangriffes auf die kurdische

* Pesh Merga - zu deutsch „die dem Tod Geweihten“ - nennen sich alle kurdischen Widerstandskämpfer

Stadt Halabja die Welt. 30 000 bis 55 000 kurdische Männer, Frauen und Kinder - die Zahlen schwanken - flohen aus dem Irak in die Türkei. Trotzdem - und ich zitiere jetzt aus Ihrer Parteilichschrift „New Peshmerga“ - „protestierte keine einzige westliche oder östliche Regierung oder rief wenigstens ihren Botschafter aus Bagdad zurück“. Warum hat in all diesen Jahren kaum jemand gegen den permanenten Völkermord an den Kurden protestiert?

SAMY: Ich denke, das lag zum großen Teil an dem acht Jahre langen Krieg zwischen dem Iran und dem Irak. Man wollte im Westen wie im Osten Saddam Hussein aus diesem Konflikt als den strahlenden Sieger hervorgehen sehen, und das führte weltweit zu einer fast bedingungslosen Unterstützung des Irak, von der erst nach dem Überfall auf Kuwait im August dieses Jahres abgegangen wurde.

GEO: Aber auch die Türkei unterdrückt seit Jahrzehnten ihre kurdische Bevölkerung. Nicht einmal die Be-

zeichnung „Kurde“ darf gebraucht werden. Sie werden offiziell als „Bergtürken“ verhöhnt, gefoltert, nach - amnesty international zufolge - unfairen Gerichtsverfahren zu Haftstrafen oder zum Tode verurteilt. Elf Provinzen, in denen Kurden leben, stehen seit 1987 unter Ausnahmezustand, der im April dieses Jahres per Dekret sogar noch verschärft wurde. Es kam erst unlängst wieder zu Feuergefechten zwischen der Armee und Kurden bei Diyarbakir. Wie wirkt sich das auf die Situation in den Flüchtlingslagern aus?

SAMY: Das macht die Lage zusätzlich besonders tragisch. Die irakischen Kurden werden offiziell nicht als Flüchtlinge anerkannt, und die türkische Regierung verweigert der UN-Flüchtlingskommission den Zu-

Aus einem Dorf sind 95 Männer verschwunden. Aus einem einzigen Dorf!

tritt zu den Lagern. In Mardin müssen unsere Flüchtlinge noch immer in dünnen Zelten leben, in Diyarbakir und Mush unter unhygienischen Bedingungen. Sie bekommen nicht ausreichend zu essen, es gibt zu wenig Trink- und zu wenig Wasser, und es darf in den Lagern nicht einmal Schulunterricht abgehalten wer-

den, weder in kurdischer noch in türkischer Sprache. Aber noch mehr Sorge macht uns, daß wir 50 000 Menschen vermissen...

GEO: ... 50 000 Menschen?

SAMY: Ja. Wir vermissen 8000 Kurden des Barzani-Stammes, die schon 1983 von der irakischen Armee aus ihren Dörfern rund um Arbil verschleppt worden sind. Wir wissen nichts über rund 15 000 Kurden aus der Umgebung von Halabja. Seit den Gasangriffen in der Provinz Bachdinan verloren wir jede Spur von 5000 Männern, die von dort verschleppt worden sind. Ich habe viele Berichte aus Dörfern wie etwa Gize, wo 95 Männer vermißt werden. 95 Männer aus einem einzigen Dorf! Dann sind eine Viertelmillion Kurden aus dem Irak in den Iran getrieben worden. Die Armee hat ihnen alles abgenommen, ihre Häuser wurden konfisziert, und aus dieser Gruppe vermissen wir 20 000 Menschen. Sie sind nie im Iran angekommen, und wir haben kein Wort mehr von ihnen gehört.

GEO: Sie glauben, daß sie umgebracht worden sind?

SAMY: Ich will das ungern denken. Es gibt Gerüchte, daß sie sich in Lagern an der Grenze zu Saudi-Arabien befinden oder bei Hadhar, das liegt in einer Halbwüste südwestlich der Stadt Mosul. Es gibt ein riesiges Camp, das zu dem berüchtigten Abu-Ghreib-Gefängnis bei Bagdad gehört. Tausende sollen dort gefangen gehalten werden. Ich möch-

GEOFORUM

te hier die Weltöffentlichkeit bitten, die irakische Regierung nach dem Schicksal dieser Menschen zu fragen.

GEO: Schon im Juli 1988 haben sich die verschiedenen kurdischen Parteien aus dem Widerstand gegen Saddam Hussein zu einer Front zusammengeschlossen. Können Sie mir etwas darüber sagen?

SAMY: Sie kennen die Namen unserer Parteien: Masud Barzani Kurdistan Democratic Party (KDP), Jalal Talabani Patriotic Union of Kurdistan (PUK), die Socialist Party of Kurdistan (SPC-I) von Rasul Maman, PASOK, eine kleine nationalistische Gruppe, und der kurdische Flügel der ICP, der kommunistischen Partei des Irak. Ich selbst führe jetzt seit meinem Austritt aus der KDP die drittgrößte Gruppierung, das ist die demokratische Volkspartei Kurdistans (KDPD), die etwa mit Ihrer SPD zu vergleichen ist. Die Schaffung einer Einheitsfront war zwingend notwendig, und wir werden damit unsere Kräfte koordinieren, speziell im internationalen Bereich. Wir bekommen jetzt mehr und mehr inoffizielle diplomatische Hilfe, und die französische Regierung hat am 19. und 20. September dieses Jahres zum erstenmal offiziell eine kurdische Delegation in Paris empfangen. Ich hoffe sehr, daß wir eines Tages auch von Ihrer Bundesregierung eingeladen werden.

GEO: Werden sich dieser Front auch die außerhalb des Irak lebenden Kurden anschließen?

SAMY: Nein. In der Front selbst sind nur die irakischen Kurden zusammengeschlossen. Aber wir Kurden sind mit fast 30 Millionen Menschen das größte Volk dieser Erde ohne ein eigenes Land, und wir arbeiten an dem Aufbau einer Dachorganisation, die alle Kurden vereinen soll. Dies werden wir erreichen und wie

ich hoffe, in Monaten, und nicht erst in Jahren.

GEO: Außer im Irak und in der Türkei leben größere kurdische Volksgruppen im Iran, in Syrien und in der Sowjetunion. Wie ist die Situation in diesen Ländern?

SAMY: Im Iran führen wir noch immer den bewaffneten Kampf, und die Regierung hat uns Kurden bis heute keinerlei Rechte zugestanden, obwohl uns immer wieder Selbstverwaltung versprochen worden ist. In Syrien – und das sage ich nicht deshalb, weil ich hier lebe – hat sich die Situation langsam, aber ständig verbessert. Hier sitzt schon seit über zehn Jahren kein einziger Kurde mehr aus politischen Gründen im Gefängnis, und bei den Wahlen im letzten Frühjahr wurden wieder – ich glaube 17 –

Kurden in die Volksversammlung gewählt. Schon diese Tatsache hat den Kurden hier wieder viel Hoffnung gegeben. In der Sowjetunion, wo wir ja immer eine gewisse kulturelle Autonomie hatten, beobachtet die Zentralregierung in Moskau die Situation der Kurden sehr genau. Sie wissen, daß die in der Stalin-Ära zwangsumgesiedelten Kurden nach West-Aserbeidschan rückgesiedelt werden möchten und daß die Aserbeidschanis dies allerdings zu verhindern suchen.

GEO: Die Welt war überrascht, als am 2. August dieses Jahres Saddam Husseins Truppen in Kuwait einmarschierten. Die Kurden auch?

SAMY: Wir waren ganz sicher von allen am wenigsten

überrascht. Wir kennen diesen Mann, diesen Diktator . . . lassen Sie mich jetzt bitte kein anderes Wort gebrauchen . . .

GEO: Sie waren vier Jahre lang Minister für Angelegenheiten des Nordens in der irakischen Regierung, bis Sie 1974 gemeinsam mit den anderen kurdischen Kabinettsmitgliedern in den Untergrund gingen und in Abwesenheit zum Tod verurteilt worden sind. Kennen Sie Saddam Hussein aus dieser Zeit persönlich?

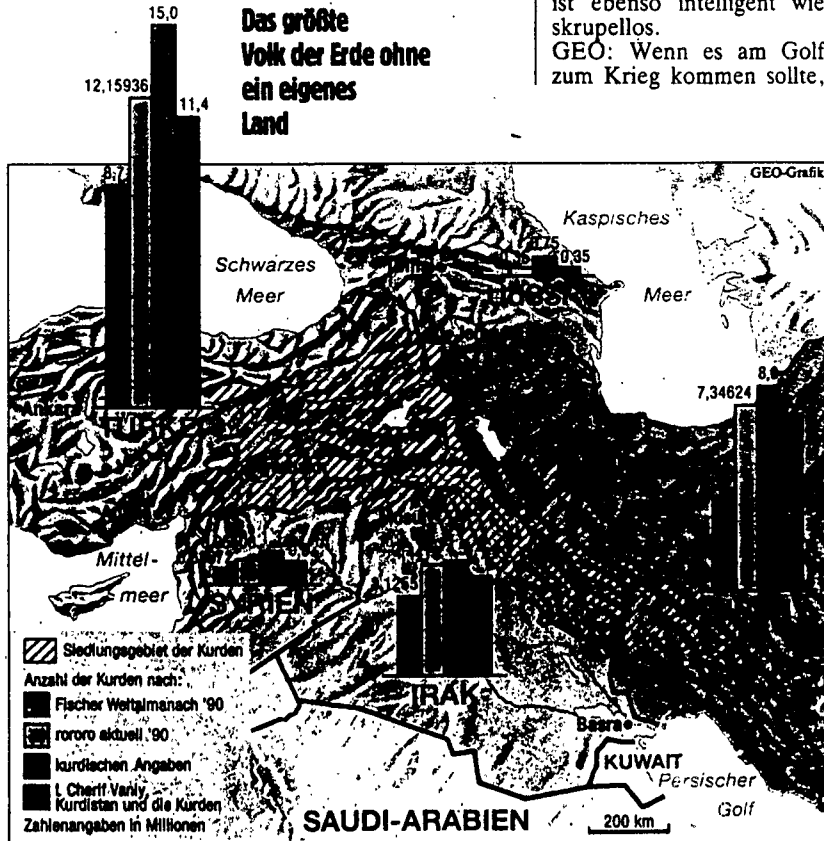
SAMY: Unglücklicherweise . . .

GEO: Sie wissen, daß Saddam Hussein in der Presse häufig „der Irre vom Golf“ genannt wird. Glauben Sie, daß dieser Mann wirklich verrückt ist?

SAMY: Das ist ein völliges Fehlurteil. Saddam Hussein ist absolut kein Irre. Dieser Mann ist ein kalter Rechner und sehr, sehr gerissen. Er ist ebenso intelligent wie skrupellos.

GEO: Wenn es am Golf zum Krieg kommen sollte,

Das größte Volk der Erde ohne ein eigenes Land



Die Kurden – bereits 2000 v. Chr. in sumerischen Schriften erwähnt – zählen zu den ältesten Völkern des nahen Ostens. Nach dem Zerfall des Osmanischen Reiches sollte ein souveräner Kurdenstaat geschaffen werden, doch die Verträge von Sèvres (1920) und Lausanne (1923) wurden nicht eingehalten. So lebt das wahrscheinlich fast 30 Millionen starke Volk heute auf fünf Staaten verteilt

GEOFORUM

würde Kurdistan die nördliche Front werden. Es gibt Gerüchte, die Vereinigten Staaten planten, im Kriegsfall die Kurden – wie damals die Mudschaheddin in Afghanistan – zu bewaffnen. Trifft das zu?

SAMY: Nein. Einige Leute mögen mit dieser Idee gespielt haben. Aber abgesehen davon, daß wir uns nicht als Marionetten irgendeiner Macht benutzen lassen werden, denke ich, daß einige Regierungen in dieser Region dann auch nicht mehr mit den USA kooperieren würden. Ich meine damit ganz konkret die Türkei. Was wir Kurden für machbar halten und wofür wir mit Sicherheit Unterstützung bekommen, ist – und wir sind ja auch bereits dabei – der Versuch, den irakischen Widerstand mit der kurdischen Front zusammenzuschließen.

GEO: Sie meinen damit nicht-kurdische Gegner Saddams?

SAMY: Genau. Muslime, panarabische Kräfte, Kommunisten und irakische De-

**Saddam Hussein
ist absolut kein Irrer.
Dieser Mann ist intelligent
und skrupellos**

mokraten sollen mit uns Kurden gegen Saddam Hussein kooperieren. Als gemeinsamen Nenner werden wir eine demokratische, pluralistische Regierung inklusive einer vollen Autonomie für die kurdischen Gebiete anstreben. Und Sie dürfen dabei nicht vergessen, daß wir Kurden mit fast 5 Millionen Menschen oder 28 Prozent Bevölkerungsanteil die politisch und militärisch stärkste Opposition im Irak sind.

GEO: Sie sagten, einerseits, die Kurden seien das

größte Volk der Erde ohne eigenes Land. Andererseits wollen Sie sich mit ein paar autonomen Gebieten innerhalb eines demokratischen Irak ohne Saddam Hussein zufriedengeben. Wollen die Kurden wirklich nicht mehr?

SAMY: Im Irak streben wir momentan diese Lösung an. Aber natürlich träumen wir Kurden von einem vereinten kurdischen Volk unter einer kurdischen Regierung in einem unabhängigen kurdischen Staat. Wir dürfen nicht glauben, daß wir dieses Ziel in den nächsten Jahren erreichen. Wir müssen in Jahrzehnten denken. Wir brauchen Zeit. Wenn wir das kurdische Haus zu schnell aufbauen, wird es über unseren Köpfen zusammenstürzen.

GEO: Lassen Sie uns einmal annehmen, die USA würden den Irak angreifen. Wie würden sich die Kurden verhalten?

SAMY: Wir würden sehr, sehr vorsichtig sein, und wir würden uns mit Sicherheit von niemandem benutzen lassen. Aber wir würden – wenn es zu einem Chaos kommen sollte – die Kontrolle in den kurdischen Gebieten des Irak übernehmen.

GEO: Fürchtet die Regierung der Türkei nicht, daß die türkischen Kurden im Falle eines Krieges die Situation benutzen würden, sich zusammen mit den irakischen und vielleicht auch den syrischen Kurden ein unabhängiges Kurdistan zu schaffen?

SAMY: Ich bin sehr sicher, daß Ankara sich mit den USA und den anderen Westmächten abgesprochen hat, um dies zu verhindern. Das dürfte mit der Preis für die Teilnahme der Türkei an der Blockade des Irak gewesen sein. In der Türkei hatte sich unsere Situation ja zunächst verbessert. Die Regierung Özal begann mit ein paar halbherzigen demokratischen

Maßnahmen: Es gab wieder Wahlen, mehr Pressefreiheit, und auch die kurdischen Probleme sind in der türkischen Presse diskutiert worden. Denn durch das Ende des kalten Krieges war die Türkei für die Nato ja wesentlich unwichtiger geworden, und das wiederum gab unseren politischen Freunden ein bißchen

**Die irakischen
Giftgas-Attacken wurden
von den Arabern
verschwiegen**

Raum, um auf die Regierung Druck auszuüben. Beispielsweise haben ja auch einige deutsche Mitglieder des Europäischen Parlaments Resolutionen zur Situation der Kurden in der Türkei unterzeichnet. Aber nach Saddams Überfall auf Kuwait hat sich die Lage deutlich verschlechtert. Die Türkei hat strategisch wieder Bedeutung gewonnen, und ich fürchte, daß mit uns sympathisierende westliche Politiker jetzt den Mund halten werden. Dafür finden wir jetzt aber im arabischen Raum endlich Öffentlichkeit. Die Bilder von Halabja sind in den Golfstaaten, in Ägypten und in einigen anderen arabischen Ländern zum erstenmal im Fernsehen gezeigt worden . . .

GEO: Sie meinen, die Giftgas-Attacken des Irak auf die Kurden wurden von den arabischen Ländern bislang verschwiegen?

SAMY: Ja.

GEO: Sie haben einmal gesagt: Wir Kurden können den Irak das Leben zur Hölle machen. Könnten Sie das wirklich?

SAMY: Ich denke, das innenpolitisch größte Problem Saddams sind

und bleiben wir Kurden. Er ist nicht mit uns fertig geworden, obwohl er uns mit Gas bekämpft hat, obwohl er unsere Dörfer, unsere Ortschaften und zuletzt selbst unsere Städte zerstören lassen. Natürlich haben die uns das Leben zur Hölle gemacht . . .

GEO: Würden die Gruppen Ihrer Front überhaupt über genügend Waffen für einen Guerilla-Krieg verfügen?

SAMY: Dazu sind wir ausreichend bewaffnet. Allerdings fehlt uns hochwertige Technik, wie etwa Boden-Luft-Raketen oder moderneres panzerbrechendes Gerät.

GEO: Haben Ihnen die USA Waffenhilfe angeboten?

SAMY: Nein. Es hat kein konkretes Angebot gegeben.

GEO: Wieviel bewaffnete Guerilla könnte die Front zum Einsatz bringen? Mögen Sie Zahlen nennen?

SAMY: Heute sitzen Tausende unserer Leute entlang der Grenzen zum Irak, im Iran und in den Flüchtlingslagern der Türkei. Wenn die Zeit dafür reif sein sollte, werden sie blitzschnell Pesh Merga sein. Glauben Sie mir: Jeder Kurde ist ein Pesh Merga.

GEO: Das Giftgas, mit dem Ihre Männer, Frauen und Kinder getötet wurden, ist mit großer Wahrscheinlichkeit mit deutschen Maschinen hergestellt worden . . .

SAMY: Unglücklicherweise . . .

GEO: . . . wie denken die Kurden darüber?

SAMY: Unsere Leute wissen natürlich, welches Land die Maschinen geliefert hat. Sehr genau wissen die Kurden das. Wirklich, ich bin der Meinung, die Bundesrepublik müßte uns Kurden dafür eine Entschädigung zahlen. Bisher hat nicht ein einziger deutscher Pfennig unsere Flüchtlinge erreicht. Ich finde das sehr, sehr unfair. □

The Guardian

THE GUARDIAN

Wednesday December 19 1990

Please will you make sure this little boy lives?



**This child was maimed
in a chemical attack that
destroyed his village.**

His family along with others fled across mountains to Turkey and Iran. Now 100,000 unwanted Kurdish 'guests' are confined in filthy tented camps. Conditions are brutal. Even the tents are rotting as the winter temperatures fall to -10°C.

But there is no aid, no action, no mention in the world's media of what is happening.

Thousands of Kurdish villages have been razed to the ground and hundreds of thousands of men, women and children killed in poison gas attacks.

It is a genocide comparable to Hitler's attempt to wipe out the Jewish people. Yet while the world talks of Kuwait and a solution to all the Middle East's outstanding questions, nobody remembers the Kurds.

Now the children that chemical bombs failed to kill are dying of cold and starvation in numerous refugee camps.

**This advertisement is our only hope
to raise money so they can buy tents
and food. Please do not ignore it.**

Please help our poor children.

Kurds seek a voice in the 'new world order' debate

THE Kurdish refugees in the camps in Turkey, who fled Iraqi chemical attacks in August 1988, have become the symbol of the atrocities committed against the Kurds.

The forgotten victims of regional and international hypocrisy, 27,000 refugees in Turkey alone — face a third winter beneath the canvas in three camps, in an area where temperatures will fall far below zero. Since fleeing Iraq two and a half years ago, hundreds of children under 12 have died from malnutrition and hypothermia. There has been no resettlement programme, very little has been done to improve the situation, or to bring pressure to bear on Turkey to recognise them as refugees. Considered "guests" by the Turkish government, their movements are severely restricted and refugee agencies, foreign embassies and even the press are denied access to the camps.

Akram Mayi, a refugee camp

leader, who recently passed through Britain on his way to the United States to collect the Reebok Human Rights Award for his great efforts to defend human rights against all odds, could not find words to describe the unbearable and harsh conditions of the camps. Tens of thousands of Iraqi Kurdish refugees are in Iran as well, in no better conditions than those in Turkey.

With the uncertainty prevailing in the Middle East, now is the time to take action. We urge that the Kurdish people, the largest nation in the world without any form of self-rule, be included on the agenda of any international conference that might be convened on the Middle East. Without this, prospects for building regional "security" and a "new world order" look very bleak indeed.

Sarbast Aram.
Kurdish Cultural Centre,
14 Stannary Street,
London SE11.

I would like to help Kurdish children. I enclose a donation of:
£12 £25 £50 £100 £500 £1,000 Other

Please send me a covenant and/or banker's order form.

NAME _____

ADDRESS _____

POSTCODE _____

Please make cheques payable to 'Kurdish Cultural Centre' and post with this coupon to: Kurdish Cultural Centre, 14 Stannary Street, London SE11 4AA.

Registered Charity No. 800883

**LE
NOUVEAU
POLITIS**
29. 11. 1990

REPRESSION EN TURQUIE

**en Turquie,
des milliers de
Kurdes
sont arrêtés
et torturés**

La répression et les mauvais traitements se sont accrus ces derniers temps en Turquie et au Kurdistan de Turquie, selon l'association SOS-Kurdistan.

Notamment, les déportations, qui sont pratiquées depuis longtemps, prennent de l'ampleur. Des villageois kurdes sont expulsés de leur village. Toujours selon l'association, « le village Kurukoyu du district Nusaybin est resté pendant cinq jours sous contrôle militaire. Tous les villageois, sans distinction de sexe et d'âge, y ont été tabassés et torturés », le gouvernement déclarant à l'opinion publique que les personnes assassinées sont des « terroristes ».

Depuis le début de ces opérations, 200 villages auraient été brûlés, 300 000 personnes déportées et exilées. Vingt-cinq mille personnes ayant refusé ces mesures de déportation ou n'ayant pas les moyens de partir vivraient actuellement dans des tentes, dans le froid et sans aucune aide médicale.

La situation dans les prisons irait aussi en s'aggravant. « Les prisonniers politiques sont transférés d'une prison à l'autre arbitrairement. Par ordre du ministre de l'Intérieur, les visites des avocats et des familles sont réduites. Les prisonniers politiques ont entamé des grèves de la faim dans plusieurs prisons, en vue de protester contre ces traitements arbitraires. »

SOS-Kurdistan dénonce également « le contrôle policier sur les associations qui ne fait que s'amplifier et la censure envers la presse. Plusieurs représentants de la presse ont été arrêtés. Les peines requises à leur encontre représentent des centaines d'années d'emprisonnement ».

L'association demande l'envoi d'une commission pour enquêter sur place, l'envoi d'aides médicales (médecins, aide sanitaire) dans la région kurde et exige l'annulation de la peine capitale. Le gouvernement turc l'avait suspendue provisoirement, désireux d'apparaître comme un pays respectueux des droits de l'homme au regard de la Communauté européenne. Il vient de la rétablir.

30 novembre 1990 ----- Bulletin Quotidien ----- Page 26

LA VIE PRIVEE - LA VIE PUBLIQUE

LA VIE PRIVEE

Distinctions

* Le "Prix de la mémoire 1990" a été décerné conjointement à l'Institut Kurde de Paris, à l'Association soviétique à la mémoire des victimes du stalinisme et à la Maison des esclaves de Gorée a annoncé hier la Fondation "France-libertés" (que préside Mme Danielle MITTERRAND, épouse du chef de l'Etat).

* Le comédien François PERIER a reçu le Prix "Courteline 1990" pour son livre de souvenirs "Profession auteur" (aux Editions du Pré au clercs).

VINGT ANS DE RELATIONS FRANCO-IRAKIENNES

par Jacques MORIZET

Les relations franco-irakiennes ne datent pas de 1970. Elles sont beaucoup plus anciennes, remontant aux premiers temps du mandat britannique.

Durant la Première Guerre mondiale, dès que s'est précisée l'éventualité d'un démantèlement de l'Empire ottoman, la France s'est intéressée au sort de l'ancienne Chaldée où vivaient d'importantes communautés chrétiennes. En 1916, les accords Sykes-Picot placent la moyenne et la basse Mésopotamie sous influence anglaise et reconnaissent à la France la maîtrise d'une zone allant de la Syrie d'Alep à Mossoul.

En 1919, le pays kurde autour de la haute région du Tigre est englobé dans le mandat britannique. A titre de compensation, la France obtient par les accords de San Remo de 1920, puis par ceux de Lausanne de 1923, de participer (23,75 % des parts) à l'Irak Petroleum Company qui prend la succession de la compagnie pétrolière turque fondée en 1911. En 1924, la Compagnie française des pétroles est créée. Elle aura à gérer la part française. L'Irak devient ainsi le berceau de l'industrie pétrolière française.

De 1924 à la Seconde Guerre mondiale, puis de 1945 à la nationalisation de l'IPC, la France sera ainsi présente sur le plan

économique à Kirkouk et à Bagdad. Par ses missions — dominicains et sœurs de Saint-Joseph —, elle fera rayonner dans le milieu chrétien sa langue et sa culture. Le séminaire de Mossoul formera les prêtres de l'église chaldéenne. La CFP contribuera de son côté à la formation de cadres pétroliers qui feront à ses débuts la force de la nouvelle compagnie nationale.

En partie grâce aux interventions françaises, l'Irak, sous la monarchie, puis sous la république, put développer sensiblement sa production. En retour, fut assuré ainsi l'essentiel de l'approvisionnement pétrolier français jusqu'aux années 60.

C'est dans la période 1971-1974 que les relations franco-irakiennes prirent brusquement leur essor et que furent créés des liens qu'on disait et qui furent effectivement « privilégiés ». A l'origine de ce rapprochement, il y eut conjonction de deux politiques dans le contexte international de l'époque.

Le monde occidental venait de connaître sa première détente effective. L'accord de Berlin de 1971, la reconnaissance des deux États allemands, l'établissement de relations entre la RFA et les démocraties populaires de l'Est européen avaient permis à l'URSS de relâcher sa pression sur le centre de l'Europe et de reconvertir une partie de ses efforts vers ces pays du Tiers Monde d'importance stratégique : Irak, Afghanistan, Yémen, corne d'Afrique, grâce auxquels elle espérait être présente dans l'océan Indien.

Renié par la Grande-Bretagne, en proie à l'hostilité permanente des États-Unis, gêné par une mauvaise image de marque, sans amis, l'Irak s'était tourné aventureusement vers l'URSS dès 1968 pour assurer son armement et obtenir une coopération économique à bon marché. En 1972, un traité d'amitié avait été signé avec Moscou. Les structures politiques du Baas s'étaient alignées plus profondément sur celles des démocraties populaires (dualité : présidence/gouvernement et Conseil de commandement de la révolution) ; Bagdad avait envisagé d'adhérer au Comecon.

La pénétration soviétique dans une zone où se trouvaient concentrés les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et 40 % du pétrole alors exploité, inquiétait fortement le monde occidental,

Vingt ans de relations franco-irakiennes

car elle coïncidait avec le premier choc pétrolier. L'intention manifeste des Soviétiques de s'assurer en Irak le contrôle de certains secteurs clés (pétrole, eau, Golfe) fit craindre aux autorités irakiennes que l'URSS mette en danger l'indépendance et l'unité irakiennes en utilisant à leur tour à leur profit la minorité kurde. Elle convainquit Saddam Hussein de la nécessité de trouver d'autres amis, moins dangereux et plus ouverts.

L'INFLUENCE DE LA FRANCE

Pour desserrer l'emprise soviétique, l'Irak se tourna vers la France, pays qui lui paraissait indépendant, soucieux de suivre une politique propre favorable au Tiers Monde et aux intérêts du monde arabe et des Palestiniens plus particulièrement.

Pour la France, l'offre était plus qu'intéressante. C'était le moyen d'élargir le champ d'action d'une politique arabe plutôt orientée vers le monde méditerranéen, de contribuer à sortir de l'isolement un pays trop exclusivement entre les mains de la puissance soviétique, de prendre pied dans une région du monde où, malgré l'importance de ses intérêts pétroliers, elle avait été moins présente que la Grande-Bretagne et les États-Unis, de participer sur le plan économique au développement d'un pays riche de promesses, de s'essayer enfin au rôle d'intermédiaire politique entre l'Irak et l'Europe que la Grande-Bretagne n'avait pas su saisir.

L'Irak, pour des raisons précises relevant de l'histoire, de la géopolitique et de l'économie, occupait, en effet, une position stratégique de premier ordre, à la croisée des grandes routes de communication du Proche-Orient. Il était un cas particulier dans la région, étant le seul pays arabe à disposer en abondance du pétrole, de l'eau, de la terre et des hommes nécessaires à sa mise en valeur : 12 milliards d'habitants en 1972, 104 millions de tonnes de brut, 8 milliards de dollars de revenus pétroliers, de vastes terres irrigables enfin par le Tigre et l'Euphrate.

L'opération n'était pas sans risque : le régime avait la réputation d'être dur, intraitable, mauvais payeur, peu soucieux du respect

55

défense nationale

des droits de l'homme. Historiquement, le poids du passé colonial avait renforcé sa méfiance et l'avait maintenu replié sur lui-même.

Né en 1921 de la réunion de trois provinces de l'Empire ottoman (vilayets), dont devait être détaché en 1937, à l'instigation des Anglais le territoire du Koweït, l'Irak n'avait pas, dans le cadre de ses frontières naturelles une identité nationale précisément définie. Avec ses 430 000 kilomètres carrés, le pays restait enclavé. L'ouverture sur le Golfe, limitée à 20 kilomètres de longueur, se faisait dans des eaux peu profondes, rendant difficile la navigation. Encore était-ce une semi-ouverture, puisque, pour communiquer avec la mer libre, il fallait passer par le détroit d'Ormuz, dont l'Irak possédait la clef.

Mais le climat général de la région paraissait alors aller vers l'apaisement. En Irak même, la rébellion kurde touchait à sa fin. Le règlement de 1975, fondé sur la promesse d'autonomie, sembla ouvrir la porte au retour de la paix intérieure. Avec l'Irak, ennemi héréditaire et ancien oppresseur, l'accord d'Alger de 1975 permettait d'augurer l'arrivée d'une ère nouvelle dans les relations entre les deux voisins, avec une perspective de délimitation de la frontière irako-iranienne tout au long du Chatt al-arab. De fait, les années 1975-1979 furent tranquilles, si tranquilles que l'amitié trop affichée de Saddam Hussein pour le chah d'Iran engendra la haine farouche de Khomeyni à l'égard du leader irakien, et provoqua sa volonté de l'éliminer à tout prix.

À tout prendre, on pouvait se demander si, avec l'établissement de relations nouvelles avec la France et l'Occident, l'Irak n'allait pas évoluer politiquement et cesser d'être en porte-à-faux avec son environnement et avec son temps. L'affaire méritait donc d'être tentée, d'autant plus que notre attitude conciliante dans le conflit opposant, à la suite de la nationalisation, l'Irak Pétroleum Company aux autorités de Bagdad, notre extrême prudence à l'égard de la rébellion kurde, notre volonté de non-ingérence avaient été pour les dirigeants irakiens la preuve nécessaire et suffisante que nous acceptions l'irréversibilité du régime baassiste, que nous respecterions la souveraineté et la dignité populaire irakiennes.

Notre condition de puissance moyenne mettait l'Irak à l'abri de toute pression excessive de notre part. Les relations « privilégiées

56

giées » furent donc, dès le départ, de nature politique et c'est parce qu'elles le furent que nos industriels purent, dans les années qui suivirent, faire de bonnes affaires à Bagdad.

Dans le domaine pétrolier, la CFP put poursuivre ses achats. Elf-Erap se vit confier la production du champ pétrolier de Bouzourgan. Creusot-Loire réalisa à Khor Zubain, dans la région de Basrah, des laminoirs et une unité d'éponges de fer. Secim construisit l'usine d'aluminium de Naziryah, Campenon Bernard les réservoirs internes d'Habanyah, Thinet le centre touristique du même lieu, RVI la chaîne de montage d'Iskhandirriyah, Bouygues reçut de nombreux contrats de construction de routes et de ponts, Fougerolles assura la réalisation du nouvel aéroport de Bagdad, pour ne citer que quelques exemples. Dans le domaine agro-alimentaire, une percée fut opérée avec la mise en place de fermes de vaches laitières, de centres d'élevage de volailles, de laboratoires de vaccins animaux. Une coopération culturelle, axée sur la formation professionnelle fut enfin mise en place.

À cette liste, il faut, bien sûr, ajouter un contrat sensible, le Cerbag qui tournait autour de la création d'un centre de recherches nucléaires, dont le CEA, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, s'efforça constamment de rendre le combustible aussi peu proliférant que possible. Le chef du réseau israélien qui organisa la destruction de Tamouz l'a d'ailleurs reconnu dans un livre intitulé *Opération Babylone*. La destruction, à l'en croire, fut décidée parce que Tel-Aviv avait acquis la certitude que les Italiens avaient passé avec Bagdad un contrat pour la construction de cellules chaudes qui visaient à l'objet contraire. Des contrats militaires avaient enfin pour objet de détourner l'Irak de son client soviétique, sans être encore d'une importance excessive.

Sur la base des seuls contrats civils, la France, en 1976-1978, était devenue le 3^e fournisseur de l'Irak, de peu derrière le Japon et la RFA, de loin devant la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Italie. Sa position de premier importateur de pétrole irakien s'était confirmée (12 millions de tonnes en 1975, 16 en 1976, 18 en 1977, 25 en 1979 lors du second choc pétrolier). L'année 1979, particulièrement fructueuse, avait renforcé la coopération grâce à des contrats nouveaux dont celui de l'aéroport de Bagdad, déjà mentionné.

En 1980, le contexte international dans la région, change brusquement. En Iran, la révolution des mollahs triomphe. Le chah s'enfuit. Les relations irako-iraniennes s'assombrissent. Khomeyni fomenta plusieurs complots en Irak, dans le but de supprimer physiquement Saddam Hussein. La guerre commence. Elle devait durer huit ans. Parallèlement, les avions israéliens détruisent le centre nucléaire de Tamouz, en toute impunité et sans la moindre réaction internationale.

Les relations privilégiées franco-irakiennes tournent à nouveau au ralenti. Les Irakiens s'interrogent sur les infléchissements de la nouvelle politique étrangère française à l'égard du Liban, d'Israël et des Palestiniens. Les projets de croissance économique sont mis en sommeil. La guerre irako-irannienne redonne pourtant un second souffle à la coopération France-Irak. Les relations franco-iraniennes, contrairement à toute attente, se dégradent brusquement. La France connaît une vague de terrorisme dont bien des fils directeurs mènent à Téhéran.

Devant cette poussée intégriste, l'Irak moderniste et laïc apparaît comme le meilleur rempart, pour soustraire l'ensemble de la région, petits émirats du Golfe et péninsule arabique, très riches mais inexistantes du point de vue de la défense, à la déstabilisation. La France se retrouve donc aux côtés de l'Irak. Le président de la République proclame qu'il ne laissera pas l'Irak gagner. C'est le bel âge de la coopération militaire. Les commandements militaires augmentent sensiblement ; elles contribueront efficacement à la victoire irakienne.

Dans les enceintes internationales, la France, d'autre part, ne ménage pas ses efforts et s'emploie notamment à l'adoption de la résolution 598 des Nations unies, dont l'acceptation par les belligérants crée les conditions du cessez-le-feu de 1988. Mais, par ailleurs, elle se refuse à donner suite aux sollicitations irakiennes tendant à la reconstruction du centre atomique de Tamouz. C'est également avec le concours de sociétés américaines et allemandes et sans le nôtre que l'Irak s'orientera vers la création d'un armement chimique qui, pour l'Occident, constitue la plus grosse menace actuelle.

La France, à Bagdad, est alors l'amie du peuple irakien. Elle l'est d'autant plus que les industriels français ont fait le maximum pour

assurer la poursuite de la coopération civile. Pourtant, les éléments de la désintégration surgissent dès 1985. La chute conjointe du dollar américain et du prix du baril de pétrole porte l'estocade à une économie irakienne fortement ébranlée par la poursuite de la guerre. Deux ans plus tard, en 1987, c'est la crise.

Entre-temps, en effet, les revenus pétroliers se sont effondrés : de 26 milliards de dollars en 1983, ils sont passés à 11,9 en 1985, puis à 6,6 en 1986, contraignant les autorités irakiennes à arrêter les grands travaux en cours. L'insolvabilité de l'État irakien conduit à l'ouverture d'une suite de contentieux (dragages, aéroport de Bagdad et d'Ana Rawa). En 1988, l'endettement atteint le chiffre record de 70 milliards de dollars. 30 milliards d'entre eux, contractés auprès des pays arabes, ne seront jamais remboursés. C'est le prix du sang versé pour la défense du Golfe. 40 autres milliards touchent le reste du monde (25 milliards pour les contrats civils, 15 pour les contrats militaires, soit 5 à 6 années de revenus pétroliers). 26 milliards de dollars sont dus à la France.

Devant la détérioration de cette situation, le règlement des contentieux tarde de plus en plus. La Coface fait face aux demandes irakiennes avec une prudence extrême, sinon avec réticence. La négociation sur le rééchelonnement de la dette irakienne en 1988 se révèle particulièrement difficile. Les crédits à moyen terme et les livraisons d'armements resteront suspendus durant huit mois. Les relations jadis privilégiées des deux pays entrent dans une phase déprimante. La fin de l'année 1989 marque toutefois une légère amélioration ; le principe d'un second rééchelonnement est accepté et une nouvelle négociation s'engage. Les contacts politiques reprennent entre ministres responsables. L'Irak, pour qui la France doit rester un ami, se livre à quelques ouvertures dans le domaine économique. La crise d'août 1990 met fin à cette amorce de redressement. L'irréparable s'accomplit, entraînant une secousse profonde et grave dans l'équilibre très précaire du Golfe, dont les effets sont encore imprévisibles, renforçant la mauvaise image de l'Irak, celle d'un partenaire cruel, inhumain, en infraction permanente avec la loi internationale.

Au total, voilà vingt ans de relations privilégiées qui n'ont pas été sans profit pour les deux partenaires. L'Irak a trouvé en France, sur le plan politique comme sur le plan économique, des concours

qui lui ont permis d'être un des maillons essentiels de la stabilité dans la région. La France n'a pas seulement gagné à ce jeu d'importants contrats civils et militaires ; politiquement, elle a pu affirmer sa présence et la portée mondiale de sa politique arabe.

QUELLE POLITIQUE FUTURE ENVERS L'IRAK ?

Nul ne peut encore prévoir l'issue du présent conflit. Ce serait une erreur de faire des pronostics impossibles et prématurés. Au-delà des affrontements possibles, rappelons seulement, pour terminer, quels sont pour nous certains enjeux qu'on ne peut perdre de vue.

Le plan économique, c'est visible, est très important. Le territoire irakien reste très intéressant par sa richesse pétrolière, sans doute, mais pas exclusivement. Son potentiel pétrolier, on le sait, est l'un des plus importants du monde : 6^e producteur mondial (138 millions de tonnes), il est, de ce point de vue, à égalité avec l'Iran. Les réserves prouvées (100 milliards de barils, soit 92 ans assurés de production au rythme actuel) le placent au 2^e rang mondial (Iran, 4^e rang seulement).

Au cours des années 70, l'Irak nous a aidés à supporter le premier et le second chocs pétroliers en nous vendant des cargaisons à des prix préférentiels. Nul ne peut exclure qu'en cas de crise nouvelle provenant de l'abondance de la demande nous ayons à nouveau besoin de l'Irak. Sans doute, la crise du Golfe actuelle, on l'a abondamment souligné, n'affecte pas l'approvisionnement du monde en pétrole. Les stocks et les possibilités d'achat sont suffisants. Elle joue, en tout cas, sur les aspects financiers du problème pétrolier par la montée démentielle des prix du baril, les conséquences monétaires et boursières.

Cela ne saurait nous faire oublier que les experts prévoient une pénurie d'approvisionnement pour 1994-1995 qui peut, du fait de la crise, se poser plus rapidement. L'Irak est une des réserves sur laquelle, en raison de nos relations privilégiées passées, nous aurions pu devoir compter. Le conflit irako-iranien a stoppé, il est vrai, l'effort de développement de l'industrie pétrolière irakienne.

ralenti les travaux de prospection, freiné la modernisation des exploitations. Les puits les plus anciens, ceux de Kirkouk et de Rumailah commencent à donner des signes d'épuisement et conduisent l'Irak à mieux exploiter ses immenses réserves sur des gisements nouveaux. Conscient de ne pouvoir mener à bonne fin un tel effort de prospection et de mise en valeur, le régime baassite à la veille du présent conflit avait commencé à jeter du lest, et avait laissé présager une modification du code des investissements. Il avait fait miroiter l'octroi de contrats de sous-traitance pour la mise en fonction des nouveaux champs, puis des propositions d'achats d'huile en terre. Sous cette dernière forme, l'offre assurait une sécurité d'approvisionnement intéressante dans une conjoncture évoluant vers la baisse de la capacité mondiale. Pour différer qu'elle soit, il est vraisemblable, nécessité faisant loi, qu'elle restera valable, une fois la situation dans la région redevenue normale. Nous avons donc intérêt à être bien placés, ce jour-là, sachant que les Irakiens ne feront pas de cadeaux s'ils n'en sentent pas un motif politique.

Pour notre économie, l'Irak, au plan commercial, a été depuis vingt ans un débouché essentiel. Nous avons beaucoup investi dans ce pays, qui doit après huit ans de guerre faire face lui aussi à une tâche écrasante de reconstruction et de modernisation. Une fois réglé le problème de la dette, des secteurs comme ceux de l'infrastructure, de l'habitat, de l'agro-alimentaire, des produits intermédiaires, et pas seulement, comme on le dit trop souvent, celui des armements, devraient nous donner la possibilité d'enregistrer des excédents commerciaux, au moment où précisément, ils tentent à se réduire dans le reste du monde arabe.

L'insolvabilité actuelle de l'Irak ne doit pas être surestimée. La dette en soi peut paraître élevée, mais, comme il a été dit déjà, la moitié contractée auprès des « frères arabes » ne sera sans doute jamais remboursée. Le marché pétrolier, aujourd'hui plus porteur, la hausse du prix du baril devraient assurer à ce pays des recettes substantielles (15 milliards de dollars prévus pour 1990 sur la base d'un quota Opep de 2,9 millions de barils/jour).

L'Irak, jusqu'en juillet dernier, s'était toujours déclaré bien disposé à notre égard et souhaitait que nous tenions le rôle que ni la Grande-Bretagne, ni les États-Unis n'avaient pu saisir. Rien

n'indique que cet état d'esprit ait complètement disparu. Le réalisme bien connu des Irakiens devait jouer à ce titre en notre faveur et si c'est l'intérêt irakien, gommer les aspérités du passé.

On ne peut enfin perdre de vue le fait que la reprise des relations avec l'Irak se situera obligatoirement dans un contexte international nouveau. Déconsidérée par sa mésaventure afghane, l'URSS, affaiblie de surcroît par ses crises internes, voit son prestige dans la région singulièrement diminué. Sans doute représente-t-elle toujours une menace, mais celle-ci a changé de nature. La perestroïka pose un problème grave à Bagdad qui peut en redouter les effets contestataires. La montée des irrédentismes dans les régions musulmanes qui jouxtent la frontière septentrionale de l'Irak et en Arménie peut entraîner un réveil des minorités nationales, une relance du problème kurde. L'effondrement de l'économie soviétique que rend encore plus aléatoire le développement de la coopération industrielle.

L'ennemi héréditaire, l'Iran, frappé durement par les destructions d'un conflit de huit ans, a besoin, semble-t-il, de dix ans pour reprendre son souffle. Les nécessités de la reconstruction le conduisent à une ouverture prudente pour se ménager les concours internationaux dont il a besoin, ce qui réduit d'autant ses possibilités d'intervention à l'étranger. L'intégrisme pourtant n'y est pas mort, il continue à se répandre dans le monde arabe et appelle à la vigilance. La Syrie, à l'Ouest, autre ennemi traditionnel de l'Irak, embourbée au Liban, mène un jeu incertain et constitue un facteur de déstabilisation, grave pour la région. Les petits émirats, trop riches sur le plan pétrolier pour ne pas être convoités, mais trop inexistantes pour se défendre, ont besoin de la protection étrangère pour survivre, comme le montrent les déploiements militaires actuels.

Quelle doit être la place de l'Irak, dans ce contexte très mouvant ? Avons-nous intérêt au retour à l'anarchie, comme ce fut le cas entre 1958 et 1968, ou au maintien d'un État fort à Bagdad, comme nous paraissions le penser avant la crise d'août 1990 ? Personne, au demeurant, ne paraît croire pour l'instant à la disparition de Saddam Hussein. Son pouvoir reste fort. Grâce aux ramifications du parti Baas et aux nombreuses organisations populaires satellites, il touche les couches profondes du peuple irakien.

Vingt ans de relations franco-irakiennes

Ce dernier, qui a trop tendance à se croire la victime éternelle d'une loi internationale à deux vitesses, lui sait gré d'avoir tiré le pays de l'anarchie, d'avoir relevé son niveau de vie, d'avoir fait reculer l'Iran.

Il n'en reste pas moins que le surarmement de l'Irak pose un problème grave pour la sécurité de ses voisins.

Toutes ces raisons devraient conduire à ne pas exclure a priori, comme le recommandait récemment M. Brzezinski, la possibilité d'un accord où se combindraient le retrait irakien total ou partiel du Koweït et un éventuel règlement des problèmes financiers et territoriaux qui ont été le prétexte de l'agression irakienne.

Jacques MORIZET

Ambassadeur de France

Cumhuriyet 3 ARALIK 1990

Kontrgerilla SHP Tunceli Milletvekili Kamer Genç, Başbakan Yıldırım Akbulut'a Özel Harp Dairesi'nin çalışma sistemi ve geçmişte "askeri darbelerle" olan ilişkisini sordu. Kamer Genç, Başbakan Akbulut'un yanıtı istemiyle TBMM Başkanlığı'na verdiği soru önergesinde, Başbakanlık örtülü ödeneğinden Özel Harp Dairesi mensuplarına ödeme yapıp yapılmadığını sordu. Özel Harp Dairesi'nde kaç kişinin görev yaptığını, bunların hangi esaslar ile bu daireye alındığını, geçmiş iktidarlar döneminde bu daireye örtülü ödenekten ödeme yapıp yapılmadığını soran Kamer Genç "Yapılmışsa hangi başbakan tarafından ne kadar yapılmıştır" sorusunu yöneltti. (ANKA)

PKK operasyonu Antalya'da PKK operasyonu sürüyor. Yasadışı örgüte üye oldukları gerekçesiyle 7 kişi Emniyet Müdürlüğü ekiplerince yakalanırken Halkın Emek Partisi İl Başkanı Avukat Güven Özata'nın da savcılık tarafından ifadesi alındı. Dün nöbetçi savcılıkça yakalanan 7 kişiden 3'ü serbest bırakıldı, 4'ü ise mahkemeye sevk edildi. Antalya bölgesinde bir hafta içerisinde yapılan operasyonlar sonunda yakalanan sanıkların sayısı da 12'ye yükseldi.

Bismil'de saz çalma yasağı

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Bismil ilçesinde "Ruhsatları bulunmadığı" gerekçesiyle düğünlerde saz çalmaları yasaklanan beş grubun elemanı Kültür Bakanlığı'na başvurdu. Başvuruda yasağın bir an önce kaldırılması istenerek, "AGİK anlaşmasına imza koyan Türkiye'nin bu uygulamayla dünya kamuoyuna önünde itibar yitirdiği" savlandı.

Bismil ilçesindeki düğünlerde saz çalan Kanarya, Star, Atılım, Eamer ve Eşiyok adlı gruplar, kaymakamlık tarafından konulan "saz çalma yasağı"na tepkiyle karışıldılar. Yasağın anlamsız olduğunu vurgulayan grupların yöneticileri Muhittin Arslan, Hayrettin Satar, Şerif Levent, Zülfikar Ertaş ve Zeki Eşiyok, Kültür Bakanlığı'na başvurular. Dilekçede, "Halkın gelenek ve göreneklerini yaşatmak amacıyla hizmet verdiklerini" bildi-

ren grup yöneticileri şu görüşlere yer verdiler:

"Her grupta en az üç kişi çalıyor. Grup üyelerinin tek çalma kaynağı bu. Bildiğimiz kadarıyla hiçbir kentte böyle bir uygulama yok. Düğünlerde Kürtçe şarkı söylediklerimiz için mi böyle bir yasağın getirildiğini biliyoruz? Eğer böyleyse AGİK anlaşmasına imza koyan Türkiye bu uygulamayla dünya kamuoyuna önünde itibar yitirecektir. Birçok suç işledikten kaynaklanıyor. Kaymakamlığın ruhsat konusundaki yasağı kalkmazsa bizler de suçla itilmiş olacağız."

Bismil Kaymakamı Mehmet Kurtoglu, yasağın kesinlikle Kürtçe türkü söylenmesinden kaynaklanmadığını belirterek, "Gruplardan maliye ve emniyet müdürlüğüne kayıtlarını yaptırmak için ruhsat istedik. Kesinlikle art niyet yok" diye konuştu.

Cumhuriyet 2 ARALIK 1990

Ecevit, anayasanın 'konuşmak isteyen toplumu susturmak isteyen bir anayasa' olduğunu söyledi:

Sivil darbe ile karşı karşıyayız

Türk toplumunun askeri darbelerle genellikle 2-3 yıl katlanabildiğini söyleyen Ecevit, "Eğer seçimle sivil darbeyi ortadan kaldıramazsam umudu varsa daha uzun süre katlanabilir. Seçim sistemi bunu da engelleyebilecek nitelikteyse toplum bir gün gelir patlayabilir" dedi.

İç Politika Servisi — DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit Türkiye'de demokrasiyle bağdaşmayan anayasa ve seçim sisteminin ülkeyi bir "sivil darbe" ile karşı karşıya bıraktığını söyledi.

Ecevit, sosyal demokratların Meclis çatısı altında birleşebileceğini ifade ederek SHP ile birleşme konusunda "Millet iradesinin Meclise yansımaları önleyen bir seçim sistemine katkıda bulunan bir parti ile asla birleşmem" dedi.

Cumhurbaşkanı Özal'ın ortaya attığı başkanlık sistemi önerilerinin ciddi olarak tartışılması gerektiğini söyleyen Ecevit, Cumhurbaşkanı'nın bütün yetkileri elinde toplamasının tehlikeli olduğunu bildirdi.

Mülkiyeliler Birliği İstanbul Şubesi'nce düzenlenen "Yeniden yapılanma ve demokratik katılım" konulu sempozyumda DSP lideri Bülent Ecevit konuştu.

Ecevit, 1982 Anayasası'nın belirlediği seçim çerçevesine Türk toplumunun sığmadığını, anayasanın "konuşmak isteyen toplumu, susturmak isteyen bir anayasa olduğunu" söyledi. Seçim sisteminin de antidemokratik bir sistem olarak 'şans unsurunu' taşıdığına dikkat çeken DSP lideri Ecevit, Türkiye'nin sivil bir darbe ile karşı karşıya olduğunu öne sürdü. Türkiye'de her 10 yılda bir askeri darbe olduğunu hatırlatan Ecevit, bu konuda şöyle dedi:

"Şükür 10 yıl geçti. Bir askeri darbe olmadı. Fakat, şimdi fark etmemiz gerekir ki Türkiye bir hayli daha ciddi bir sivil darbe ile karşı karşıyadır. Türk top-

lumu askeri darbelerle genellikle 2-3 yıl katlanabilir. Ancak bu toplum sivil darbeye ne kadar katlanabilir. Eğer seçimle sivil darbeyi ortadan kaldıramazsam umudu varsa daha uzun süre katlanabilir. Seçim sistemi bunu da engelleyebilecek nitelikteyse toplum bir gün gelir patlayabilir. Bu tehlikeyi de göz önünde tutmak gerekir."

Türkiye'de hukuki demokratikleşme yerine fiili demokratikleşme olduğunu söyleyen Bülent Ecevit, tarafsızlığı reddeden bir cumhurbaşkanının milletten birliğini temsil edemeyeceğini belirtti. Ecevit, "Üstelik yapay bir çoğunlukla seçilen bir cumhurbaşkanının bütün yetkileri elinde toplamasının ne kadar tehlikeli olduğunu, Sayın Özal'ın Körfez krizindeki tutumuyla yaşadık" dedi.

Ecevit milletle TBMM arasındaki kopukluğun giderek arttığını ifade ederek kanun hükmünde kararname nedeniyle meclisin işlevsiz bırakıldığını bildirdi. Ecevit bürokrasiyle halk arasında da gözle görülür bir kopukluk olduğuna da dikkat çekerek bu kesimin yeniden yapılanması gerektiğini, bu arada yerel yönetimlere de çok daha geniş haklar tanınmasını istedi.

Konuşmasında Körfez krizindeki gelişmelere de değinen DSP lideri Ecevit, ABD'nin Birleşmiş Milletler Güvenlik Konseyi kararından sonra Irak'a karşı "barışçı" tavrının bir oyun olup olmadığını ve ne kadar gerçekçi olacağını zamanın göstereceğini bildirdi.

• Sempozyumda daha sonra

panelistlerin görüşlerine karşılık veren, bu arada dinleyicilerin 20'ye yakın sorusunu yanıtlayan DSP lideri Ecevit, sosyal demokratların "ancak Meclis çatısı altında birleşebileceği" görüşünü yineledi. Ecevit, bu konuda SHP-DSP birleşmesi sorusuna şu yanıt verdi: "Sırf millet iradesinin Meclise yansımalarını önleyen bir seçim sistemine katkıda bulunan bir partiyle asla birleşmem. SHP'nin gücü yetiyorsa adil bir seçim sistemini sağlayıp Meclise girdiklerinde sosyal demokratlar ve demokratik solcular bu kesimin iktidarını sağlayabilirler."

Erbakan'ın konuşması

RP Genel Başkanı Necmettin Erbakan, anayasanın insan haklarını koruyacak biçimde yeniden düzenlenmesi ve bu yeni düzenleme içinde dini düzenin de ayrıntılarıyla yer alması gerektiğini söyledi.

Partilerin üzerinde birleştikleri bir anayasa ortaya çıkarmaları gerektiğini kaydeden Boyner, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Daha basit kısa, öz, sadece temel hak ve hürriyetleri işleyen bir anayasa fikri kulağa hoş geliyor. Ama dikkat etmek gerekiyor. Demokrasi halkın egemenliğinin rejimidir. Ancak rejimin çoğunluğunun diktası haline gelmemesi, azınlığın haklarının korunması, çeşitli kurumlar kanalıyla olur. Parlamento kararlarının rejime uygunluğunu gözlemek rejimin çoğunluğun diktasına dönüşmesini önlemek üzere anayasa mahkemeleri kurulmuş."

YÜZYIL, 2 ARALIK 1990

ŞAM KONFERANSI

Irak'ta ABD alternatifi

Kürtlere yeni misyonlar yükleniyor. Kürdistan Cephe'nin Dışilişkiler Bürosu Başkanlığı'na Talabani seçildi. Cephe Karar Organı toplantısında PKK'ye yönelik bir tavır da belirtildi.

Sam'da 27-31 Ekim tarihleri arasında yapılan Irak Kürdistanı Cephesi toplantısında önemli siyasal kararlar alındığı açıklandı. Cephe'nin bugüne kadar savunduğu "Irak'a demokrasi, Kürdistan'a gerçek otonomi" sloganının değiştirildiği, yerine "Kendi kaderini tayin hakkı"nın benimsendiği belirtildi. Konferansta; Kürdistan Ulusal

Kurtuluş Hareketi içinde yer alan siyasi güçler arasındaki düşmanlıkların, anlaşmazlıkların, dağınıklık ve iletişimsizliğin giderilmesi; dayanışmanın, işbirliğinin ve giderek birliğin gerçekleştirilmesi amacıyla Kürdistan Ulusal Konferansı'nın toplanması için çalışmalar başlatıldığı bildirildi. Kürdistan Cephe, dört parçadan bütün güçlerin katılacağı böylesi bir Ulusal Kon-

feransı düzenleyecek bir Harzlık Komitesi'ni oluşturmak amacıyla dört parçadan Kürt örgütleriyle temaslara başladığını belirtiyor. Bununla amaçlanan yurtdışında tek siyasi temsil sağlamak, oluşturulacak böylesi bir temsilciliğin Birleşmiş Milletler toplantılarına gözlemci sıfatıyla katılmanın sağlanması olduğu belirtildi. Ayrıca Avrupa ve ABD'de faaliyet gösteren demokratik, mesleki ve kültürel amaçlı Kürt örgütlerinin bir merkezde birleştirilmeleri yönünde çalışmaların başlatılması kararına varıldığı açıklandı.

IRAKLI KÜRT PEŞMERGE silahını kime çevirecek.



Konferansı toplanması için çalışmalara başlatıldığı bildirildi. Kürdistan Cephe dört parçadan bütün güçlerin katılacağı böylesi bir Ulusal Konferansı düzenleyecek bir Harzlık Komitesi'ni oluşturmak amacıyla dört parçadan Kürt örgütleriyle temaslara başladığını belirtiyor. Bununla amaçlanan yurtdışında tek siyasi temsil sağlamak, oluşturulacak böylesi bir temsilciliğin Birleşmiş Milletler toplantılarına gözlemci sıfatıyla katılmanın sağlanması olduğu belirtildi. Ayrıca Avrupa ve ABD'de faaliyet gösteren demokratik, mesleki ve kültürel amaçlı Kürt örgütlerinin bir merkezde birleştirilmeleri yönünde çalışmaların başlatılması kararına varıldığı açıklandı.

Ote yandan Cephe Karar Organı toplantısında PKK'ye yönelik bir tavır da belirtildi. "PKK'nin Kürt örgütlerine karşı sürdürdüğü düşmanca propaganda ve saldırılardan, 'terörist' yöntemlerinden vazgeçmesi önerisinde bulunulması kararlaştırıldı" belirtildi.

Geçtiğimiz günlerde yapılan Kürdistan Cephe Toplantısı'nda Cephe Dışilişkiler sorumluluğuna getirilen Kürdistan Yurtseverler Birliği (YNK) Ge-

nel Sekreteri Celal Talabani ve diğer Iraklı muhalefet liderleri tarafından daha önce kuruluş çalışmalarının son aşamaya geldiği açıklanan geniş tabanlı Irak Muhalefet Cephesi'nin kuruluşunun gecikmesinin, cephe programı ve kuruluş bildirisinde yer alan "Şii" kavramının gruplar arasında anlaşmazlık yaratmasından kaynaklandığı bildirildi.

Suriye ve İran tarafından da desteklenildiği bildirilen, Saddam sonrası Irak'ın tek siyasi "alternatifi" olarak değerlendirilen geniş tabanlı muhalefet cephesinin karar ve yürütme organlarının da oluşturulduğunu açıklayan Talabani; 17 üyeli Cephe Merkez Karar Organı'nda beş Kürt örgütü (KDP, YNK, KDHP, PASOK ve Kürdistan İslami Hareketi) ile biri Sünni yedi İslami örgütün (Irak İslam Partisi, Irak İslami Devrim Yüksek Meclisi, Dava Partisi, İslami Emel Örgütü, Mücahit Hareketi, Cindullah) ve bağımsız bir şahsiyet olan Celal Hasan Nakip ile Irak Komünist Partisi, Irak Demokratik Topluluğu, BAAS Partisi, Irak Sosyalist Partisi temsilcilerinin yer aldığını belirtti.

Talabani, beş üyeli Cephe Yürütme Organı'nda ise; Kürdistan Cephe, BAAS Partisi, Irak Komünist Partisi temsilcileri ile İslamcı örgütler adına iki temsilcinin bulunduğunu açıkladı.

Kürdistan Cephe'nin örgütlenme alanında aldığı yeni kararlarla ilgili açıklamalarda bulunan Talabani, biri kendi liderliğinde oluşturulan Dışilişkiler Bürosu ile diğeri KDP Başkanı Mesut Barzani liderliğinde oluşturulan. Ülke Liderliği'nin cephe çalışmalarının daha da pekiştirildiğini vurguladı. Talabani, Dışilişkiler Bürosu bünyesinde uluslararası ilişkiler, basın-yayın, Irak ve Arap ülkeleri ile Kürdistan ilişkileri bürolarının oluşturulmaya başlandığını da açıkladı. Uluslararası İlişkiler Bürosu'nun bugünlerde oluşturulacak heyetlerle Avrupa, Amerika, Asya ve Afrika ülkelerini ziyaret ederek, bu ülkelerde Kürt sorununu anlatıp Ortadoğu sorunları üzerine toplanacak olan uluslararası konferans-

larda Kürt sorununun da gündemleştirilmesi isteğinde bulunacağını söyledi.

KÖRFEZ KRİZİNİN BÖLGE ÜZERİNDEKİ ETKİLERİ

Körfez'deki cepheleşme, başta "Doğu ve Güneydoğu" da olmak üzere tüm Ortadoğu'da saflaşmayı hızla etkiliyor. Kürt yoksul köylü heyeti, cephesini ABD emperyalizmine dönmüş durumda. Etkilediği güçlerde bu tavı almakta zorluk çekmiyor. Sosyalist Parti'nin mücadelesi de bu noktada etkili.

Karşı saf da belirginleşiyor. Özellikle Irak KDP'nin ve YNK'nin etkilediği güçler ve reformistler; "ABD'nin ne zararını gördük ki, ABD olsa daha iyi" propagandası içindeler. "Bir devletimiz olsun da isterse ABD desteğiyle olsun" tezlerini açıkça işliyorlar.

Bir tarafta ABD, Turgut Özal ve Kontrgerillası, Jirki, Zeydan, Sadun Ağa, Baho Ağa gibi devlete korucu vererek devlet terörünü uygulayan güçler var. HEP de Körfez politikasıyla bu cepheye yaklaşıyor. Sorunları Batı ile dayanışma halinde çözme çizgisinin savunmasını HEP yapıyor. Bu cephenin direği ABD'dir. Diğer tarafta; Ortado-



CELAL TALABANI:

ABD'ye karşı tavır kritik nokta

ğu'nun anti-emperyalist güçleri, Kürt yoksul köylü hareketi, Sosyalist Parti var. İslamcı güçlerin emperyalizme tavır alan kesimleri de tereddütlü olarak bu safta yer alıyor.

Kuzey Irak'ta ABD himayesinde bir Kürt devletinin kurulması milli duyguları okşuyor. Ancak, Kürt öncü güç-

leri, böyle bir gelişmenin Türkiye'deki Kürt yoksul köylü hareketinin terörle ezilmesi anlamına geldiğini açık bir şekilde görüyor. Yani, ilkel milliyetçilik, Kürt anti-emperyalist halk hareketini kırmayı ve ezmeyi ifade ediyor.

Körfez krizi, Ortadoğu'da milletler arasında bir savaşın değil, emperyalizm ile anti-emperyalizm arasında bir çatışmanın gündeme gelmesine yol açtı. Her milleti işbirlikçi ve anti-emperyalist güçler olarak bölüyor ve mücadeleyi ulusallaştırıyor. Bu durum da kaçınılmaz olarak enternasyonalizmi geliştiriyor. Körfez krizi bölgede milliyetçi perspektifin değil, anti-emperyalist enternasyonalist perspektifin güçleneceği bir zemin yaratmıştır.

Kürt sorunu, bölgede anahtar bir rol oynuyor. Düzenin en zayıf olduğu yer Güneydoğu. Bu düzen en zorba olduğu yerden yıkılmaya başlamış. Buna paralel olarak Kürt sorununda yeni çözümler, kaçınılmaz olarak genel bir demokratikleşme, hatta demokratik halk devrimi gerektiriyor. Kürt sorunu belli ki yeniden düzenlenecek. Başlayan devrimin köklü bir emekçi çözümlüyle mi, yoksa reformist çözümlerle mi sonuçlanacağı tarihin gündeminde.

Gumhuriyet, 2 ARALIK 1990

Yayla yasağı hayvancılığı yok ediyor

ERGUN AKSOY

HAKKÂRİ— Hakkâri ve çevresinde kasaplık et sıkıntısının başgösterdiği bildirildi. "Güvenlik" nedeniyle uygulanan yaylaya çıkma yasağı yüzünden Çukurca ilçesinde besicilerin zor günleri yaşıyor. 30 bin tinerde küçük ve büyük baş hayvanını elden çıkarıldığı öne sürüldü. Hakkâri Valisi Şahabettin Harput, "Yayla yasağının söz konusu olmadığını, et sıkıntısının da mevsimden kaynaklanabileceğini söyledi.

Hakkâri ve çevresinde güvenlik güçlerince, uygulamaya konduğu savlanan yaylaya çıkma yasağı yüzünden geçim kaynağı tamamıyla hayvancılığa bağlı olan yörede bu sektörün yok olma tehlikesiyle karşı karşıya olduğu bildirildi. Yayla yasağının yanı sıra, yine güvenlik nedeniyle sınır kesimdeki köylerin büyük bölümünün boşaltılmasının yörede hayvancılıkla uğraşan besicileri daha da güç duruma soktuğu, yayla yasağı yüzünden sadece Çukurca ilçesinde 30 bin dolayında küçük ve büyük baş hayvanının elden çıkarıldığı belirtildi.

Geçen yıldan bu yana uygulanan yasak nedeniyle Hakkâri ve çevresinde kasaplık et sıkıntısı başgösterirken Irak sınırına yakın Çukurca ilçesinde sıkıntının had safhaya ulaştığı bildirildi.

Çukurcalılar gereksinimlerinin büyük bölümünü son iki aydır Yüksekova ve Hakkâri'den karşılarken adının açıklanmasını istemeyen bir güvenlik görevlisi, bir aydır evine et girmedikçe söyledi.

Besici Mehmet Kanat kış mevsimiyle birlikte, et sıkıntısının daha da artacağını belirtti. Uygulanan yayla yasağı nedeniyle et dışında süt ve yoğurt gibi diğer hayvansal ürünlerde de sıkıntı çekildiğini belirten Kanat, "Hakkâri, Yüksekova veya Van'dan aldığımız kasaplık ete yol parasını da katarsak kilosu 30 bin lirayı buluyor. Yetkililer bu soruna bir an önce çözüm bulmalıdırlar" dedi.

Çukurca'da yedi yıldır kasaplık yapan Abuzer Ertunç da uygulanan yasaktan dolayı son bir yılda "kesimlik hayvan" bul-

madıklarını belirterek şunları söyledi:

"Bu yıl kestığımız hayvan sayısı 100'ü geçmez. Geçen yıl günde 5-6 hayvan keserdik, şimdi on günde ancak bir koyun kesebiliyoruz. Besicilikle uğraşanların büyük bölümü bu işi bıraktı; böyle giderse yörede besicilik yok olup gider."

Hakkâri Valisi Şahabettin Harput, "Yayla yasağı diye bir şeyin söz konusu olmadığını" savunarak "Yaylaya çıkışlar güvenlik güçlerinin kontrolünde gerçekleştiriliyor. Yasak yok, et sıkıntısının ise mevsimden kaynaklandığını sanıyorum. Gerçi bu konuda vatandaşlardan herhangi bir yakınma da almadık. Yörenin büyük bölümü hayvancılıkla uğraşiyor. Devletin görevi de bu vatandaşlara her konuda yardım etmektir" dedi.

Cumhuriyet
3 ARALIK 1990

HABERLER

3 ARALIK 1990

Türkiye'den insan haklarına çekinceli yaklaşım

Sözleşmeler onaylanmıyor

İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Nevzat Helvacı, Türkiye'nin bu konudaki yaklaşımının geri kalmış ülkelerin bile çok gerisinde olduğunu belirterek "Türkiye'de iktidarlara genel olarak yaptırım öngören ve yükümlülük getiren sözleşmeleri onaylamaktan kaçınıyorlar, imzalamak zorunda kaldıklarına ise çok ciddi çekinceler koyuyorlar" dedi

TURAN YILMAZ

ANKARA — Dünya, İnsan Hakları Beyannamesi'nin BM tarafından kabul edilmesinin 40. yılını kutlamaya hazırlanırken Türkiye'nin genelde insan hakları konusunda "çekinceli" bir yaklaşım içinde olduğu gözlemlendi. Türkiye'nin, altına imza koyup onayladığı insan hakları metinlerine koyduğu çekinceler, zaman zaman bu metinlerin içlerini tümüyle boşaltacak ölçüde vardı; belirlendi. Türkiye'nin bu konudaki yaklaşımını, geri kalmış ülkelerin bile gerisinde bir tutum olarak

BM tarafından 1966'da hazırlanan "Kısmel ve Siyasal Haklar Sözleşmesi" ile "Ekonomik ve Toplumsal Haklar Sözleşmesi" ni gösterdi. Helvacı, Uluslararası Çalışma Örgütü'nün (ILO) hazırladığı 162 sözleşmeden, Türkiye'nin ancak 28'ini imzalamayı onayladığını da anımsatarak ILO'nun çok önemli metinlerinden olan, genelde örgütlenme haklarının düzenlendiği 87 ve özelde kamu çalışanlarının örgütlenmesine ilişkin haklarını düzenleyen 151 numaralı sözleşmelerin Türkiye tarafından hiç imzalanmaması da bu duruma açık örnek olaylar olarak gösterdi.

Türkiye'nin bugüne değin imzalayıp onayladığı bazı önemli uluslararası insan hakları metinleri ve bunlara konulan ciddi çekinceler şöyle belirlendi:

- 1951 tarihli sığınanların statüsüne ilişkin Cenevre Sözleşmesi'ne konulan çekince ile, sadece Avrupa'dan gelenlere sığınmacı hakkı tanındı. Bu ne-

denle son dönem Irak ve İran'dan gelenler, Türkiye'den sığınmacı statüsü alamadılar.

- 1950'de imzalanıp 1954'te onaylanan Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'ne ek 1 numaralı protokolle konulan bir çekincelerle de, bu sözleşme hükümleri ile Öğretim Birliği Yasası ilkeleri arasında bir çelişki ortaya çıkması halinde, Öğretim Birliği Yasası'nın uygulanacağı belirtildi.

- 28 Ocak 1987'de tanınan bireysel başvuru hakkına ilişkin de Türkiye su 3 önemli konuda çekince koydu:

1. Süre yönünden: 28 Ocak 1987'den önceki tarihlil olaylar için başvuru olanığı tanınmadı.
2. Başvurabilecekler yönünden: Birey, birey grupları ve örgütler için başvuru hakkı tanıyan sözleşmeye bu açıdan konulan çekincelerle, Türkiye'deki kimi örgütlerin bu haktan yararlanmaları önleildi. Derneklere, sendikalara ve meslek örgütlerine bu yol kapatılınca kişiler

arasında da TC Anayasası'nın uygulandığı sınırlar içerisinde yaşamaya koşuşturma getirilerek bir sınırlamaya gidildi.

3. Başvurabilecek konular açısından: Askere ve sığınmacıların yanı sıra anayasasının kimisi ile olgusalist hale ilhakın konular için de başvuru yolu kapalı tutuldu. Tüm bu çekinceler, bu başvuru hakkını kullanılmaz hale getirdiği savunuldu.

- 1988'de imzalanan İşkenceye Karşı BM Sözleşmesi'nin 30. maddesine konulan bir çekince ile Lahay Adalet Divanı'na başvuru yolu kapatıldı.

- 1961 tarihli Avrupa Sosyal Şartı'nın da çalışmaya başlamasına ilişkin önemli düzenlemeler içeren 5 ve 6. maddelerine konulan çekincelerle, sözleşmenin hemen hemen içi boşaltıldı. Bu maddeler, toplu pazarlık ve grev hakkı ile sendika kurma hakkına ilişkin düzenlemeler içeriyordu.

- 1990'da bizzat Cumhurbaş-

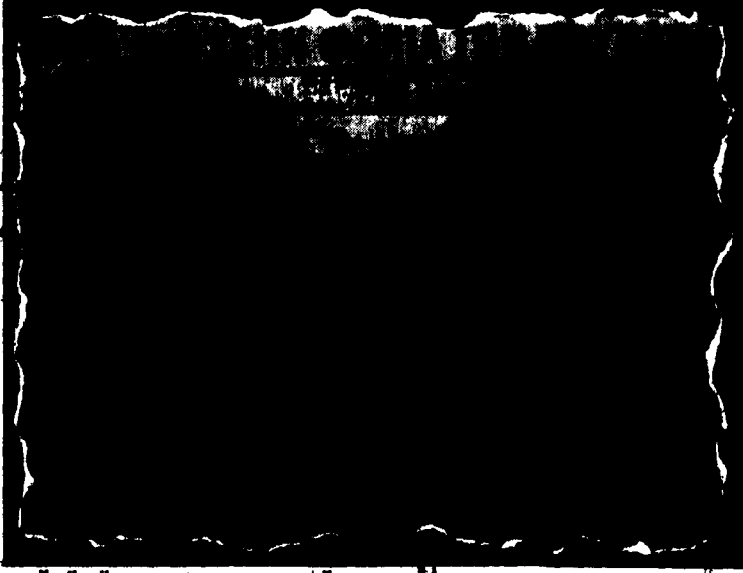
kanı Özal tarafından imzalanan Çocuk Hakları Sözleşmesi'nin de 3 maddesine çekince konuldu. Sözleşmenin 17, 29 ve 30. maddelerine konulan çekincelerle, çocuğun kendi ana dilinde eğitiminin yapılabilmesi, kültürel ve zihinsel gelişiminin sağlanabilmesi ve kendi dilinden haberleşme olanaklarından yararlanabilmesi ile yine kendi azınlık dili ve dinini öğrenip geliştirme olanakları ortadan kaldırılıyor.

- Yine 1990'da İnsan Hakları Divanı'nın zorunlu yargı yetkisi tanındı. Buna herhangi bir çekince konulmadı. Ancak Helvacı, bu hakın kullanılmasının bireysel başvuru hakkına konulan çekincelerle birlikte değerlendirilmesi gerektiğini söyledi.

Türkiye, İşkenceye Karşı Avrupa Sözleşmesi'ni ise herhangi bir çekince koymadan benimsedi. Bu sözleşmenin bir maddesi, "Bu sözleşmeye çekince konulamaz" hükmünü içeriyordu.

Tercüman, 2 ARALIK 1980

► Bölücü örgüte, omuz verdiler



BÖLÜCÜLER, RUMLAR'IN GÖZBEĞİ: Rum televizyon ve basını karışık katil PKK bölücülerini kahramanlar gibi takdim ediyorlar. Elleri kanlı iki tarafın da ortak özelliği Türk düşmanı olmaları.

Rum-PKK işbirliği

- Kıbrıs Rum milletvekilleri Suriye denetimindeki Lübnan'ın Bekaa Vadisi'nde bulunan kampları gezdiler ve bölücülere alkış tuttular
- Milletvekillerinin gezisine katılan televizyon ve gazete muhabirleri çekimler yaptılar ve canilerin gösterilerini yayınladılar

L EFKOŞE, (Tercüman)- Türk düşmanlığı yapmak için hiçbir fırsatı kaçırmayan Kıbrıs Rum yönetimi, bu defa da Güneydoğu Anadolu'yu kana bulayan katiller topluluğu PKK'yı, kendi amaçları için kullanmayı planlıyor.

Türkiye aleyhinde faaliyet gösteren bölücü örgütlere sahip çıkan Kıbrıs Rum yönetimi, bu şer güçle daha sıcak ilişkiler kurma kararı aldı.

Rum yönetiminin bu yaklaşımını takiben, bir grup Rum milletvekili, Kıbrıs Rum kesiminde bulunan "Kıbrıs Kürdistan'la Dayanışma Komitesi"nin davetlisi olarak Suriye'ye gitti ve Bekaa Vadisi'ndeki PKK askeri karargâhıyla kampını ziyaret etti.

Örgüt lideri Abdullah Öcalan (Apo) ile örgütün diğer yöneticileriyle görüşme imkânı bulan Rum milletvekilleri heyeti, "PKK ve Kürt halkının özgürlük mücadelesine"

Kıbrıs Rum meclisinin siyasi desteğini ilettiler. DİKO, komünist AKEL, ADİSOK ve Sosyalist EDEK Partisi'nden Andreas Panayotu, Dimitris İlyadis, Hristos Petas ile Hristos Hristofidis adlı milletvekillerinin oluşturduğu heyetle birlikte, bir grup Rum gazeteci ve TV ekibi de ziyarete katıldı.

Rum milletvekillerinin Bekaa Vadisi'ne yaptığı ziyarette ilgili özel bir program yapan Rum televizyonu, PKK karargâhında çektiği görüntüleri yayınlarken, kampta sene-de yaklaşık bin kadar gerillanın eğitilmekte olduğunu ve bunların büyük bir bölümünü

14-16 yaş arası çocukların oluşturduğunu duyurdu. Kamptaki askerî eğitimin çok sıkı ve disiplinli olduğunu belirten Rum televizyonu, PKK yetkililerinin kampı ziyaret eden Rum heyeti için özel bir tatbikat düzenleyerek kendilerine canlı görüntüler çekme imkânı sağladığını da kaydetti.

Rum gazeteleri de konuyla ilgili haberlere geniş yer vererek Rum milletvekilleriyle birlikte Bekaa Vadisi'ndeki PKK kampına giden muhabirlerinin röportajlarını çarpıcı başlıklarla yayınladılar. Rum gazeteleri, "Kürt gerillaların Kürdistan'ı Türk işgalinden kurtarmak için mücadeleye kararlı olduklarını" yazdı.

"Bölünme bitsin"

Öte yandan, ABD'nin yeni Kıbrıs Büyükelçisi Robert Lamb, adadaki mevcut durumun devam etmesinin, "kabul edilemez" olduğunu bildirerek, iki taraf arasında bir anlaşmaya varılması için destek vaadinde bulundu.

Lamb, önceki gün Rum lideri Vasiliu'ya itimat mektubunu sunarken yaptığı konuşmada, "Bu güzel adanın iki toplumunun bölünmüş hali Kıbrıs'ın dostlarını üzmektedir. Bölünme sürdükçe, Kıbrıs halkları dünya kamuoyunda istediği yeri almakta zorlanacaktır" dedi.

Hürriyet, 2 ARALIK 1980



Ertan ANL

Peşmerge liderine insan hakları ödülü

DIYARBAKIR Mülteci Kampı sorumlularından Ekrem Mal'ye, Irak'ın yürüttüğü kimyasal saldırı sırasında, Peşmergelerin kurtarılmasında gösterdiği çabalardan ötürü, Amerika'daki Reebok Foundation Vakfı tarafından İnsan Hakları Özel Ödülü verildi. Irak Kürdistan Demokrat Partisi lideri de olan Mal, 25 bin dolar (yaklaşık 71 milyon lira) para ödülü alacak. 9 Eylül 1980 tarihinde buldukları kampı ziyaret eden SHP Genel Başkanı Erdal İnönü ile de görüşen Ekrem Mal'ye, 15 Aralık'ta Boston'da düzenlenecek ödül törenine katılması için özel seyahat izni verildiği öğrenildi. Aynı ödüle Ekrem Mal ile birlikte İsrail'de bulunan bir Filistinli ile Küba'da tutuklu bir kişinin de layık görüldüğü öğrenildi. Mal, "Bizim tek çabamız, insanca yaşayabilmek. Türkiye'de hayabımız kurtuldu. Şahsında, halkıma gösterilen ilgiden ötürü büyük mutluluk duyuyorum" dedi.

Hürriyet, 4 ARALIK 1990

Cizre'de işsiz sayısı artıyor

Ramazan İMRAĞ,

CIZRE (hha)

ŞIRNAK'ın Cizre İlçesi'nde Habur sınır kapısının ulaşımına kapatılmasından sonra, işsizlik büyük boyutlara ulaştı. Yöre halkı, Körfez krizinin başlamasından sonra bölgede büyük bir iş

● Irak'ın Kuveyt'i işgal ve ilhaki ile başlayan krizden sonra, Habur sınır kapısının nakliyata kapanması ile birlikte bu yöredeki ilçelerde de işsizlik had safhaya ulaştı...

sizlik bunalımının yaşandığını söylediler.

Irak'ın Kuveyt'i işgal ve ilhakından sonra, Şirnak'ın Silopi İlçesi yakınlarındaki Habur sınır kapısının kapanması ile birlikte bu bölgedeki ilçelerde işsizlik büyük bo-

yutlara ulaştı. Yöre halkının büyük bir kısmının nakliyatçılık yaparak geçimini sağladığını söyleyen Belediye Başkanı Haşim Haşimi, devletin bu yöredeki vatandaşlara yardım etmesi gerektiğini söyledi. Başkan Haşimi, ilçedeki vatandaşların çoğunluğunun uluslararası nakliyat firmalarında çalıştığını, kapının kapanması ile iş trafiğinin durduğunu, ilçelerdeki işyerlerinin kapatıldığını, tarihi İpekyolu'nun işlemez hale geldiğini söyledi. Körfez krizinin ardından Habur sınır kapısının kapanması ile işsiz kalan vatandaşlar, umutlarını Olağanüstü Hal Bölge Valiliği kapsamındaki illerde dağıtılacak 90 bin kişilik memur ve işçi kadrosuna bağladı

Hasköy, belediyelik oluyor

RAMAZAN DEMİR (USAK (hha)

USAK'ın Ulubey İlçesi'ne bağlı Hasköy'ün belediyelik olduğu açıklandı. Köy Muhtarı İbrahim Türker, belediye yapılı müracaatlarının kabul edildiğini belirterek, "27 Ocak'ta referandum yapılacak" dedi.

Köy nüfusunun 2993 kişi olduğunu belirten Hasköy Muhtarı İbrahim Türker, "Bir süre önce köyümüzün belediyelik olması için kaymakamlık aracılığı ile İçişleri Bakanlığı'na başvurduk. 350 haneli köyümüz, belediyelik olabilmek için nüfus barajını aştı. Tek istediğimiz köyümüzün belediyelik olması" şeklinde konuştu.

6 ilde PKK operasyonu

Ali Fuat DUATEPE

PKK'nın kitlesel eylemlere girişeceğinin öğrenilmesi üzerine Milli İstihbarat Teşkilatı (MIT) yönetiminde, İstanbul, Mersin, Adana, Ankara, Antakya ve İzmir'de seri operasyonlar yapıyor.

İstihbarat yetkililerinden alınan bilgiye göre, Aralık ve Ocak ayları içerisinde PKK'nın "kitlesel eylemlere" girişeceğini haber alan terörle mücadele ekipleri çalışmalara başladı. İstihbarat birimlerinin yaptıkları çalışmalar sonucunda, PKK'nın, bu eylemler için eğittiği militanlarını Hatay'dan Türkiye'ye sız-

● İstihbarat kaynaklarının, PKK'nın kitlesel eylemler başlatacağı haberleri üzerine düzenlenen operasyonlarda yaklaşık 250 kişi gözaltına alındı

dırarak, İstanbul, Mersin, Adana, Antalya, Antakya ve İzmir'e gönderdiği saptandı.

Bunun üzerine, MIT yönetiminde bu illerde polis seri operasyonlara başladı, yaklaşık 250 kişi gözaltına alınarak sorgulanırken, baskın yapılan evlerde ele geçirilen şifreli notlar da incelemeye alındı.

Yapılan değerlendirmeler sonrasında, PKK militanlarının, liderleri Apo'dan gelecek direktifler sonrasında eyleme geçecekleri belirlendi. Bunun üzerine, çalışmalarını hızlandıran İstanbul siyasi polisi, Ümraniye, Kartal, Aksaray

ve Küçükçekmece'de yaklaşık 40 kişiyi gözaltına aldı. Gözaltına alınan 40 kişiden 30'u, ilk ifadelerinden sonra serbest bırakılırken, aralarında PKK'nın Avrupa sorumlularından olduğu bildirilen bir kişinin de bulunduğu 10 kişi için İstanbul DGM Savcılığı'ndan ek süre istendi.

Gözaltına alınan sanıkların üzerlerinde ve evlerinde de yapılan aramalarda bir adet tabanca ile çok sayıda örgüt sel doküman ve şifreli telefon numaraları ile bazı adresler ele geçirildi. Ele geçirilen şifreli adreslerden bazılarının PKK itirafçılarına ait olduğu

öne sürüldü. Bu arada, gözaltında tutulananlardan birisinin adının Cumali Gökalp olduğu öğrenildi.

Polis yetkilileri, düzenlenen operasyonlarla ilgili ayrıntılı bilgi vermezken, üst düzey bir istihbarat yetkilisi, İstanbul'daki operasyonun, diğer illerle bağlantılı olduğunu söyledi. İstanbul'da yakalananlar arasında, Yunanistan sınırından kaçak olarak Türkiye'ye giren üst düzey bir örgüt yöneticisinin de bulunduğunu öne süren istihbarat yetkilisi, "Çalışmalarımız önümüzdeki birkaç gün içinde tamamlanacak. Sanıklar adliyeye gönderilmeden önce geniş bir açıklama yapılacak" diye konuştu.

Hürriyet, 5 ARALIK 1990

İstanbul'da polis PKK'lı avında

- Bir "buluşma" sırasında güvenlik kuvvetlerinin elinden kaçmayı başaran PKK Marmara Bölge Sorumlusu "General Zindar" kod adlı Alaaddin Kanat'ı yakalamak üzere polis seferber oldu.
- Kanat'ın, İstanbul'da itirafçı PKK militanlarının öldürülmeleri için plan yaptığı öne sürüldü. Bu arada bazı hücre evleri basan polis, örgütün İstanbul Sorumlusu dahil 10 militanını yakaladı.

Emin DEMİREL
İSTANBUL, (Hürriyet)

KANLI terör örgütü PKK'nın başta İstanbul olmak üzere, Marmara illerinde örgütlenmesini sağlamak üzere girişimlerde bulunan Marmara Bölge Sorumlusu "General Zindar" kod adlı Alaaddin Kanat'ı yakalamak için, İstanbul Polisi seferber oldu. Düzenlenen operasyonlar sırasında, örgütün İstanbul Sorumlusunun da aralarında bulunduğu 10 PKK militanı, silahlarıyla birlikte yakalandı.

Siyasi Şube ekipleri tarafından başlatılan PKK operasyonu sırasında örgütün üst seviye yöneticilerinin İstanbul'a geldiği belirlendi. Daha önce bir "buluşma" sırasında güvenlik kuvvetlerinin elinden kaçmayı başaran

PKK Marmara Bölge Sorumlusu "General Zindar" kod adlı Alaaddin Kanat'ı yakalamak için ekipler, gece gündüz baskınlarına başladı. Ortaköy, Dereboyu Caddesi'nde kısırılan teröristlerle Siyasi Şube ekipleri arasında çıkan çatışma sonrası örgütün İstanbul Sorumlusu ele geçirildi. Operasyonları sürdüren polis Ümraniye, Kartal, Avcılar, Beşiktaş ve Gebze'de hücre evlere baskınlar düzenledi. Yetkililer, yakalanan militanlar arasında Ümraniye'de meydana gelen bir cinayet sanığının da bulunduğunu belirttiler. Örgüt içerisindeki ayrılıktan dolayı Abdullah Öcalan ile ters düşen Alaaddin Kanat'ın, Apo'ya girin gözükmek için İstanbul'da bazı PKK itirafçılarının öldürülmesini planladığı öne sürüldü.

'Teröristler dindar görünmeye çalışıyor'

- Diyarbakır Kültür Sarayı'nda düzenlenen toplantıda konuşan Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, teröristlerin din maskesi altında faaliyet gösterdiğini söyledi.

Eyüp KAÇAR
DİYARBAKIR, (hha)

OLAĞANÜSTÜ Hal Bölge kapsamındaki il ve ilçelerde görev yapan müftü ve vaizlerin katıldığı bölge toplantısında konuşan Diyanet İşleri Başkanı Prof. M. Sait Yazıcıoğlu, hutbelerde yanlış konulara değinildiğini söyledi.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, toplantıda taraftar kaybetmeye başlayan teröristlerin dine yöneldiğini belirtti. Kozakçıoğlu, şöyle dedi: "Teröristler daha önce, ibadet eden kendi militanlarını dahi öldürüyorlardı. Ancak taraftar kaybetmeye başlayınca, dindar görünmeye başladılar. Bir taraftan dindar görünürken, diğer taraftan öğretmenleri öldürü-

yorlar, camileri bombalayıp yıkıyorlar."

HUTBELERDE YANLIŞLIK

Camilerde verilen hutbelerde zaman zaman Körfez krizi ve benzeri konulara değinildiği yolunda şikâyetlerin kendilerine geldiğini belirten Diyanet İşleri Başkanı Prof. Mustafa Sait Yazıcıoğlu, hutbelerde bu tür olay konulara değinilmesinin doğru olmadığını söyledi. Yazıcıoğlu, şöyle konuştu:

"Hutbelerde değişik konulara değinildiği şeklinde şikâyetler geliyor. Bu bizim dışımızdadır. Vatandaşlarımız dini konularda eğitmek yerine, lastik gibi her tarafa çekilebilen konulara girmeye gerek yoktur. Sivri konulara girilmesin."

Cumhuriyet

5 ARALIK 1990

Güneydoğu'da operasyon

DİYARBAKIR (AA) — Bingöl'ün Genç ilçesinde güvenlik kuvvetlerinin sürdürdükleri aramalar sırasında bir teröristin cesedi bulundu. Batman, Mardin ve Van'daki operasyonlarda da teröristlere yardım, yataklık ve kuryelik yaptıkları bildirilen 34 kişi yakalandı. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan

açıklamaya göre genç ilçesinin kırsal kesiminde arama çalışmalarını sürdüren güvenlik kuvvetleri toprağa gömülmüş bir teröristin cesedini buldular. Kendiliğinden güvenlik kuvvetlerine teslim olan bir teröristin beyanları doğrultusunda yürütülen operasyonlar sonucunda Batman'da 7, Mardin'de 14 ve Van'da 13 olmak üzere 34 kişi yakalanarak adli mercilere sevk edildi.

Cumhuriyet

5 ARALIK 1990

Anadili Yasası Üzerine...

Türkçenin, resmi dil olduğu kadar ulus ölçeğinde toplumsal anlaşma dili (ve bu anlamda) "üst dil" olması, ulus ölçeğinde anlaşma dili olmayan anadilleri yokumsamanın, yadsımanın nedeni olamaz.

MUZAFFER İLHAN ERDOST İHD Ankara Şube Başkanı

"Türkçeden Başka Dillerde Yapılacak Yayınlar Hakkında Kanun" ile "Türk devleti tarafından tanınmış bulunan devletlerin resmi dilleri dışındaki herhangi bir dille düşüncelerin açıklanması, yayılması ve yayımlanması" yasaklanmaktadır. (madde 2)

Gene bu yasaya göre "Türk vatandaşlarının anadili Türkçedir" (madde 3) ve "Türkçeden başka dillerin anadili olarak kullanılmasına ve yayılmasına yönelik her türlü faaliyette bulunmak yasaktır." (madde 3/a) (*)

1961 Anayasası'nda yer alan "Türkiye devleti, ülkesi ve milletleriyle bölünmez bir bütündür. 1982 Resmî dil Türkçedir" (madde 3) anlatımı, 1982 Anayasası'nda, "Türkiye devleti, ülkesi ve milletleriyle bölünmez bir bütündür. Dili Türkçedir" biçimine dönüşmüş olmakla birlikte, bu, "Türkiye devletinin dili Türkçedir" diye okunmakta, bundan da ancak resmi dilin Türkçe olduğu anlamı çıkmaktadır.

Ne var ki söz konusu yasa tasarısı Danışma Meclisi'nde görüşülürken Komisyon Başkanı, 1982 Anayasası'nda yer alan "Türkiye devleti (nin) dili Türkçedir" sözlerinden, "Halkımızın konuştuğu anadilin Türkçe olduğu"nun "açık ve kesin bir şekilde ifade edildiği" sonucuna çıkarır. Yasa, anayasal dayanağını bu yorumdandır.

(Resmî dilin Türkçe olması anlamında) "Türkiye devletinin dili Türkçedir" sözlerini, halkımızın konuştuğu anadilin Türkçe olduğu biçiminde anlamak olanaklı değildir. Hele, ana-

ğinde toplumsal anlaşma dili (ve bu anlamda) "üst dil" olması, ulus ölçeğinde anlaşma dili olmayan anadilleri yokumsamanın, yadsımanın nedeni olamaz. Pazarda ya da gündelik yaşamda bir araya gelen, diyelim bir Kürt ile bir Çerkez'in ya da bir Yahudinin, kendi anadilleriyle değil, Türkçe ile anlaşmaları da Türkçe dışındaki anadilleri, yasa ile yok saymaya neden oluşturmaz.

İnsan doğadan dil değil, ancak konuşabilme yeteneği almıştır. İnsan toplulukları, dillerini, gelişmeleri sürecinde üretmişlerdir. Topluluğun sürekliliğini dilin sürekliliğiyle sürdürmeye yarayan olan çocuk, topluluğun dilini öğrenirken bu dili, doğrudan doğadan almış gibi görürüz. Çünkükü nasıl kendi istenci (iradesi) dışında doğal koşulların bir ürünü olarak yaşama gelirse dili de onun istenci dışında ve tarihsel süreci içinde belirlenmiştir. Bu nedenle çocuğun dili, ananın dili, yani rahmin dili olmaya yargılıdır. Ailenin konuştuğu dil Türkçe değilse, çocuğun doğal olarak edineceği dil, yani anadili, aynı çocuk Türkiye Cumhuriyeti yurttaşlığı için bu nedenele, Türkçe olarak nitelenebilir mi?

Ulusun, iletişim ve ulaşımın gelişmesine koşut olarak kapitalizmin safak vaktinde oluşmaya başlayan tarihsel bir kategori olduğu bilinir. Modern ulus, özgür bireylerin, sivasal ve ekonomik olarak oluşturdukları örgenlenmiş birliklerdir. Kendisinden önceki birliklere (ya da devletlere) göre yalnızca biçimsel bakımdan değil, iç oluşumu bakımından da yeni ve daha üstün bir birliktir. Bu yeni birliğin (ulus birliğinin) oluşmasında, çatışmanın çatılmasında, belirli bir soy/kavim belirleyici rol oynamış ve ulus birliğine bu soyun/kavmin adı verilmiş olsa da ulus, artık bir soy birliği ya da bir kavim birliği değildir. Türkiye Cumhuriyeti de bu anlayış üzerine kurulmuştur.

Bir ulusun üyesi olmak için nasıl aynı soydan/ırktan olmak zorunluğu yoksa, aynı dilden olma (anadilin aynı olması) zorunluğu da yok-

tur. İrk birliği ile ulus birliğini özdeşlemek, yeni ve modern bir birlik olan ulus birliğini, irk birliğini temel alan ilkel ve gerici bir zırt için sokmak demektir. Bir ulusun üyesi olmak; soy işi değil, bilinç işidir; biyolojik değil, tinsel bir gerçektir.

"Türkçeden Başka Dillerde Yapılacak Yayınlar Hakkında Kanun"un, düşüncelerin özellikleriyle Kürtçe açıklanması ve yayılmasını yasaklamak amacıyla çıkarıldığı bilinmektedir. Gene bu yasanın dayandırıldığı, "Düşüncelerin açıklanması ve yayılmasında kanunla yasaklanmış olan herhangi bir dil kullanılmaz" (madde 26) ve "Kanunla yasaklanmış olan herhangi bir dille yayınımla yasaklanmaz" (madde 28) hükümlerinin, 1982 Anayasası'na aynı özel amaçla konduğu da bilinmektedir.

Kürtçe ile düşüncelerin açıklanmasını ve yayılmasını yasaklayan bu yasanın, ülke bütünlüğünü korumak altı düşüncesiyle çıkarıldığı, yasa gerekçesinde de belirtilmektedir.

Boyle bir yasaklama, anayasanın eşitlik ilkesine ve Birleşmiş Milletler bildirgelerine aykırıdır. Anadilleri yasaklayan yasanın, demokratik ve özgür bir topluma çalıştığı ileri sürülenler salt bu düşünceleri nedeniyle açık ya da örtülü olarak, ülkenin bölünmesini bir alt düşünce olarak içinde taşımakla suçlanmaktadır.

Ülke bütünlüğünü korumak için anadilleri yasaklamanın yanlış olduğu, pratik yaşamın somut sonuçlarından çıkarılabilir. Bunun gibi salt, bu yasaklamanın yanlış olduğunu ve demokratik bir yönütem olmadığını söyleyenlerin, ülkeyi bölme düşüncesiyle davranışlarını ileri sürmek de doğruların yanısırdan uzak olduğu kadar, demokratikleşme arayışları üzerinde baskıcı bir tehdit kabuğu oluşturmaktadır.

(*) 13.10.1983'te kabul edilen 2932 sayılı bu yasaya göre: "3'üncü maddenin (a) bendi ile yasaklanan hususlarda her ne suretle olursa olsun faaliyette bulunulan haklarında, filleri başka bir suç oluştursa bile ayrıca bir yıldıan üç yıla kadar hapis (...) cezası hükümlenir." (madde 4/b).

Kontrgerilla: Öncesi-Sonrası

Bu işkenceci ekipleri kimler oluşturuyordu? İşkence yapılan tüm ilericilere işkencecilerin asker oldukları sanısı verilirken kontrgerilla, Özel Harp Dairesi, MİT sözcükleri ile de kavram karışıklıkları yaratılarak dehşet saçılmak isteniyordu.

SUPHİ KARAMAN

Birkaç yıldır toplumun gündemi bir kişi tarafından saptanmaktadır. Ekonomik, siyasal, toplumsal tüm olaylar kendi içeriklerindeki dinamiklere ve oluş zamanlarına uygun bir sıralama ile diyaloglarını sürdüreceklerine çoğu kez bir esasa dayanmayan, şaşırtıcı, sonucu her zaman boş çıkan, yapay dürtülerle hedef sapıyordular. Böylelikle toplumun dikkatleri başka yönlere çekilirken "an alan Üsküdar'ı geçiyor". Muhalefeti, ana muhalefeti ile tüm siyasal partiler, kamuoyunu oluşturacak olan basın ve tüm öbür kurum ve kuruluşlar gündemin sıralamasına hiçbir katkıda bulunmuyorlar. Tek seçici tarafından oluşturulan "senaryo"da ancak birer figüran gibi kalıyorlar.

İşkenceci: "Biz kontrgerillayız!"

Son aylar içerisinde ilk kez farklı biçimde bir gündem oluştu. Dışarıdan yankılanan bir olay hem de bir yanda savaş olasılıklarının alabildiğine yoğunlaştığı, öte yandan AGİK'in silahsızlanma, barış, insan hakları ve demokrasi vaat eden olumlu sonuçlarının sindirilmeye çalışıldığı gündemine çıktı. Sözü edilen konu, dışarıda patlak veren Gladio'ya dayalı olarak yeniden ortaya çıkan kontrgerilla olayıdır. Üzerindeki tartışmalar gündemdir sürüyor. Kimileri geçmişte yüklenicileri görev ve sorumluluklarının gereği olarak "yasaldır", "Yurt savunmasının bir gereğidir" diyerek adı geçen kuruluşları koruyorlar, toz kondurmuyorlar. Ama olayın bir zamanlar iç politikada ağır işkencelere varan yönünü, topluma mal olan acılarını, birikimlerini görmeyen geliyorlar. Kimileri de ya olayı küçültmeye çalışarak saptırıyorlar ya da kanıtları yeterli derecede ortaya koymuyorlar, koyamıyorlar. Asıl ile ayrıntıyı birbirine karıştırıyorlar. Bağcıyı dövmüyorlar, üzümü de yiyemiyorlar!..

ğini yıkmaya, karşılıklı güven duygularını çökertmeye çalışıyorlardı. 12 Mart'ın ve 12 Eylül'ün yüzyesnel ve gerici generalleri için bu noktayı kavrayamadılar. Kültürleri ve zekâları buna yetemedi. Yirmi yıl geçtikten sonra görüldüğü ki tertipler işkence odalarında ve sıkıyönetim uygulamalarında amaçlarına ulaştılar.

Hızlanan sömürü ve yağma

1961 Anayasası'nın özgürlükçü ortamında hal-hal ülke sorunlarına dayalı uyanışı hızlanırken, "Türkiye'nin Düzeni"ne ilişkin iç ve dış sömürünün anatomisi siyaset ve bilim arenasında iridelenirken, insan haklarına dayalı sosyal hukuk devleti ve demokrasi geliştirilmeye çalışırken Kemalizme ve 27 Mayıs'a karşı fesat şer cephesi de cadı kazanlarını kaynatmaya koyuldu. Her yeni ve ileri atılımı "komünistlik" diye suçlayan gerici akım, milliyetçilik paravanasının arkasına saklanınca da düşün ve ekin derinliği olmayan yüzyesnel yöneticileri uzun yıllar içinde etkisi altına aldı. Gerici saldırılar ve karşı koymalar karşı ikiliğinde tükte terörizm düştü. Yöneticiler elinde 12 Mart ve 12 Eylül çıkmazlarına ve geri dönüşlerine girdi. Demokrasi rafa kaldırıldı. Sömürü ve yağma hızlandı. 12 Eylül döneminde Atatürk'e bağlılığın kanıtı bir torba çimentoya indirgenirken geliştirilen "Rabita" ilişkileri ile de onur kırıcı yollara girildi.

Sosyalistlerin soluk alışverişlerini dinleme girişimleri kısa bir süre sonra sıkıyönetim soruşturmalarında emniyet müdürlüklerinin "DAL" gruplarında, hücrelerde, Ziverbey Köşkü mahzenlerinde tüm ilericilere uygulanan işkencelere dönüştü. İşkenceciler 12 Mart ve 12 Eylül rejimlerinin belirgin niteliklerini tarhe tescil eden simgeler oldular.

Bu işkenceci ekipleri kimler oluşturuyordu? İşkence yapılan tüm ilericilere işkencecilerin asker oldukları sanısı verilirken kontrgerilla, Özel Harp Dairesi, MİT sözcükleri ile de kavram karışıklıkları yaratılarak dehşet saçılmak isteniyordu. Şimdi görüldüğü ki bu dehşet çemberini, zamanlarında kimi başbakanlar da aşamamışlar ya da görmezlikten gelmişler, farkında olamamışlar.

Kontrgerilla ve Özel Harp Dairesi'ne ilişkin yıllardır süren tartışmalar son günlerde yeniden yoğunlaşmıştır. Şimdi bazı açıklamalarda da ilk kez önemli ipuçları ortaya çıkmıştır. Önemiz ve yapay pek çok demecin arasında "kıymetli harbin yisesi" olan açıklamalar da yapılmıştır. Sarıyayın Sülleyman Genç ve Kemal Anadolu'nun söylediklerinde ipuçları vardır. İşkenceyi bizzat yaşa-

yan Sayın Talat Turhan bu konuda ki bilgilerin odak noktasıdır. Eski Başbakan Sayın Bülent Ecevit'in çok ilgi çekici açıklamaları ise işkence ve kontrgerilla-Özel Harp Dairesi sorununu siyaset alanındaki artık örtbas edilemeyecek bir konuma getirmiştir.

Son çeyrek yüzyıl içinde demokrasimiz, işkencecilerin ve kontrgerillanın saldırısına uğramıştır. Saldırıları vardır, saldırtanları vardır. İnsan hakları, hukuk ve özgürlükler çiğnenmiş, silahlı kuvvetlerimiz ağır suçlama (itham) altında bırakılarak yurt savunması ilkelere zarar verilmiştir. Geçmişte bu tür kirli tertiplerin işkencelerden ayrı olarak solda ve sağda provokasyonlar yapmak, faili meçhul cinayetleri desteklemek gibi karanlı işlere karıştırları izlenimleri yaygındır. Kanlı 1 Mayıs, Kahramanmaraş, Çorum olayları, Ecevit'e karşı suikast girişimi, 11 Eylül bombalı pankart tertiplerinin (!) 12 Eylül döneminde de dipleri bulunamamış, üzerlerindeki kuşkular dağıtılamamıştır. Bu kirli tertiplere alt ve üst düzeyde sorumlular vardır. Bu tertiplere alet olmuş yüzyesnel kafalı ve ruhsuz yöneticilerin sorumlulukları vardır. Zamanlarında bunları ortaya çıkaramayan, örtbas eden vurdumduymaz ve beceriksizlerin de sorumlulukları vardır.

Sonuç

Son bir yıl içinde Çetin Emeç'ten Muammer Aksoy, Turan Dursun ve Bahriye Üçok'a değin sıralanan cinayetlerin karanlılık kalması ve geçmiş olaylara benzerliklerinin, yeni bir karanlılık dönemin hazırlanıp yapıldığı kuşkusunu uyanıdırması boşuna değildir.

Demokrasimizin yaşamsal varlığına kavuşturulması, insan hakları ve özgürlüklerin egemen kılınması, insanlığın yüce onuruna saygı ve Silahlı Kuvvetler'in işkence suçlamalarından arındırılması, her şeyden önce sorumluların ortaya çıkarılmasına, maskelerinin yırtılmasına bağlıdır. İşkenceciler bir kez ortaya çıkarılınca her şey açıklığa kavuşturulacak, örgütsel öbür ilişkiler de rahatlıkla çözülecektir. Bundan sonra kontrgerillanın, Özel Harp Dairesi'nin, MİT'in, emniyet kuvvetlerinin, öteki kurum ve kuruluşların, partilerin ve kişilerin de (varsa) ilişkileri kolaylıkla bulunacaktır.

İktidar ve muhalefeti ile bugünkü TBMM'yi tarihsel bir görev bekliyor. Konu el ve gönül birliği ile araştırılmalı ve ortaya çıkarılmalıdır. Sorumluluk burada bitirilmeli ve artık geleceğe taşınmamalıdır. Eğer demokrasiye geçekten inanılmıyorsa ve insan haklarına saygı varsa...

Hürriyet 6 ARALIK 1990

Gazeteci Anter'e tutuklama kararı

DIYARBAKIR (hha)

İNGİLTERE'de Türkiye aleyhinde ve milli duyguları zayıflatma amacıyla propaganda yaptığı gerekçesiyle, gazeteci-yazar **Musa Anter** hakkında, Diyarbakır DGM tarafından gıyabi tutuklama kararı verildi.

İngiliz televizyonunun dördüncü kanalında, Güneydoğu sorunuyla ilgili olarak 13 Kasım 1990

günü yayınlanan programa, konuk olarak katılan 80 yaşındaki **Musa Anter**, çeşitli konularda görüşlerini açıkladı. Programın yayımlanmasından sonra harekete geçen DGM Mahkemesi, tutuklama kararını **Musa Anter**'in, "Yurt dışında Türkiye Cumhuriyeti aleyhinde milli duyguları zayıflatma amacıyla propaganda yaptığı" gerekçesiyle aldı.

Cumhuriyet 7 ARALIK 1990

Güneydoğu SHP Diyarbakır Milletvekili **Fuat Atalay**, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ne ilişkin sağlık, eğitim, göç ve gözetim sorunlarını dört ayrı soru önergesiyle TBMM gündemine getirdi. **Fuat Atalay**, İçişleri Bakanı **Abdülkadir Aksu**'ya yönelttiği soru önergesinde Diyarbakır'ın güvenlik nedeniyle boşaltılan köyleri hakkında bilgi istedi. **Atalay**, bir başka soru önergesinde de **Hakkâri**'nin Yüksekova ilçesi **Tiluran köyünde** çobanlık yapan **Abdullah Kurt**'un gözaltına alınmasının üzerinden üç ay geçmesine karşın kendisinden haber alınmadığını belirterek **Kurt**'un gözaltına alınma nedenini sordu. **Atalay**, **Abdullah Kurt** hakkında yargı organlarına verilen bir karar olup olmadığını da sorarak **Bakan Aksu**'dan bu kişinin yakınlarına bilgi verilmesini istedi. (ANKA)

Cumhuriyet 7 ARALIK 1990

G. Doğu'da eğitim sancısı

Yeni öğretim yılının başlamasının üzerinden iki ay geçmesine karşın yüzlerce okulda eğitim yapılamıyor.

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — Güvenlik ve öğretmen yokluğundan kaynaklanan Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerindeki 'eğitim sancısı' sürüyor. Yeni öğretim yılının başlamasının üzerinden iki ay geçmesine karşın yüzlerce okulda eğitim verilemiyor. Milli Eğitim Bakanlığı'nın öğretmen sorununun çözümlenmesine yönelik çalışmalarının da sonuçsuz kaldığı bildiriliyor. Bölgeye atanan öğretmenlerden bir bölümünün daha sonra başka yerlerde görevlendirildikleri, bir bölümünün sağlık raporu aldıkları, bir bölümünün ise istifa ettikleri öğrenildi.

Bölgedeki yüzlerce okulda öğretime başlanamazken yüzlercesinde ise vekil öğretmen görevlendirilerek zor koşullar al-

tınamadı.

HAKKÂRİ—Halen 26 köy ilkokulu PKK militanlarının olası bir saldırısına hedef olunmaması için kapalı tutuluyor.

Asayiş yönünden kritik noktalardaki bazı okullarda ise eğitim vekil öğretmenlerle sürdürülüyor. Özellikle Çukurca ve Şemdinli'nin köylerine atanan öğretmenlerin görevlerine başlamadıkları ve ilçe merkezlerinde bekledikleri belirtildi. Kente 200 öğretmen ataması yapılmasına karşın bunlardan 8'i daha sonra görev yerlerini değiştirdi.

BATMAN—62 ilkokul güvenlik ve öğretmensizlik nedeniyle kapalı. Bölgede 600 öğretmen açığının bulunduğu bildirildi.

ADİYAMAN—Kent sınırları içerisindeki 50 kadar okul öğretmensizlik nedeniyle henüz açılmadı. Yalnızca Gerger ilçesinde 33 ilkokul kapalı tutuluyor. Kentteki öğretmen açığının 150 olduğu belirtildi.

tılamadı.

HAKKÂRİ—Halen 26 köy ilkokulu PKK militanlarının olası bir saldırısına hedef olunmaması için kapalı tutuluyor. Asayiş yönünden kritik noktalardaki bazı okullarda ise eğitim vekil öğretmenlerle sürdürülüyor. Özellikle Çukurca ve Şemdinli'nin köylerine atanan öğretmenlerin görevlerine başlamadıkları ve ilçe merkezlerinde bekledikleri belirtildi. Kente 200 öğretmen ataması yapılmasına karşın bunlardan 8'i daha sonra görev yerlerini değiştirdi.

BATMAN—62 ilkokul güvenlik ve öğretmensizlik nedeniyle kapalı. Bölgede 600 öğretmen açığının bulunduğu bildirildi.

ADİYAMAN—Kent sınırları içerisindeki 50 kadar okul öğretmensizlik nedeniyle henüz açılmadı. Yalnızca Gerger ilçesinde 33 ilkokul kapalı tutuluyor. Kentteki öğretmen açığının 150 olduğu belirtildi.

Hürriyet, 7 ARALIK 1990

PKK lideri APO'nun 2'nci eşi İstanbul'da yakalandı

- Yasadışı PKK örgütünün Türkiye Sorumlusu Yıldız Durmuş ve İstanbul Sorumlusu Hasan Atmaca ele geçirildi. Yıldız Durmuş'un, PKK lideri Abdullah Öcalan'ın ikinci eşi olduğu bildirildi. Bu arada, son bir ayda yapılan operasyonlarda 161 militanın yakalandığı açıklandı.

PKK'nın Türkiye örgütlenme sorumlusu, yapılan bir operasyonda ele geçirildi. İstanbul'da yakalanan PKK'nın Türkiye Sorumlusu Yıldız Durmuş'un PKK Lideri Abdullah Öcalan'ın ikinci eşi olduğu bildirildi.

İstanbul ve İzmir'de yapılan operasyonlarda, Buca cezaevinde tutuklu arkadaşlarını kaçırmayı planlayan 40 militan yakalandı. İstanbul'da üç tabanca ve Güneydoğu bölgesine gönderilmek üzere hazırlanan 70 parakayla birlikte yakalanan 16 militandan 9'u tutuklandı. Emniyet Genel Müdürü Necati Bilican, dün bir basın toplantısı yaparak Olağanüstü Hal

Valiliği dışında kalan bölgelerde son bir ayda yapılan seri operasyonlarda 161 militan, çok sayıda silah ve örgütsel döküman ele geçirildiğini açıkladı.

Siyasi Şube yetkililerinden alınan bilgiye göre, yakalanan PKK militanları içinde örgütün Türkiye Sorumlusu Yıldız Durmuş ile İstanbul Sorumlusu Hasan Atmaca da bulunuyor. Yıldız Durmuş'un PKK lideri Abdullah Öcalan'ın Kessire Öcalan'dan başka ikinci eşi olduğu, uzun süredir Öcalan'la birlikte yaşadığı ve örgütün şehirlerde toparlanması için görevlendirilerek Türkiye'ye gönderildiği belirlendi.

Meclis'te HEP'liler SHP'lilerle dövüştü

MECLİS'te dün gece yarısı ilginç bir olay meydana geldi. Sosyal Demokrat Halkçı Parti (SHP) ve Halkın Emek Partisi (HEP) milletvekilleri Doğu ve Güneydoğu sorunu yüzünden kavga ettiler. Olayda HEP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'in, SHP Tunceli Milletvekili Kamer Genç'in başına sert bir cisimle vurduğu, HEP Mardin Milletvekili Ahmet Türk'ün de tabanca çekmek istediği, ancak SHP'li Yaşar Yılmaz tarafından engellendiği bildirildi. Genç, "Üç kişi birden bana saldırdı" derken, HEP milletvekilleri suçlamayı kabul etmediler ve "Sadece tartıştık, kim-

- SHP'liler "Olayda yaralandık" derken HEP milletvekilleri "Hepsi yalan küçük bir tartışmaydı" diye kendilerini savundular.

ANKARA, (Hürriyet)

seye vurmadık" dediler.

10 Aralık günü TBMM Genel Kurulu'nda görüşmeleri başlayacak olan Bütçe kanunu tasarısı üzerinde konuşmak isteyen milletvekilleri ilk sırayı alabilmek için gecenin ilerleyen saatlerinde Meclis'e gelip beklemeye başladılar. ANAP kulisinin yanındaki odada kayıtlı için bekleyen SHP'li Adnan Keskin, Yaşar Yılmaz, Kamer Genç ve İbra-

him Tez kendi aralarında konuşurken içeri HEP milletvekilleri Ahmet Türk, Salih Sümer ve Mehmet Ali Eren girdi.

Bir süre önce Almanya'nın Diesburg kentinde yapılan bir toplantıda SHP'li Genç'in "HEP'liler Doğu ve Güneydoğu için ne yaptılar, bir kuş öldürdüler ise biz de gidip ayı öldürelim" sözü gündeme geldi.

HEP Milletvekilleri Genç'e Diesburg'daki sözlerini kınadıklarını belirttiler. Bunun üzerine Genç de sinirlenerek "Söylediklerim yalan mı, siz Doğu için ne yaptınız?" diye sordu. Bunun üzerine başlayan tartışma kavgaya dönüştü.

10'ar kişilik timler PKK'nın peşinde



HER YER DIDİK DIDİK PKK militanlarının yeni eylemlere hazırlandığının belirlenmesi üzerine, Hatay ve çevre-
ğinde başlatılan aramalar sürdürülüyor. Yakalanan 4 militanın ifadeleri doğrultusunda gerçekleştirilen operasyona katı-
lan özel timler, mağaralardan ağaç kovuklarına kadar her yeri didik didik arıyor.

(Fotoğraf: Hilmi DİKEN / İSKENDERUN / MİL-HA)

'Özel Harp' her yerde

- Genelkurmay Başkanlığı Özel Harp Dairesi bünyesinde bulunan özel timler Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da bölücü örgüte karşı başarılı bir mücadele veriyor
- 3.5 yıl eğitim gören tim görevlileri lav püskürtücü makineel tüfek ve bıçak dahil, her türlü silahlı ustalıkla kullanıyorlar

Soner GÜREL, ANKARA

GENELKURMAY Başkanlığı, Özel Harp Dairesi bünyesinde görevli özel tim görevlilerinin Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde PKK'ya karşı verdiği mücadelede büyük başarı sağladığı belirtilirken, bu timlerin sayısının artırılması için çalışmalar yapıldığı açıklandı. Genelkurmay Başkanlığı, Özel Harp Dairesi yetkilile-

ri, özel tim görevlilerinin Türk Silahlı Kuvvetleri'ne mensup tüm personel arasından uzun incelemeler sonrasında seçildiğini belirtirken, her tim görevlisinin en az 3.5 yıl süre ile eğitildiklerini söylediler.

Özel Harp Dairesi bünyesinde oluşturulan her özel timin 10 kişiden oluştuğunu anlatan yetkililer, halen 10 timin bulunduğunu söylediler.

Özel tim görevlisinin hemen her türlü silahı büyük bir ustalıkla kullandığı belirtilirken, bu silahlar arasında lav püskürtücüsü, makineel tüfek, tabanca ve taarruz el bombası taşındığı öğrenildi.

Bu arada özel tim görevlilerinin gece saldırısını da ellerindeki modern teçhizat ile çok başarılı bir biçimde gerçekleştirebileceği belirtildi.

Yetkililer, gece saldırısı yapılacak bölgeye birkaç gün önceden uçakla 2 metreyi bulan uzunlukta anteni olan bir verici atıldığını, daha sonra belirlenen gecede de bölgeye gidildiğini ve vericiden gelen sinyaller ile saldırı yapılacak noktaya uçakla indirme yapılabildiğini söylediler. Söz konusu vericinin fiyatının 100 milyon lirayı bulduğunu anlatan yetkililer, bunların ABD'den ithal edildiğini ve ellerindeki sayının yeterli olduğunu da söylediler.

Yetkililer, geçtiğimiz yıl özel tim görevlilerine dağıtılmak üzere bine yakın "Rambo" bıçağının da ithal edildiğini kaydettiler.

Özel tim görevlilerinin Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde yasa dışı faaliyetlerde bulunan PKK'ya karşı da mücadele verdiği bildirildi.

HEP'liler, Genç'i dövdü

ANKARA. (Tercüman)- TBMM Genel Kurulu'nda 1991 mali yılı bütçesinin tamamı üzerinde yapılacak ilk günlük görüşmelerde söz almak için sıra bekleyen Halkın Emek Partisi (HEP) milletvekilleri Ahmet Türk, Salih Sümer ve Mehmet Ali Eren ile SHP Tunceli milletvekili Kamer Genç arasında kavga çıktı.

Geceyarısı saat 24.00'te meydana gelen kavga şöyle gelişti:

Bütçenin tümü üzerinde yapılacak ilk görüşmede söz hakkı alabilmek için bazı milletvekilleri geceyarısı TBMM'de ANAP grubunun bulunduğu salonda beklemeye başladılar. SHP milletvekilleri Adnan Keskin, Yaşar Yılmaz ve İbrahim Tez sıra beklerken bir süre sonra SHP'nin gölge Maliye Bakanı Tunceli milletvekili Kamer Genç salona girdi. Milletvekilleri aralarında sohbet ederlerken HEP Mardin milletvekili Ah-

met Türk, İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren ve Diyarbakır milletvekili Salih Sümer de geldiler.

Mardin milletvekili Ahmet Türk, SHP'li Kamer Genç'e müdahale etti ve Almanya'da HEP'in aleyhinde konuştuğunu öne sürerek tartışmaya başladı. Tartışma bir anda elektrikleşti ve yumruklar konuştu ve HEP'li 3 milletvekili bir anda SHP'li Genç'i yumrukladı, tekmelemeye başladılar. Genç de üç milletvekiline karşı kendini yumrukla korumaya çalıştı. Bu arada, HEP'li Salih Sümer'in, Genç'in kafasına doğru savurduğu çanta SHP Denizli milletvekili Adnan Keskin'in kafasına isabet etti.

Tercüman

7 ARALIK 1990

Cumhuriyet 16 ARALIK 1990

D U Y U R U

İnsanlık tarihinde hiçbir güç ve hiçbir yasa insanların anadilleriyle konuşmalarını engelleyemedi ve engelleyemez.

İnsan Hakları Derneği Genel Kurulu'nda Anadili KÜRTÇE ile konuşan Diyarbakır delegesi VEDAT AYDIN ve çevirisini yapan İstanbul delegesi AHMET ZEKİ OKÇUOĞLU'nun tutuklanmalarını protesto ediyoruz.

Duruşması 18.12.1990 Salı günü Ankara DGM'dedir.

Ahmet ESKİYECEK, Ali ŞİMŞEK, Ali BAL, Ali TAYFUN, Azize KANMAZ, Atilla TÜRKEL, A.Rıza KIRAN, Abdullah Gündüz, Abdulvahap KAYA, Ayhan AY, Ayşe GÜLOĞLU, Ali Haydar Fırat, Adnan EKMEK, Arman YILDIZ, Azize ULUÇ, Ali KURAN, Azad ANIK, Abdullah ÇALIŞKAN, A.Hakim GÜVEN, Ali İhsan MALTAŞ, Ahmet AZİZOĞLU, Abdullah BULUT, Ahmet YILMAZ, Adil HALME, Ahmet BAYKA, Bakir İNANÇ, Behzat ÖNGEN, Behlül YAVUZ, Berrin MÜTEVELLİZADE, Baki MERCAN, Bedrettin KARABOĞA, Bergudan TEK, Cevat GÖÇE, Cabbar LEYGARA, Cemile BÜYÜKKAYA, Cemal MİRAN, Cemşit BİLEK, Celal PARLA, Cuma YİĞİT, Cahit EKMEK, Cevat DOĞRU, Eyyüp SANCAR, Evin TOKMAK, Çetin KARADEMİR, Civan KIRMIZITOPRAK, Dilan KILIÇER, Diyar KAYDUN, Delyadil KARAKAŞ, Deniz AYDIN, Dıovan KARAKOÇ, Duran BARIŞ, Erol CAN, Eşref YAŞA Erdem GENCAN, Emine TURAN, Fevzi VEZNEDAROĞLU, Fethi GÜMÜŞ, Ferhat DORAN, Faik YAKMAN, Feride LAÇIN, Fahri AKDOĞAN, Ferit SÖKER, Faruk PARLAMIŞ, Faik AYAZ, Fehmi TEK, Gülan TANIŞ, Güldar ALTINDAĞ, Hüsnüye ÖLMEZ, Hikmet ATA, Harun EFE, Hatip DİCLE, Haluk YILDIZHAN, Hüseyin ASLAN, Hasan BEKSEK, Hüseyin TAYFUN, Hakan MERTOĞLU, Harun CENGİZ, H.İhsan AYDIN, Hasip AY, Hamit TEKİN, Hasan İDİKURT, Hakan ÖZALA, Hayri YILDIRIM, Hüseyin SAÇILNIÇ, Hanifi AMAÇ, Hafız UZUN, Haşim ÖZKOYUNCU, Hayrettin YILDIZ, Harun BUHAN, Hanifi AKMAN, İsmail BEŞİKÇİ, İhsan GEDİK, İlhan DİNÇ, İlhami TRAK, İbrahim BAYKAL, İhsan ZOROĞLU, İhsan DURAK, İbrahim BAYKAL, İlamettin DAKMAN, İhsan KAZICI, Kutbettin ARZU, Kutbettin YILDIZ, Kadri VARIŞLI, Kazım DERE, Leyla ZANA, Mustafa KARASU, Mehdi ZANA, Muzaffer AYATA, Mahmut AÇAMOLA, Mehmet VURAL, Mustafa ÖZER, Mahmut YEŞİL, Mehmet YÜCEL, M.Beşir YILMAZ, Mustafa DORAN, Murat AKKOYUN, Metin AKIN, Mehmet TAŞKIRAN, Miraç YALÇINDAĞ, Mustafa TARI, Mehmet KILAVUZ, M.Emin ŞİMŞEK, Mustafa ÖLMEZ, Mustafa MENGÜTEK, M.Arif ALTUNKALEM, Metin AÇAN, Musa ÇELİK, Mahmut KARASIN, Merd ARŞİMED, Mahsum YÖRÜK, Mehmet KARADENİZ, Meki EKTİ, MSait GÜLLÜ, MSerhat GÜLLÜ, Mehmet AKTARLI, M.Ali ÇELİK, Mustafa OKAN, Mahmut DEMİREL, Mertem ÇAKAR, MŞirin AYDIN, MŞerif AYDIN, Mehmet AYDIN, Mehmet ALKIRTAŞ, M.Emin AKTAR, Mümtaz ÇERÇEL, Murat ASLAN, Mehmet CİBRAN, Mehmet AKGÜN, M.Zeki BUDAK, Mahsum ZAĞLI, MCevat BİRTANE, Muhtetin DURSUN, Mehmet ATA, MŞakir İPEKYÜZ, Mehmet KÖSEOĞLU, Neymetullah GÜNDÜZ, Necati AYDIN, Nazdar KAHRAMANER, Nazan KARAASLAN, Neslihan ÖZKAN, Nurettin YAŞAR, Orhan KOYUNCU, Osman AYTAZ, Özgür GENCAN, Ömer TEKİNÖZ, Remzi AVCI, Refik KARAKOÇ, Remzi TEKKAL, Ruşen MAT, Remziye EVRAN, Rojin AMAÇ, Remzi AZİZOĞLU, Sakine CANSIZ, Selim ÇÜRÜKKAYA, Sabri OK, Siracettin KIRICI, Salih ŞİMŞEK, Sezgin TANRIKULU, Sevtap YOKUŞ, Sedat YURTTAŞ, Saliha GÜRBÜZ, Semih OKTAY, Salih GÜNEŞTEKİN, Seyithan ÇİÇEK, Selahattin GÜVENÇ, Sadık KARABULUT, Sezai KARAASLAN, Sıtkı BORA, Sıdar AVŞAR, Sadun YARUK, Seyfettin BALÇIK, Selahattin SÖÇÜTÇÜ, Salim BOZKUR, Salih AYDIN, Şehmuz AÇIRMAN, Şİsmail BEDİRHANOĞLU, Şükrü ERCİYES, Şakir DEMİR, Şerif GÜNDÜZ, Şehmus KAYA, Şükran AYDIN, Şükrü KAHRAMANER, Şehmus ÖNER, Şehmus YAVUZ, Şahab AMAÇ, Şükrü BEKTAŞ, Talat İNANÇ, Tahir ULUÇ, Turan KONT, Turan SEYFİOĞLU, Ümit USLAN, Vehbi ALDATMAZ, Veysi ONAT, Veysel DOĞRU, Veysi AYDIN, Yılmaz DAĞLUM, Yaşar AKKURT, Veysi ÇEVİRİM, Yusuf ERUNELİ, Yahya EKMEKÇİ, Zerri İNANÇ, Zülfükar ASLAN, Zeki TUTAL, Zülfükar GÜMÜŞ, Zeydî DELİDERE, Zerdeşt YEŞİLİRMAK.

Güneydoğu'ya

Cumhuriyet, 16 ARALIK 1990

yeni kararname

NE GETİRİYOR?

Olağanüstü Hal Bölge Valisi'nin yetkileri bölge illeri ile sınırlı olacak.

Basılı yayınlar kapatılmadan önce uyarılacak.

Matbaalar önce 10 gün, 'suçun' devamı halinde 30 güne kadar kapatılacak.

Kendi isteği ile Olağanüstü Hal Bölgesi'ni terk edenlere Geliştirme ve Destekleme Fonu'ndan yardım yapılacak.

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — Cumhurbaşkanı Turgut Özal başkanlığında toplanan Bakanlar Kurulu, Olağanüstü Hal Bölgesi'nde uygulanan ek önlemlere ilişkin kanun hükümündeki kararnamenin (KHK) yürürlükten kaldırılarak, yerine yeni bir KHK'nın uygulamaya konulmasını kararlaştırdı. Böylece, SHP grup başkanlığınca Anayasa Mahkemesi'nde açılan iptal davasındaki olası kararın pratik sonucu da kalmamış oldu. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü Bakanlar Kurulu kararını değerlendirirken Anayasa Mahkemesi'nin 424 sayılı KHK'yı iptalinin "yüksek olasılık" olduğu yorumlarının yapıldığını belirttikerek, "Anayasa aykırı olduğunu şimdi mi anladılar? Şimdiye kadar akılları neredeydi?" dedi.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal başkanlığında Çankaya Köşkü'nde dün saat 13.00'te başlayan Bakanlar Kurulu toplantısı yaklaşık bir saat sürdü.

Bakanlar Kurulu'nda alınan kararla ilgili açıklamalarda bulunan Devlet Bakanı ve Hükümet Sözcüsü Mehmet Yazar, 10 Mayıs 1990'da uygulamaya giren "Şiddet olaylarının yaygınlaşması ve kamu düzeninin ciddi şekilde bozulması sebebine dayalı olağanüstü halin devamı süresince alınacak ilave tedbirlere ilişkin 424 sayılı kanun hükümündeki kararname"nin yürürlükten kaldırıldığını açıkladı.

Yazar, yeni bir KHK'nın hazırlanarak yürürlüğe konulmasının kararlaştırıldığını söyledi.

Yazar, KHK'nın yeniden düzenlenmesinin gerekçesini açıklarken, "Aradan geçen 7 ay zarfında uygulamada görülen olumlu gelişmeler, terör olaylarındaki azalma, bazı teröristlerin kendiliklerinden teslim olması ve bölgedeki son durum nedeniyle sözkonusu kararnamenin büyük ölçüde işlevini ye-

rine getirdiği sonucuna varıldığını" söyledi.

Yazar'ın verdiği bilgiye göre yapılan değişiklikle getirilen yenilikler özetle şöyle:

— Olağanüstü Hal Bölge Valisi'nin yetkileri bölge illeri ile sınırlandırıldı, mücavir illerle ilgili yetkiler kaldırıldı.

— Bölge valisinin, il valilerinin yetki ve görevlerinden sadece olağanüstü hali gerektiren konulardakileri kullanılması hükmü getirildi. Daha önce Olağanüstü Hal Bölge Valisi, il valilerine tanınan bütün yetkileri kullanabiliyordu.

— Basılı yayınların kapatılmasından önce yazılı uyarıda bulunulması, uyarıya rağmen yayının devamı halinde kapatma kararı verilmesi hükmü uygulamaya konuldu.

— Matbaaların süresiz kapatılması yerine önce 10 gün-

"suçun" devamı halinde bu kez 30 güne kadar kapatma kararına gidilmesi uygun bulundu.

— Kendi isteği ile Olağanüstü Hal Bölgesini terk edenlere, Geliştirme ve Destekleme Fonu'ndan yardım yapılması yolu açıldı.

— Bölge dışına çıkarılanlara, kalacakları yeri tercih etme olanağı yaratıldı.

— Bölge valisine, bölge illerinin kalkınması ile ilgili yatırım ve proje önerilerini hükümete sunma görevi verildi.

— Basılı yayınlarda, kişisel haklara saldırı durumunda ödenecek tazminat miktarı azaltıldı.

— Bölgede yaşayanlara, nedensiz uğradıkları zarardan dolayı devletten tazminat isteme hakkı tanındı. Daha önce tazminat hakkı verilmiyordu.

Cumhuriyet, 11 ARALIK 1990

'Kürtçe' yargılanacak

■ ANKARA (UBA) — İnsan Hakları Derneği (İHD) üçüncü olağan kongresinde Kürtçe konuştukları gerekçesiyle haklarında dava açılan (İHD) Diyarbakır delegesi Vedat Aydın, avukat Ahmet Zeki Okçuoğlu ile Halkın Emek Partisi Diyarbakır İl Başkanı Mustafa Özen hakkında Ankara DGM'de açılan davaya 18 aralık salı günü başlanacak. Ankara DGM Savcılığı, üç sanık hakkında "Millî duyguları zayıflatıcı propaganda yapmak" suçundan 10 yıla kadar ağır hapis cezası istedi. HEP Diyarbakır İl Başkanı Mustafa Özen, İHD Diyarbakır delegesi Vedat Aydın ile avukat Ahmet Zeki Okçuoğlu, 27-28 ekim tarihlerinde Ankara'da toplanan İHD kongresinde Kürtçe konuştukları gerekçesiyle gözaltına alınmışlar, bunlardan Özen, DGM Savcılığı tarafından serbest bırakılırken Okçuoğlu ve Aydın nöbetçi mahkemeye tutuklanmışlardı. Vedat Aydın, savcılık ve mahkeme ifadesinde Kürtçe'nin anadili olduğunu, bu dilde konuşmaya devam edeceğini bildirmişti.

Hükümet, Güneydoğu Kararnamesinin Anayasa Mahkemesi tarafından iptal edilmesini engellemek için yenisini çıkardı

Kararname Oynunu

430 sayılı Güneydoğu Kararnamesi, yürürlükten kaldırılan kararnamedeki birçok hükmü aynen korurken bazı hükümleri değişikliğe uğrattıyor.

**TURAN YILMAZ
TUNCAY ÖZKAN**

ANKARA— Hükümetin, yarın Anayasa Mahkemesi'nde incelenecek olan 424 sayılı Güneydoğu kararnamelerinin yerine benzer hükümler içeren yeni bir kararname yayımlaması, "hükümetin yargı denetiminden kaçma girişimi" olarak nitelendirildi. Resmi Gazete'de dün yayımlanarak yürürlüğe giren yeni kararneme, yürürlükten kaldırılan 424 sayılı KHK'daki birçok hükmü aynen korurken bazı hükümleri ise değişikliğe uğrattı.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın başkanlığında cumartesi günü yapılan Bakanlar Kurulu toplantısında öncelikle hükümet ile Anayasa Mahkemesi arasındaki ilişkiler gündeme geldi, alınan iptal kararlarının hükümet için sürekli engelleyici rol oynadığı dile getirildi. Bazı bakanların bu kararları, kararnamenin imzalandığı Bakanlar Kurulu toplantısında örnekler vererek eleştirdiği öğrenildi.

Anayasa Mahkemesi'nin sayısal dengelerinin kendi aleyhlerine bir görüntüm sergilediği, alınacak kararlarda bunun göz önünde bulundurulması gerektiği de ifade edilen toplantıda, bazı bakanların Anayasa Mahkemesi'nin kararlarının politik taraflarının bulunduğunu da söyledikleri belirtildi. Toplantıda ilk olarak, 424 ve 425 sayılı KHK'ların maddelerinde değişikliğe gidilmesi yönünde bir görüşün ortaya atıldığı saptandı. Ancak bu görüşten daha sonra Anayasa Mahkemesi'nin kararnamayı iptal etmesi halinde değişikliğin de yürürlükten kalkacağı, bu konuda yüksek yargı organlarının ihtiyaçlarının bulunduğu yolundaki açıklamalar üzerine vazgeçildi. Bunun üzerine toplantıya katıldıkları belirlenen bazı hukuk danışmanlarının da önerileri doğrultusunda, yeni bir kararname hazırlanarak öncekilerin yürürlükten kaldırılması düşüncesi benimsendi. Ardından da Cumhurbaşkanlığı Köşkü'nde hazırlıkları önceden yapıldığı belirlenen metne son şekli verilerek, Resmi Gazete'de dün yayımlanan 430 sayılı KHK oluşturuldu. Bu metnin hazırlanmasında, halen Cumhurbaşkanlığı Hukuk Danışmanlığı görevini yürüten eski Anayasa Mahkemesi başkanları Semih

Özmerit ile Orhan Onar'ın görev aldıkları da öğrenildi. Özmerit ve Onar'ın Bakanlar Kurulu toplantısına katılarak görüşlerini açıkladıkları ve KHK'nın son şeklini almasında etkili oldukları belirtildi.

Bu arada başta Cumhurbaşkanı Özal olmak üzere bazı kabine üyelerinin, Anayasa Mahkemesi'nin yarın esastan ele alacağı Güneydoğu kararnamelerini iptal edeceği yönündeki izlenimlerini dile getirmeleri, bir başka tartışmaya daha kaynaklık etti. Anayasa Mahkemesi çevreleri, rapörtör tarafından söz konusu KHK'lara ilişkin hazırlanan ve Anayasa Mahkemesi'nin tüm asıl ve yedek üyelerine iletilen raporda, 430 sayılı yeni KHK'da üzerinde değişiklik yapılan maddeler için iptal isteminde bulunduğu anımsatıldı. Rapörtörün, ceza ve borçlar kanunlarında değişiklik yapılması, olağanüstü hal bölgesinde alınması gereken önlemlerin tüm ülkeyi kapsayacak şekilde genişletilmesine ilişkin hükümler için anayasa ve yasalara aykırılıklar taşıdıkları gerekçesiyle iptal isteminde bulunduğu öğrenildi. İptali istenen maddeler arasında, basına getirilen "sansür" uygulaması, grev ve lokavt uygulamasının bölge dışında da yasaklanabilmesine olanak sağlanması, Ceza Yasası'ndaki hakaret suçlarının bölge sınırları içinde katlanarak cezalandırılması gibi uygulamalar yer alıyordu.

Anayasa Mahkemesi çevreleri, SHP'nin yaptığı iptal başvurusunun, esastan incelenmesine 5'e karşı 6 üyenin oyları ile karar verildiğini de anımsatarak "Hükümetin öyle ya da böyle, hem rapörtörün bu rapörtörden hem de mahkemedeki üyelerin bu konudaki yaklaşımlarından haberdar olduğu ortaya çıkıyor" dediler. Hükümet üyelerinin yaptıkları değerlendirmelerde söz konusu KHK'ların 5/6 ya da 4/7 gibi bir oy dağılımıyla iptal edileceği yönünde ifadeler kullanmalarının da bu görüşe haklılık kazandırdığı savunuldu. Anayasa Mahkemesi çevrelerinden edinilen izlenim de söz konusu KHK'ların hükümet üyelerinin de edindiği oy oranı ile iptal edilebileceğini ortaya koydu.

Öte yandan hükümetin, iptal edilmeleri halinde bile Güneydo-

ğu'ya ilişkin bu tür KHK uygulamasından vazgeçmeyeceği yönündeki kararlılığını, Anayasa Mahkemesi'ne de dikkatli bir üslupla ilettiği öğrenildi. Bu KHK'lara ilişkin iptal istemini ele alan Anayasa Mahkemesi'ne geçen günlerde açıklamalarda bulunarak, üyelerin sorularını yanıtlayan İçişleri Bakanı Aksu'nun, bölgedeki terör olaylarına ilişkin ayrıntılı bilgiler verdikten sonra Türkiye genelinde olağanüstü hal ilanına gitmek için bölgede söz konusu KHK'larda belirtilen önlemlerin alınmasının zorunluluğuna işaret ettiği öğrenildi. Bu arada Bakan Aksu ve Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu ile birlikte mahkeme heyetine açıklamalarda bulunan Bakanlık Müsteşarı Vecdi Gönül'ün, zaman zaman kullandığı üslup nedeniyle Anayasa Mahkemesi Başkanı Necdet Darcıoğlu tarafından uyarıldığı da anımsatılarak bunun da üzerinde durulması gereken önemli bir nokta olduğu ifade edildi.

Yeni KHK ne getirdi?

Anayasa Mahkemesi çevrelerinden alınan bilgiler, hükümetin yeni KHK'da özellikle değişikliğe gittiği noktaların, Anayasa Mahkemesi rapörtörünün iptal edilmeleri yönünde görüş belirttiği konular olduğunu da ortaya koydu. Yeni KHK, 424 sayılı KHK'yi tümüyle ortadan kaldırmasına karşın, bu KHK'daki birçok hükmü aynen korudu. Aynen korunan hükümler, başta ceza, borçlar ve medeni Kanunlarda değişiklik öngören maddeler oldu. Bu maddeler, hakaret ve casusluk suçlarına bölge sınırları içinde daha ağır hapis ve para cezaları verilmesini öngörüyor. Yeni KHK, 424 sayılı KHK'daki "sansür" uygulamasını aynen korurken bu yayımları çıkaranlara ilişkin "ihtar" mekanizmasını gündeme getiriyor. Buna göre olağanüstü hal bölgesi için "zararlı" her tür yayını çıkaranlar önce uyarılacak, ardından basım, yayın ve dağıtım faaliyetleri süreli ya da süresiz yasaklanacak. Benzer bir düzenleme de bu yayımları basan matbaalar için getirildi. Eskisinden farklı olarak, matbaalar için bu konuda önce 10 gün, tekrarında ise bir aya kadar kapatma cezası getirildi. Yeni KHK, grev ve lokavt uygulamasının ülke çapında yasaklanması sonucunu doğuran önceki KHK'nın buna ilişkin maddesini de değiştirerek bölge sınırları içinde kapsamı genişletip, tüm sendikal faaliyetlerin de

durdurulabilmesine olanak sağlıyor.

Yeni KHK, "sürgün" uygulamasını aynen korurken getirdiği yeni bir hükümle de polis tarafından özel ve tüzel kişilere ait ev ve işyerleri ile eklentilerinde de zorunlu görüldüğünde arama yapabilme yetkisi getirirken ayrıca cezaevinde bulunan tutuklu ve hükümlülerin bölge valisinin teklifi, Cumhuriyet Başsavcılığı'nın talebi ile emniyette sorulanabilmelerine olanak sağlandı. Buna ilişkin Polis Yasası'nda daha önce yapılan bir düzenleme, Anayasa Mahkemesi'nin iptal edilmişti. Yeni KHK'da, yine İçişleri Bakanı, Bölge Valisi ve olağanüstü hal bölgesinde görev yapan valiler için cezai, mali ve hukuki dava muafiyeti getirilirken, kişilerin bu uygulamalardan uğrayacakları zararlar için devletten tazminat isteyebilme olanağı sağlandı.

Yeni KHK'da önceki KHK'larda kullanılmayan bir üslup da dikkati çekti. Yeni KHK'nın giriş bölümünde, öngörülen önlemler için "ihtiyath" bir üslup kullanılarak "alınabilir" ifadesinin kullanıldığı gözlemlendi.

Genelkurmay Başkanı Güneydoğu'da

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Genelkurmay Başkanı Orgeneral Doğan Güreş, "Son günlerde Güneydoğu'ya yapılan askeri sevkıyatın doğal olduğunu" söyleyerek "Amaç vatani korumaktır" dedi.

Hava Kuvvetleri Komutanı Orgeneral Siyami Taştan ve Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Eşraf Bıdıls'le birlikte askeri bir uçakla dün Diyarbakır'a gelen Genelkurmay Başkanı Orgeneral Doğan Güreş, hava ve jandarma birliklerini denetledi. Daha sonra Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ni ziyaret eden Güreş'e Bölge Vali Vekili Cengiz Bulut ve Jandarma Asa-

yiş Komutanı Korgeneral Hikmet Köksal tarafından brifing verildi. Burada, gazetecilerin sorularını da yanıtlayan Güreş, "Her genelkurmay başkanının yaptığı gibi birlikleri yerinde görmek ve ihtiyaçları saptamak için Diyarbakır'a geldiğini" söyledi. Güreş son günlerde Güneydoğu'ya yapılan askeri sevkıyatın nedenini soran bir gazeteciye "Yapılan sevkıyat doğaldır. Amaç vatani korumaktır. Son zamanlarda bazı hassasiyetler belirlediği için bu da doğal olarak dikkatinizi çekti. Esas olan aziz vatanın ve vatandaşların savunmasına yöneliktir" yanıtını verdi.

Tempo, 25 KASIM — 2 ARALIK 1990

KOZAKÇIOĞLU, TOPLANTI DÜZENLEYEN, TARTIŞAN KÜRT AYDINININ DAĞDAKI EŞKIYAYLA AYNI KABA KONULMASINDAN RAHATSIZ... YASAL DEĞİŞİKLİKLE TERÖRÜN "ÖZEL SUÇ" OLARAK DEĞERLENDİRİLİP, FİKİR SUÇUNDAN AYRILMASINI İSTİYOR.

HAYRİ KOZAKÇIOĞLU bir bürokrat olarak belki de Türkiye'de en zor görevi üstlenmiş olan kişi. Ayrılkıçı güçlerin silahlı terör eylemlerini sürdürdükleri Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde üç yıldan bu yana Olağanüstü Hal Bölge Valiliği görevini yürütüyor. Geniş yetkilerle donatılmış durumda. Yetkilerini kullanırken kimilerinin tepkisini, kimilerinin de takdirini topluyor. Sorunun kesin çözümü konusunda, görüşü ilk sorulacak kişi de o kuşkusuz. Tempo'nun sorularını yanıtlarken ortaya koyduğu fikirler, siyasilere de ışık tutacak nitelikteydi:

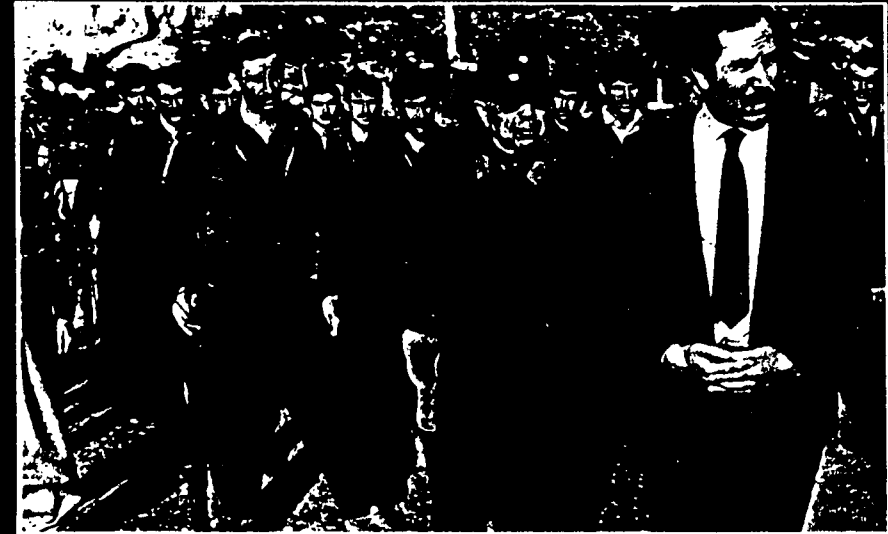
TEMPO: Bölgede meydana gelen olaylarla ilgili olarak yapılan resmi açıklamaların dışında, açıklamalara pek uymayan söylentiler yayılıyor. Bunların doğruluk derecesi nedir?

KOZAKÇIOĞLU: Hemen her olaydan sonra burada mutlaka bir saptırma organizasyonu oluyor. Şimdi bakın. 1988 yılının nisan ayında Nusaybın'ın Kilisedüzü mevkiinde bir operasyon oldu. Bir helikopterimiz düştü ve bir binbaşı ile bir üsteğmen şehit oldu. Operasyon sırasında 20 terörist olu olarak ele geçirildi. Aradan bir hafta geçti. "bunların hiçbiri terörist değildi, dağdaki çobanlardı" diye iddialar ortaya çıktı. Bazı basın mensupları da bu iddiaları yazdılar. Bir ay kadar sonra PKK örgütünün yurt dışında bastırıldığı dergiler geldi. Bu dergilerde 20 değil, 21 ölü verdikleri, ölenlerin resimleriyle birlikte ilan edildi. Demek ki birini yaralı olarak kaçıttıktan sonra ölmüş. Yani örgüt, "bu ölenler bizim adamımızdır" dediği halde, burada aksine propaganda yapıldı. Size bir örnek daha vereyim: Cizre'deki bir olayda iki polisimiz şehit oldu. Yaptığımız araştırmalarda, o bölgede PKK'nın sorumlusu olan bir kadın saptadık. Bir gün Şırnak'ta, bir gün Si-lopi'de, bir gün Cizre'de dolaştığını yaptığı telsiz konuşmalarını dinleyerek tespit ettik. Cizre'de pusu kurduk. Teslim ol çağrısına uymayınca yanındaki erkekle beraber ölü olarak ele geçti. Kimliklerini ve o güne kadar neler yaptıklarını açıkladık. Ön gün kadar sonra ölen adamın bir marangoz, yanındaki kadının da onun nişanlısı olduğu ve her ikisinin de masum olduk-

ları dedikodusu yayıldı. Ama arkasından yine PKK'nın dergilerinde bu kişilerin nasıl başarılı birer militan oldukları ve ölümlerinin örgüt için nasıl bir kayıp olduğu anlatıldı. Yani bu söylentiler çok klasik bir tezgâh.

TEMPO: Herhangi bir olaydan sonra rastgele insanların toplandıkları ve günlerce sorguda tutuldukları bölgenizdeki en büyük şikâyet konularından biri...

KOZAKÇIOĞLU: Rastgele gözaltına alma olayı hiç yoktur diyemem. Ama



Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, Güneydoğu'daki sorunun kesin çözümünü, fikir suçunun terörden ayrılmasında görüyor. Kozakçioğlu'na göre dağdaki eşkiya ile toplantı düzenleyen, tartışan Kürt aydını bir değil.

bu çok ender ve devamlı uygulanan bir şey değil. Bizim elimizde yakalanan ve teslim olan kişilerin ifadeleri var. Gayet rahat anlatıyorlar. "Falanca gün geldik, falanca köye uğradık, orada falancaya gittik, yemek yedik, orada şöyle karşıladılar, buradan mermi getirdiler, şuradan silah getirdiler"

türünden bir sürü bilgiler veriyorlar. Herhangi bir operasyon sırasında toplanan kişilerin yüzde 99'u bu tip bilgilere göre toplanan kişilerdir. Tabii bir de imzalı ihbar mektupları var. Bunları araştırmak zorundayız. Eğer araştırmazsak görevimizi yapmamış oluruz. Bu durumda toplananların arasından suçsuzlarını hemen ayırmak mümkün olmuyor. Diyelim ki, on kişinin ifadesini almak gerekiyor. Birinci kişinin ifadesini alıyorsunuz. Bunun olayda dahil az olabilir, ya da hiç olmayabilir. Ama diğerlerinin ne söyleyeceğini bilmiyorsunuz. Belki yüzleştirme gerekecek. Bu yüzden sorgulama süresinin sonuna kadar ister istemez hepsi bekletiliyor. Bu bakımdan rastgele toplama olayı biraz fazlaymış gibi görünüyor. Ama bunu mümkün olduğu kadar asgariye indirmeye çalışıyoruz.

TEMPO: Pek çok köyün boşaltıldığı ve insanların mağdur edildiği iddiaları var. Bu konuda neler söyleyeceksiniz?

KOZAKÇIOĞLU: Köy boşaltma olayını ikiye ayırmak lazım. Birincisi bizim Irak ile olan sınırımızda boydan boya sırı ile 600 metre arasında yaşanan on bin kadar insanımız var. Karakollarımızın büyük bölümü bu altı yüz metrelik alanın gerisindedir. Yani on bin kadar insan Irak hududunda bizim karakollarımızın önünde ya-

şıyor. Karşı tarafta Irak 30 kilometrelik şeridi boşalttı. Bizim bu yöredeki köylerimizin ekonomisi sınır ticaretine yani açıkçası kaçakçılığa dayanıyor. Karşı taraf 30 kilometre boşaltılınca bunların ticaret yapacak yerleri kalmadı. Ekonomik sıkıntıya düştüler. Bu arada terör örgütü de büyük ölçüde geldi bu 30 kilometrelik banta yerleşti. Oradan gelip köyleri rahatsız etmeye başladı. Akşamları bizim askerimiz de nöbette. Hudut üzerinde bir hareket olduğunda hareketi yapan köylü müdür, terörist midir tespit etmesi zor. Her an ateş edebilir. Bir yandan da eş-

kiyanın baskısı, bu yüzden bunların büyük bölümü il merkezlerine kendileri gönüllü olarak geldiler. Onun dışında biz şimdiye kadar güvenlik nedeniyle resmen iki köyü boşalttık. Vatandaşlara da 2.5 milyar lira para dağıttık.

TEMPO: Sınır dışında boşaltılan köy yok mu?

KOZAKÇIOĞLU: İçerdeki bazı mezralar da ister istemez terörist baskısından kaçmak zorunda kaldılar. Böyle küçük küçük 20 bin kadar yer var. Herbirinde asker bekletmek mümkün değil. Sarp yerlerdeki mezralara, güvenlik güçleri sık sık devriye görevi de yapamıyor. Bu durumda olanlar da terörist baskısından yılıp kendi rızalarıyla geldiler. Aralarında rızasız gelen de vardır tabii. Dokuz haneli bir köyün sekiz hanesi göç ederse, dokuzuncusu, rızası olmasa da gitmek zorunda kalır. Teröristler kesinlikle arazinin boşaltılmasını istemiyor. Köylüyü silah zoruyla orada tutmaya çalışan terörist. Çünkü aksi takdirde beslenme imkânı, haberleşme imkânı gidecek. Aslında, bizde her yıl, yüzde bir dolayında nüfus kırsal kesimden kentlere geli-

lemlerdir. Rizikosu az olan eylemler arttıkça terör örgütünün gücü, etkinliği, eğitilmiş elemanı azalmış demektir. Patlayıcı koymak da en ucuz eylemdir. Örgütün son zamanlarda asıl artan eylemi budur. Yani bizim devlet güvenlik güçlerimiz karşısında bunların duracak hali yok. Devamlı kaçarak bu tip işleri yapmaya çalışıyorlar. Ellerindeki silah sayısı da, eğitilmiş personel sayısı da Türkiye için bir tehlike olacak nitelikte değil.

TEMPO: Ama bir yandan da iki ilçenin arasındaki karayolunu bir süre keşebiliyorlar...

KOZAKÇIOĞLU: Şimdi ben diyorum ki terör örgütünün ideolojik tarafı kalmamıştır. Terör örgütü soygun, eşkiyalık, eroin kaçakçılığı yapan adi bir örgüt haline gelmiştir. Terör örgütünün gerçek niteliği artık yaptığı eylemlerle ortaya çıkıyor. Yol kesme de beni doğruluyor.

TEMPO: Bu konu böyle sürüp gidecek mi?

KOZAKÇIOĞLU: Biz devlet terörü yaratmak istemiyoruz. Biz Irak'ın yaptığını yapmak istemiyoruz. Hem demokrasi ve insan hakları olsun, hem

olay birbirine karıştırılıyor. Birbirine karıştırıldığı için de, fikri koruyalım derken ister istemez terör de himaye edilmiş gibi oluyor. Ben şu ana kadar bölgede hiçbir grevi ertelemedim, hiçbir kapalı salon toplantısını iptal etmedim. Hatta bir siyasi partimiz birçok yerde kanunsuz gösteri yürüyüşleri yaptı. Diyarbakır'da da müracaat ettiler, izin verdim. 2.5 saat bölge vailliği aleyhine konuşular. Hiçbir işlem yapmadım. Olağanüstü Hal Kanunu uygulamasıyla bizim Türk Ceza Kanunu'nun uygulamasını ayırt etmek lazım. Biz olağanüstü hal mevzuatını uygularken, demokratik kurallara saygılıyız. Ama bu arada fikir suçları için işlem yapılıyorsa bu Ceza Kanunu'nun, Ceza Muhakemeleri Usulü Kanunu'nun uygulanması sonucudur. Bizim dışımızda, tamamiyle adli merciler tarafından yapılan bir işlemdir. Biz izin verdiğimiz toplantılarla ilgili bir işlem yapmıyoruz. Ama adli mercilerde bu fikir olaylarıyla terör olaylarını ayırt etmek lazım. Bunu bütün Avrupa ayırmış. Bizim Avrupa'ya karşı zaman zaman kendimizi savunmada zorlandığımız olay da bu. Avrupalı zannediyor ki buradaki terör olayı da fikir suçudur. Çünkü biz Ceza Kanunu'nda hepsini aynı kefeye koymuşuz. İşte bunun ayrılması lazım. Bölgedeki fikir olaylarını kucaklayan, ona sempatiyle bakan aydın kesimin de terör olaylarına aynı gözle bakmaması lazım. Biz fikri münakaşanın, her türlü fikrin yayılmasının, yazılmasının karşısında değiliz. Ama bunlar yapılırken terör himaye edilmeye, terörist himaye edilmeye kalkılırsa, teröristin karşısında devlet güvenlik güçleri küçük düşürülmeye, aşağılanmaya kalkılırsa bu doğru olmaz. Çünkü terörist bir kere insana saygılı değil, onun canına ve malına kastediyor. Bu ikisini ayırt edebildiğimiz takdirde bölgedeki olayları daha sağlıklı incelemek, daha sağlıklı düşünmek ve daha sağlıklı çözüm yolları bulmak pekala mümkündür.

TEMPO: Bu sözlerinizden, düşünce suçlarına yönelik ceza hükümlerinin yasalardan çıkarılmasının sizi rahatlatacağı sonucu çıkarılabilir mi?

KOZAKÇIOĞLU: Ben diyorum ki, kanuni mevzuatımızda gereken değişiklik yapılmak suretiyle terör suçunun özel bir suç olduğu ve bunun özel bir şekilde düzenlenmesi gerektiği belirlensin. Fikir olaylarıyla ilgili nasıl bir düzenleme yapılacak, o tabii kanun koyucunun bileceği bir iş. Bunu şimdiden söylemek mümkün değil, ama herhalde demokratik bir ülke olarak mevzuatı da ona göre tespit etmek lazımdır. Yani demokrasi kurallarına göre onu çizmek lazımdır.



Hayri Kozakçioğlu, PKK'nın ideolojik bir tarafının kalmadığını, soygun, eroin kaçakçılığı yapan adi bir örgüt haline geldiğini öne sürüyor.

yor. Yani ülkemizde bir kentleşme olayı zaten yaşanıyor. Terör bunu biraz hızlandırmış olabilir, ama tek başına neden değildir. Burada bir şeye dikkat etmek lazım. Vatandaş eğer bir taraftan memnun değilse öbür tarafa gider. Şimdi diyorlar ki devlet baskı yapıyor, eşkiya da baskı yapıyor. Peki ama vatandaş devletten memnun değilse eşkiyanın yanına gitmesi lazım. Aksine vatandaş karakolun polisine yanına geliyor.

TEMPO: Siz örgütün gücünü kaybettiğini söylüyorsunuz. Ancak istedikleri yerde gelip araziye mayınladıkları anlatılıyor...

KOZAKÇIOĞLU: Bütün dünyada terör örgütlerinin yaptığı eylemler, rizikosu fazla, rizikosu az eylemler olmak üzere ikiye ayrılır. Bir yere baskın, müsademe gibi olaylar rizikosu fazla eylemlerdir. Bunu yapan terör örgütü güçlüdür. Diğerleri ise rizikosu az ey-

de terörle mücadele edelim dediğimiz zaman, işi biraz daha yavaş götürmek zorundayız. Çünkü silahın girdiği yerde hata yapma payı biraz daha fazla olur. Hata yapma payını mümkün olduğu kadar azaltmak için dikkatli ve yavaş çalışıyoruz. Ama devlet güvenlik güçleri, gerçekten bölgeye hâkimdir ve her geçen yıl terör konusunda bir önceki yıla göre daha iyi olacaktır.

TEMPO: Sizce bu işin kesin çözümü nedir?

KOZAKÇIOĞLU: Demokratik kurallara saygılı ve hukuka saygılı insanlar olarak olayı ikiye ayırmak, silahlı terör olayını, normal fikir suçlarıyla karıştırmamak lazım. Yalnız bizim bölgemizde üzümlere belirtmeliyim ki, bu iki

Turhan SALMAN

